



Revue de presse « Défense »

(contact : adulou@numericable.fr)

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez soit contacter directement le responsable de thème de Défense soit réagir en adressant un courriel à l'adresse indiquée ci-dessus.

L'équipe de la Revue de presse Défense vous remercie de votre confiance et de votre intérêt pour son travail, toutes vos suggestions sont les bienvenues.

Cette revue de presse paraît désormais sur le site de l'UNION-IHEDN, à l'adresse : <http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>



Jeux mondiaux militaires : l'équipe de France 4^{ème} rang mondial

Date : 31 octobre 2019

Prochaine diffusion : le vendredi 8 novembre 2019

Sommaire des articles proposés

- 1) Enjeux de la Défense, Doctrine, Concepts, Missions :
 - *GICAN et Intelligence économique : interview de François Lambert (Partie 1 &2)*
 - *Le ralentissement économique se confirme dans la zone euro*
- 2) Relations internationales - Europe de la défense - OTAN :
 - *Poutine d'Arabie : Diplomator, Terminator, Impérator !*
 - *Moyen-Orient : l'Iran s'invite dans les crises libanaise et irakienne*
 - *Après la mort d'Al-Baghdadi, quel futur pour l'Etat islamique ?*
- 3) Armements - Industries - Économie :
 - *L'Allemagne s'oppose à une « politique monétaire verte » souhaitée par Lagarde*

- *Naval Group et Fincantieri révèlent le nom de leur joint-venture : « NAVIRIS »*
 - *PSA – Fiat : la fusion des constructeurs se fera « sans fermeture d'usine »*
 - *« L'Amérique désindustrialisée préfère l'espoir d'un nouveau renouveau économique à la promesse de nouvelles aides sociales »*
- 4) Les forces armées - Air - Marine - Terre - Gendarmerie :
- *L'armée de l'air veut former ses pilotes de chasse plus vite pour deux fois moins cher*
 - *Jeux mondiaux militaires d'été 2019 : 4^{ème} place inédite pour la France*
 - *CHAMMAL : 400^{ème} mission pour l'Atlantique 2 au Levant*
 - *Journée portes ouvertes de l'ESA*
- 5) Zones de conflits :
- *Le trouble jeu de la Turquie dans la chute d'Al-Baghdadi*
 - *Entre Moqtada al-Sadr et Hadi al-Ameri, une alliance à contre-cœur*
 - *Le régime appelle les forces kurdes à intégrer l'armée*
 - *Moyen-Orient : les gagnants et les perdants des nouvelles alliances*
- 6) Renseignements et menaces :
- *Sous-marins : la Russie montre ses muscles en mer de Barents*
 - *Au Liban, la démission en faux-semblant du premier ministre Saad Hariri*
 - *Allemagne : CDU-die Linke, l'alliance de la carpe et du lapin ? Allemagne : CDU-die Linke, l'alliance de la carpe et du lapin ?*
 - *Elections en Argentine : le tournant ?*
- 7) Sécurité intérieure :
- *Sécurité des parlementaires français : il faut reprendre le contrôle sur les smartphones*
- 8) Énergie environnement climat :
- *La COP 25 annulée au Chili, l'ONU cherche un plan B*
 - *Inde : la centrale nucléaire de Kudankulam victime d'une attaque informatique*
- 9) Géopolitique de la culture :
- *Le Québec va tester les « valeurs démocratiques » des migrants*
 - *Reconnaissance faciale dans les lycées : la CNIL dit non*
- 10) Géopolitique de l'information :
- *UE : une vulnérabilité majeure corrigée dans le système d'authentification eIDAS*
 - *Pourquoi Twitter décide d'interdire la publicité politique, contrairement à Facebook et Instagram*
 - *Huawei et ZTE dans la ligne de mire du gendarme américain*
 - *La prochaine frontière de l'intelligence artificielle, comme l'imagine Yann LeCun, Prix Turing 2019*
 - *De la DINSIC à la DINUM : la DSI de l'Etat ne change pas que de nom*
- 11) Jour après Jour : 31 octobre 2019
- 12) Revue de presse internationale en langue étrangère :
- *A news era for NATO intelligence*
 - *Coast Guard Warns of Increased Drug Smuggling in the Pacific*
 - *US NAVY's nuclear run submarine comes in Bremerton for decommissioning*

- *Serbia, Russia to wrap up joint military exercise this week*
- *Chinese ship leaves Vietnam's waters after disputed South China Sea surveys*
- *WhatsApp sues Israeli firm NSO over cyberespionage*

13) Liste d'articles non retenus mais pouvant être consultés sur demande.

Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez contacter directement le responsable de la revue, en adressant un courriel à : adulou@numericable.fr, ou au webmaster du site « union-ihedn.org ».

1/ ENJEUX DE LA DEFENSE - DOCTRINE - CONCEPTS – MISSIONS

□ □ THEME 1 - 1 : GICAN et Intelligence économique : interview de François Lambert (Partie 1 &2)

Source, journal ou site Internet : le portail de l'IE

Date 30 octobre 2019 (1/2 le 24/10)

Auteurs : Louise Vernhes et Jean-Baptiste Loriers

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Le Portail de l'IE a eu la chance de s'entretenir avec François Lambert, délégué général du Groupement des industries de construction et activités navales (GICAN), assisté par Anne-Maria Bagnato, chargée d'Intelligence économique au sein du groupement. La première partie de cet entretien donne à voir le rôle grandissant du GICAN, ses enjeux et sa vision de l'Intelligence économique. Le Portail de l'IE remercie le GICAN pour cet échange.

Portail de l'IE : Monsieur Lambert, pourriez-vous détailler pour nous vos fonctions ainsi que le GICAN, son rôle et son histoire ?

François Lambert: Le GICAN est le Groupement des industries de construction et activités navales. Nous sommes une équipe d'une vingtaine de personnes divisée en deux activités. D'abord la fédération professionnelle : elle résulte de la fusion entre ce qui s'appelait déjà le GICAN et la Chambre syndicale des constructeurs de navires. Cette dernière, qui était uniquement sur des activités civiles, s'est rapprochée du secteur militaire, dont un organisme de promotion s'appelait déjà le GICAN. Et, en 2009, la fusion des deux a donné ce qui s'appelle aujourd'hui le GICAN. Par ailleurs, nous avons la partie « représentation » par le biais d'*Euronaval*. Il s'agit d'une organisation de niveau international. C'est la plus grande manifestation consacrée au naval de défense au monde, qui vise à rassembler à Paris, tous les deux ans, l'ensemble des acteurs du secteur naval de défense – et de la sécurité dans une moindre mesure. L'*Euronaval* a 50 ans et le GICAN en est le propriétaire. Il l'organise par le biais de sa filiale *Sogena*, dont la gestion est indépendante (SARL).

PIE : Quels sont les grands chantiers de l'année 2020 ainsi que sur les 5 ans à venir, entre transformation des mobilités et nouvelles technologies ? Comment ces actualités vous impactent-elles ?

François Lambert : Prenons l'exemple des croisières et de la transition énergétique. Il y a trois « grandes compagnies » de croisière dans le monde. À l'exception de *Carnival Cruise Lines*, celles-ci font construire en France. Malheureusement, les croisiéristes sont pointés du doigt en raison des émissions de fumées. Or, il y a des efforts à ce sujet, par le biais de l'association CLIA (*Cruise Lines International Association*) par exemple, ou par *Armateurs de France*. Il y a également des efforts de la part des constructeurs de navires pour répondre aux normes du droit international. Je pense notamment à l'*Organisation Maritime Internationale* et ses travaux sur le soufre, l'azote, et aujourd'hui évidemment le CO₂. On en fait donc, mais pas assez. Pour les grands chantiers : à mon arrivée au GICAN, on m'a demandé de réorganiser la structure, que l'on articule désormais autour de trois grands pôles. D'abord la « vie » de l'organisation, qui comprend les affaires publiques ainsi que les relations avec les adhérents et la stratégie territoriale. Ensuite le « cœur de métier », car nous restons une structure qui traite de construction navale, avec un pan civil – qui couvre les chantiers mais aussi les énergies marines, le fluvial, la pêche, etc. – mais aussi un pan militaire et sécuritaire qui sont des activités structurantes. Enfin le pôle industrie, en lien avec notre travail d'organisation sur la Filière. On y retrouve quatre thématiques : le soutien à la R&D, la transformation numérique, l'emploi, la formation et les compétences, et finalement l'international. Ces quatre axes sont traitées à la fois au niveau du GICAN et de la Filière des Industriels de la Mer, comme demandé par le Conseil National de l'Industrie. À ce propos, un contrat de filière a été signé le 29 octobre 2018. Nous sommes en train de le revoir pour rehausser les engagements qui n'étaient, du côté de l'État et des régions, pas suffisants. Cela demande aux acteurs privés de se saisir du sujet. Cette filière regroupe plusieurs secteurs industriels différents : offshore et énergie marines, constructeurs navals, nautisme. Dans ce dernier cas il ne s'agit pas de « naval ». Le secteur nautique est à la fois concentré et éclaté, avec une grosse entreprise nommée *Beneteau* et athématiques peu près 5 000 petites entreprises. Cela explique que la filière soit difficile à structurer. Les contrats filières prouvent tout de même l'existence d'une cohérence, mais elle est parfois difficile à faire vivre et c'est cela qui est intéressant, surtout au niveau de la gouvernance. L'axe donné par le conseil d'administration reste la stratégie territoriale. Le GICAN a « loupé » le virage de la décentralisation et des structures territoriales ont proliféré sans cohérence. Il faut travailler avec elles, c'est-à-dire avec les clusters territoriaux, les pôles de compétitivité, etc. Il ne s'agit pas d'une vision impérialiste, le but n'est pas que le GICAN dirige tout, mais la coordination est indispensable, particulièrement sur le deuxième sujet qui est notre priorité, c'est-à-dire l'international. Quand vous avez des structures territoriales qui commencent à faire de la diplomatie économique, des courts-circuits se créent et l'on s'épuise à essayer de retrouver les initiatives portées par chacun : c'est embêtant et très peu efficient. Avec la décentralisation, le pouvoir est aux territoires de fait et nous sommes chargés d'opérer les mises en cohérence nécessaires. Nous nous y appliquons à la demande du conseil d'administration. Je crois – c'est un commentaire personnel – que c'est une demande de bon sens.

PIE : La « *maritimisation* » de l'économie est une tendance forte et créatrice d'importantes opportunités de développement pour l'industrie. Pouvez-vous nous l'expliquer ?

François Lambert : La mondialisation en est témoin, la « *maritimisation* » y est liée. Comme Monsieur Jourdain, on fait tous du « maritime » sans vraiment le savoir. Le calcul économique conclut que cela coûte beaucoup moins cher de faire produire en Chine et d'amener les produits par porte-conteneurs vers les bassins de consommation, le coût de transport étant marginal. L'histoire nous dira si ce modèle est viable. Il s'agit d'un secteur d'activité en croissance et la construction navale en son sein l'est aussi. Nous sommes à environ 75 milliards de chiffre d'affaires dans le maritime (*pour 1 500 milliards au niveau monde, ndlr*). Pour un pays comme

la France qui revendique une puissance maritime et l'assume, c'est extrêmement valorisant. Il faut tourner nos territoires vers le maritime. Le projet du Canal Seine Nord est un bon exemple. En termes de retour sur investissement, il faut voir loin. Prenons par exemple le Canal Albert : après la 1^{ère} Guerre mondiale, les Belges ont décidé de créer un canal qui a permis de récupérer tous les canaux alternatifs et surtout de créer des zones d'activités économiques. Il n'y a pas de fatalité, je crois toujours en notre puissance maritime, en particulier grâce à l'Outre-mer.

PIE : Dans ce contexte de transformation, comment intégrez-vous l'Intelligence économique dans votre démarche ? Est-ce quelque chose que vous intégrez en tant que tel, en ces termes ? Les adhérents y sont-ils sensibles ? Comment la voyez-vous appliquée au sein de la filière ?

François Lambert : L'Intelligence économique nous intéresse en tant que telle, d'abord pour réaliser la cartographie du secteur. Si nous ne faisons pas d'Intelligence économique, nous ne pouvons prétendre au titre syndical professionnel. Nous devons centraliser plus de savoir que les parties afin de fournir de la matière à nos adhérents. Nous nous saisissons donc évidemment du sujet, avec un travail de veille à opérer. Ce dernier et sa transmission ne sont peut-être pas deux métiers différents, mais au moins deux activités différentes : il s'agit de fluidifier la communication. En définitive, l'apport de l'IE sera surtout jugé sur cet élément. Nous sommes capables de fournir des notes pertinentes. Nos stagiaires de l'École de Guerre Économique nous y aident aussi. Cette thématique nous intéresse tous, mais le temps nous manque. L'essentiel est que ces notes attirent les adhérents, bien que cette approche IE n'est pas forcément dans les prérogatives d'un syndicat professionnel. Les offres territoriales existent également. Il faut opérer une bonne coordination entre celles-ci et les différents travaux que nous menons. Cette coordination relève de ma responsabilité en particulier, en tant que directeur de la structure, mais c'est également de la responsabilité de toute l'organisation. Il faut se réinterroger systématiquement et, en cela, l'Intelligence économique est très importante. Nous avons un grand projet avec notre « livret de l'Intelligence économique ». Nous souhaitons pouvoir réunir sur un support à destination des adhérents les offres existantes. On y trouvera notamment l'offre en régie que l'on a développée avec Anna-Maria et son prédécesseur. Laquelle doit permettre de dire que le GICAN est capable de faire de l'Intelligence économique. Mais nous devons être aidés par les structures existantes comme les cabinets spécialisés, des avocats, etc. Dans ce cadre, une clef de répartition a été votée avec le conseil d'administration pour cette offre : 50% étant financés par le GICAN et les 50% par les demandeurs sur les études collectives. C'est donc un « produit » intéressant à disposition. Cependant, il n'y a pas encore de demandes venant du territoire. Il le faudrait, chacun doit s'approprier cette pratique d'Intelligence économique. Je passe le message, et il faut que chacun d'entre nous fasse cet effort. Je compte également sur l'aide d'anciens retraités et de personnes en fin de carrière qui ont envie de continuer. Nous avons des volontaires et de la matière, il faut simplement l'exploiter. Il ne s'agit pas d'une société de conseil. En revanche, nous soutenons les personnes qui veulent aider et être « *personnalité associée* », identifiées dans notre livret de l'Intelligence économique.

Anna-Maria Bagnato : Lors de la rédaction de notes d'Intelligence économique, la question est souvent : « Qui va être intéressé ? ». Les adhérents sont peu nombreux à être concernés, mais ceux qui le sont le sont fortement. Il est important de savoir quel sujet concerne quel adhérent. C'est l'objectif de la cartographie que nous sommes en train d'établir actuellement dans une démarche de *Knowledge Management*.

François Lambert : En effet, nous n'avons pas le temps de téléphoner directement aux adhérents pour les sensibiliser. Quand on observe la construction navale aujourd'hui, on ne peut pas dire que tous les chantiers soient pleins, mais le secteur se porte bien. Tout cela me fait dire

que l'apport que l'on peut livrer se trouve dans une connaissance peut-être à plus long terme. Il faut surtout, Anna-Maria a raison, trouver les bons interlocuteurs. Mais il faut également trouver des relais, qui ne sont pas les mêmes en fonction de si on parle de la Thaïlande ou de la Baltique. C'est ce que j'ai demandé dans cette nouvelle organisation, que l'on ait vraiment des spécialistes par secteurs. La polyvalence dans une petite structure comme la nôtre peut être suicidaire et ce n'est pas ce que nous demande le conseil d'administration. Nous devons arriver à être spécialistes sur certaines matières. Nous avons besoin d'un dossier actualisé quotidiennement sur les différentes problématiques. Il y a une véritable initiative de management derrière l'initiative de faire de l'Intelligence économique, afin de se projeter.

Dans la seconde partie de cet entretien, François Lambert, délégué général du Groupement des industries de construction et activités navales (GICAN), aborde les problématiques actuelles du secteur maritime : transition et dépendance énergétiques, innovation, concurrence et prédation.

Portail de l'IE : Qu'en est-il de la transition énergétique et la mer dans le domaine marchand ? Dans le domaine militaire, ressentez-vous une démarche étatique ?

François Lambert : Je vais être provocateur, mais le militaire est déjà très « *green* » avec l'électricité à quai, le nucléaire, etc. Néanmoins il ne faut surtout pas penser que le militaire va suivre le civil. Les préoccupations ne sont pas les mêmes et les différents ministères n'ont pas du tout les mêmes impératifs opérationnels. Le ministère des Armées se montre évidemment concerné : on le voit de plus en plus dans les cahiers des charges, notamment avec la réutilisation de certains matériaux. Pour les navires marchands, c'est un enjeu de tous les jours : le « *greenship* » est ce qu'il y a de plus important. Il nous faut suivre le gouvernement. Nous n'avons pas été suffisamment présents sur la loi mobilité, peut-être à cause du défaut que nous avons de distinguer, dans la construction navale, ceux qui fabriquent et ceux qui utilisent. C'est une revendication que l'on porte du côté du ministère de la Transition écologique, notamment à l'occasion de la charte SAILS.

PIE : Sur ce thème de la dépendance énergétique, quelles sont les pressions qui existent en termes d'approvisionnement en carburants ?

François Lambert : Le domaine militaire est simple. Un bateau militaire retourne dans le même port et dispose des réserves pétrolières de l'armée. De plus, le trafic est moindre en comparaison du trafic marchand. Le domaine civil est beaucoup plus complexe. Les ports, les armateurs et les constructeurs se font concurrence et c'est ici que les tensions prennent forme. Il est nécessaire d'harmoniser les choses. Il y a une dépendance. Le concept du « *zéro émission* » n'existe pas, le navire solaire non plus : nous ne savons pas encore conserver les manœuvrabilités des porte-conteneurs, ni garantir la sécurité maritime, entre autre enjeux. Pour l'instant, le GNL est un carburant fossile, toujours émetteur en soufre, en azote et en CO₂. Tous les ports ne sont pas en mesure d'accueillir la technologie nécessaire comme les centrales GNL. Le port de Dunkerque avait la volonté de mettre du GNL à terre, pour potentiellement ravitailler les navires qui viennent récupérer le carburant. Mais c'est un choix extrêmement compliqué, il faut des accords entre les différents acteurs de la chaîne et ça, c'est une forme de pression liée à l'organisation globale du secteur, et non tant à l'innovation.

PIE : L'innovation au service du maritime est un enjeu majeur du secteur. Existe-t-il des technologies de rupture qui vont venir bouleverser le futur du commerce maritime ?

François Lambert : Cela fait des années que l'innovation est au cœur des actions de nos secteurs. Nous pouvons nous insérer sur différents segments. Il y a différents guichets publics

ou privés qui permettent de tirer profit des technologies : par exemple sur la propulsion des navires, le numérique et les enjeux en matière d'organisation des chantiers comme pour le projet *Smart Yard*. Je revendique le fait qu'au moment de ce projet, il était nécessaire de provoquer un cataclysme et d'entrer dans une vision complètement différente, pour pouvoir soutenir l'innovation maritime. Nous avons mis en place un système de soutien à l'innovation par l'intermédiaire d'un point d'entrée unique. Nous avons considéré dans un rapport de 2018, qu'il y a beaucoup d'appels à projets existants, à tel point que les différents porteurs étaient désorientés. Nous faisons désormais en sorte que ce point d'entrée unique soit le CORIMER, la filiale industrielle de la mer, dans laquelle nous avons des priorités. Cette approche est beaucoup plus cohérente et évite d'être confronté à une multitude d'appels à projets.

PIE: Concernant la concurrence internationale, quelles sont les tendances ? Assiste-t-on à une prédation des petites structures par les grosses ?

François Lambert : La concurrence internationale ne date pas d'hier. La Grande-Bretagne a été dépassée par le Japon en 1964. Le principal concurrent a ensuite été la Corée, et aujourd'hui logiquement, il s'agit de la Chine. Cette dernière est tournée vers une volonté impérialiste de construction navale et opère des choix stratégiques en conséquence. Des lois *antitrust* pourraient être mises en place. Il y a un rapprochement à prévoir avec le secteur armatorial, c'est une évidence. Sans consolidation européenne, il n'est pas possible de faire concurrence à l'Asie. Régulièrement, on retrouve plusieurs concurrents européens sur le marché international, face à un seul concurrent chinois. Il est nécessaire de lancer un appel au gouvernement sur cette vision stratégique. Quant à la prédation des petites structures, bien entendu, c'est une démarche qui nous interroge, mais nous préservons l'équilibre. Le GICAN compte 189 entreprises dont une majorité de PME que nous devons défendre et aider à analyser le secteur comme nous le faisons.

PIE : Quels sont les grands terrains d'affrontement européens sur le maritime aujourd'hui et pour l'année à venir ? Existe-t-il à l'étranger des équivalents au GICAN ? Travaillez-vous avec eux ? L'émergence d'un super acteur européen est-elle envisageable ?

François Lambert : La concurrence continue à exister dans le domaine civil entre les différents chantiers européens, mais ces affrontements peuvent être déclinés sur tous les niveaux. Il s'agit seulement de concurrence. Aujourd'hui, il est nécessaire de continuer à permettre les canaux de la mondialisation, notamment avec les innovations techniques. Tant qu'il y a une possibilité d'innover, de construire, les affrontements seront limités. Les affrontements militaires au niveau européen existent également, on peut citer les sous-marins en Pologne par exemple. Mais il faut être modeste, l'Europe de la défense n'existe pas depuis longtemps. Il y a eu un arrêt brutal en 1954 (la Politique de sécurité et de défense commune) et le processus a mis près de 40 ans à se réveiller avec le discours de l'Europe de l'industrie de défense pour la paix. Avec le Fonds européen de défense, en partant de l'angle de la recherche, l'Union européenne prend la bonne direction. Nous sommes là pour tempérer ces affrontements intercommunautaires. L'Europe, d'ailleurs, se fait avec les Balkans et la Russie, même si c'est assez compliqué du point de vue industriel, notamment vue de l'angle militaire et à cause de l'embargo en vigueur. Ce positionnement politique n'est pas totalement neutre, mais il s'agit d'un positionnement stratégique cohérent. Comme pour les exportations, la vision de l'État prime avant tout. Chacun a sa stratégie, certaines petites structures refusent de s'allier avec les grands groupes ou d'autres continents comme l'Amérique du Sud ou certains pays africains qui n'ont pas encore connu l'arrivée d'acteur européen majeur. Enfin, il y a toujours cette grande vision d'ensemble où

l'Europe triomphe et est capable de faire assumer cette diplomatie économie en son sein industriel militaire.

PIE : Un avis sur la nouvelle route de la soie ? Le thème des câbles sous-marins ?

François Lambert : Les câbles sous-marins sont une opportunité et font partie de la diversité des sujets du transport maritime. Des navires de très haut niveau en France sont dédiés à cette activité, notamment issus de la compagnie *Orange Marine*. Nous sommes extrêmement dépendants de la fibre optique et avons un positionnement à trouver. Le GICAN n'est pas directement intéressé et nous n'y avons pas de groupe thématique, mais nous pourrions trouver d'autres adhérents issus de ce domaine. Les routes de la soie nous préoccupent, les routes polaires également. Les technologies françaises s'adaptent à ces nouveaux modes de transport. La Chine a développé cette stratégie de la route de la soie. Il y a donc des interactions portuaires, au niveau des armateurs, qui induisent un positionnement à définir et une surveillance à mettre en place.

□ □ THEME 1 - 2 : Le ralentissement économique se confirme dans la zone euro

Source, journal ou site Internet : le Figaro

Date 31 octobre 2019

Auteur : Wladimir Garcin - Berson

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

La croissance de la zone euro stagne mais reste faible avec une augmentation de 0,2% au troisième trimestre annoncée ce jeudi. Le ralentissement économique mondial se ressent de plus en plus à travers le continent européen. Au lendemain de la publication des chiffres de la croissance du troisième trimestre, en France, Eurostat vient de dévoiler trois séries d'indicateurs : le taux d'inflation, le taux de chômage et l'évolution du PIB dans la zone euro. La croissance dans la zone euro atteint 0,2%, et 0,3% dans l'Union européenne, selon une première estimation d'Eurostat ce jeudi, signe d'une stagnation de l'activité en Europe. Ces derniers trimestres, la croissance a fléchi, passant de 0,4 point au début de l'année à 0,2 point sur les deux dernières périodes. Dans l'Union, le ralentissement est encore plus sensible : le PIB a augmenté de son côté de 0,4% et 0,5% fin 2018 et début 2019, puis 0,2% et 0,3% sur les deuxième et troisième trimestre de cette année. L'estimation de la croissance au troisième trimestre reste toutefois supérieure au consensus de Factset, qui anticipait une hausse de 0,1% pour la zone euro. Autre motif d'inquiétude, le taux d'inflation, également annoncé jeudi par Eurostat, a ralenti en octobre à 0,7%, bien en deçà de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), qui vise un niveau légèrement inférieur à 2%. En septembre, le taux annuel était estimé à 0,8%. Ce chiffre est conforme aux attentes des analystes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset, mais il s'agit cependant du taux d'inflation le plus bas depuis novembre 2016 (0,6%). Plus positif, le taux de chômage de la zone euro a poursuivi sa décrue, atteignant 7,5% en septembre, stable par rapport à août, mais en baisse par rapport aux 8% de septembre 2018. Dans l'ensemble des pays membres de l'Union, il s'est fixé à 6,3% à la même date, contre 6,7% un an plus tôt. Ces taux de chômage sont les plus bas depuis respectivement juillet 2008 et janvier 2000. Au total, 15,63 millions de personnes étaient au chômage dans l'Union, estiment les statisticiens. Dans le détail, les taux les plus faibles sont enregistrés en République tchèque (2,1%), en Allemagne (3,1%) et en Pologne (3,3%), bien en deçà des chiffres français (8,4%), italien (9,9%), espagnol (14,2%) et grec (16,9%). Sur un an, le chômage a baissé dans 22 États sur 28 : la Belgique, le Portugal et la Roumanie ont connu une

stagnation, quand la Lituanie, la Suède et le Danemark l'ont vu augmenter. Les conflits commerciaux, ainsi que l'incertitude liée au Brexit, se répercutent depuis plusieurs mois sur l'activité, en particulier chez les puissances exportatrices comme l'Allemagne, dont l'industrie manufacturière entre dans une phase de récession. La France est moins frappée par ce ralentissement, son activité étant encore soutenue par une consommation accrue des ménages grâce aux gains de pouvoir d'achat décidés fin 2018 par l'exécutif. Mercredi, la future patronne de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, s'est prononcée en faveur d'investissements renforcés de la part des pays disposant d'un excédent budgétaire, afin de relancer la croissance. Les politiques de relance étaient «*bien coordonnées dans l'immédiate après-crise*» mais «*depuis, les pays et en particulier ceux qui ont de l'espace budgétaire n'ont pas vraiment fait les efforts nécessaires, on pense évidemment à des pays qui sont de manière chronique en excédent budgétaire comme les Pays-Bas, l'Allemagne, un certain nombre d'autres dans le monde*», a notamment déclaré la nouvelle patronne de la BCE.

2/ RELATIONS INTERNATIONALES - EUROPE DE LA DEFENSE - OTAN :

□ □ THEME 2 - 1 : Poutine d'Arabie : Diplomator, Terminator, Impérator !

Source, journal ou site Internet : reseauinternational.net

Date octobre 2019

Auteur : Guillaume Berlat

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

« *Les gens importants ont souvent la mémoire courte* » (proverbe chinois). Qui se souvient encore des quolibets adressés par un Occident sûr et dominateur, il y a peu encore, au nouveau Tsar, Vladimir Poutine lorsqu'il décidât, en 2015, d'engager ses troupes en Syrie pour sauver le soldat Bachar mais, au passage, pour réimplanter la Russie dans la zone ? Qui se souvient encore des propos du comique ministre des Affaires étrangères et du développement international (MAEDI), Laurent Gaffius d'août 2012 annonçant la fin prochaine du régime du bourreau de Damas ? Qui se souvient encore des ratés (dans un premier temps, une sorte d'incrédulité) et des bourdes occidentales (dans un second temps, une guerre héroïque pour éliminer le tyran Kadhafi...) lors des premiers balbutiements des mal nommés « *printemps arabes* » fin 2010-début 2011 ? Qui se souvient des armes distribués *manu larga* par ces mêmes Occidentaux aux groupes terroristes (les petits gars qui faisaient du bon boulot sur place, pour reprendre la formule célèbre de Laurent Fabius) pour qu'ils chassent Bachar Al-Assad du pouvoir et y installe un régime démocratique, laïc, attaché au libéralisme et aux fameuses valeurs occidentales ? Un constat d'évidence s'impose : le monde a profondément changé depuis, et plus particulièrement en cette année 2019. Certains experts évoquent la fin d'un monde, en particulier pour l'Occident. Une page qui vient d'être définitivement tournée. L'Occident qui a désormais tout loisir de méditer sur les raisons de sa défaite cuisante dans la région : « *l'étrange défaite* », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Marc Bloch. Voudra-t-il en tirer toutes les conséquences qui s'imposent pour éviter que la défaite ne se transforme en débâcle ? La Russie peut, elle au contraire, savourer sa victoire incontestable. Un retour en arrière s'impose pour comprendre l'étendue de la défaite occidentale et la portée de la victoire russe opérée en quatre années d'intenses activités de toutes sortes. Comme souvent, on ne comprend le présent qu'à travers une connaissance du passé – surtout dans l'Orient compliqué – et on anticipe l'avenir qu'à travers une réflexion libre qui combine histoire et géographie.

Exercice vain et inutile pour Jupiter et toute sa clique de courtisans qui confondent les lois de la finance et celles de la diplomatie qui n'ont pourtant rien à voir, qui confondent stratégie et communication.

UNE DÉFAITE CONSOMMÉE DE L'OCCIDENT

« *On apprend peu par la victoire, mais beaucoup par la défaite* » (proverbe japonais)

Aujourd'hui, le résultat de cette diplomatie occidentale de Gribouille de l'Occident, États-Unis et France en tête de gondole, est pour le moins piteux, pour ne pas dire catastrophique. Le tableau clinique est clair : l'Occident a largement contribué à déstabiliser durablement une région, qui n'en avait pas besoin, par une politique erratique, incohérente et inconstante. Par ailleurs, il a creusé sa propre tombe en se discréditant d'une manière impensable à l'occasion de l'opération turque dans le nord de la Syrie, visant à éliminer les « *terroristes* » kurdes. Petites causes, grands effets, pourrait-on dire. La défaite est lamentable.

Un Proche et Moyen-Orient au bord du précipice

Le tableau est inquiétant. Et les Occidentaux n'ont pas de quoi pavoiser. L'implosion de la Libye provoque une onde de choc de déstabilisation pérenne dans le Sahel et pousse des millions de migrants vers l'Europe. La Tunisie va de crise en crise institutionnelle. Le Yémen est à feu et à sang grâce à la générosité légendaire de l'ébéniste saoudien, MBS. L'Égypte a retrouvé un militaire fort qui tient le pays d'une main de fer. Israël peine à trouver un successeur à Benjamin Nétanyahou¹. L'Irak peine toujours à se remettre de l'intervention américaine de 2003, connaissant une nouvelle vague de violences et de répression. La Jordanie, le Liban² (les mesures annoncées par le gouvernement ne semblent pas convaincre la rue³) et la Turquie ont dû accueillir des millions de réfugiés syriens sur leur sol, provoquant une catastrophe humanitaire de grande ampleur. Il aura fallu plusieurs années à la coalition occidentale pour démanteler l'EIIL. Mais peut-on définitivement gagner la guerre contre une idéologie ? En Syrie, Bachar Al Assad, avec le soutien sans faille des Iraniens et des Russes, regagne petit à petit le terrain perdu. Aujourd'hui, les Kurdes honteusement abandonnés à leur triste sort par une Amérique isolationniste et par une Europe inexistante, sont contraints de négocier avec lui pour éviter d'être laminés par le nouveau Sultan d'Ankara. Qui sème le vent, récolte la tempête ! Toutes choses que les Occidentaux ne semblent toujours pas comprendre en dépit de leurs multiples défaites sur les champs de bataille aux quatre coins de la planète, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Ils excellent dans le rôle d'excellents pyromanes mais aussi de piètres pompiers, ce qui est particulièrement savoureux lorsque l'on se permet de donner, chaque année à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, des leçons de diplomatie à la terre entière comme le fait Emmanuel Macron⁴.

Un Occident durablement discrédité

Durant ce temps de troubles structurels, Américains et Européens se contentent d'un strapontin de spectateur dans la recomposition actuelle du Moyen-Orient. Ils n'avaient pas vu le coup venir. Encore une nouvelle « *surprise stratégique* », pourtant très prévisible à condition d'ouvrir les yeux. Iraniens, Turcs (puissance régionales) et Russie (puissance extrarégionale) apparaissent comme les grands gagnants du nouveau mercato oriental. À ces trois pays revient le rôle d'architecte de la nouvelle Maison régionale. Aux Occidentaux revient le rôle d'imprécateur. Comme les faits sont têtus, les mouches ont changé d'âne. Au moment où elle envisage de quitter l'Afghanistan après deux décennies de guerre stériles⁵, l'Amérique ne fait plus la pluie et le beau temps dans la région surtout après son retrait rapide du nord de la Syrie pour laisser la place à la Turquie⁶. Elle laisse désormais à la Russie le soin de jouer en même

temps sur le registre de la diplomatie (rôle dans lequel elle excelle, y compris dans le rôle de médiateur) et des armes (rôle dans lequel elle sait mettre le paquet en cas de besoin). Les faits sont têtus. Une sorte de revanche de l'Histoire qui risque de ma finir !⁷ La déroute de Paris et de Bruxelles est éclatante⁸. Désormais, on y boit le calice jusqu'à la lie et on va à Canossa/Moscou/Brégançon⁹ pour tenter de se réinsérer sur l'échiquier syrien alors que les carottes sont cuites¹⁰. Nous apprenons qu'Emmanuel Macron et Vladimir Poutine se sont entretenus le 21 octobre 2019 de l'Ukraine et de la Syrie¹¹. Où sont donc passées les leçons de morale à géométrie variable de nos « *hémiplégiques de l'indignation* » (Natacha Polony) qui passent tous ses caprices au prince saoudien à la tronçonneuse, MBS qui commet des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité au Yémen avec des armes américaines, britanniques et françaises. Pas très glorieux lorsque l'on brandit en permanence ses (fausses) valeurs qui n'impressionnent que quelques énergumènes fréquentant les cafés du faubourg Saint-Germain. C'est la fable de l'arroseur arrosé qui n'a rien vu venir du tuyau d'eau. La France, comme ses alliés, s'est discréditée en respectant pas sa parole (Cf. ses déclarations, ses gesticulations et ses décisions symboliques). À tout le moins, elle ne devrait pas demander que la Turquie quitte l'OTAN, elle devrait quitter cette organisation, survivance de la Guerre froide¹². Quel rôle joue désormais la Russie dans cette région dont elle était presque absente depuis la fin de l'URSS ?

UNE VICTOIRE INCONTESTABLE DE LA RUSSIE

« *Il n'y a qu'une réponse à la défaite, et c'est la victoire* » (Winston Churchill).

En cet automne 2019, presque une décennie après le début des « *révolutions arabes* », le moins que l'on puisse dire est que les temps ont bien changé. Même si dans les relations internationales, rien n'est jamais acquis pour l'éternité, quelques conclusions – fussent-elles provisoires – s'imposent. Les dernières péripéties (turco-kurdes) traduisent un retour gagnant de la Russie en Syrie et au Moyen-Orient, voire en Afrique¹³ (on l'y accuse même de l'emploi de procédés qui feraient penser à la défunte, mais toujours vivace, Françafrique¹⁴)¹⁵. Moscou est devenu, lentement mais sûrement, un interlocuteur incontournable dans la région. Vladimir Poutine est devenu l'ami de tous, y compris de certains des meilleurs alliés des États-Unis dont l'Arabie saoudite. Quel retour de bâton, impensable il y a peu tant ceci paraissait invraisemblable !

Un retour gagnant en Syrie

De 2015 à 2019. En 2015, lorsque Vladimir Poutine décidait d'engager ses troupes en Syrie dans la défense du régime de Bachar el-Assad, il laissait entendre que sa priorité consistait à sauvegarder la base navale de Tartous, la seule que possédait la Russie en Méditerranée. Quatre ans plus tard, le président russe est en passe de devenir, sinon le nouveau roi du Moyen-Orient, tout au moins le faiseur de rois de la région. Manifestement, sa communication est aussi minimale que sa stratégie de long terme est gagnante. La Russie est le vainqueur stratégique de l'épisode en grande partie en raison de l'inconséquence, de l'incohérence des Occidentaux. Du retrait américain au coup de maître de Sotchi. Depuis que Donald Trump a, par ignorance ou conviction isolationniste, ce n'est pas très clair, retiré les troupes américaines du nord de la Syrie et favorisé l'offensive militaire turque, le président russe a parfaitement illustré la manière dont il conduit la politique étrangère qui lui a permis de reprendre pied au Moyen-Orient : résolution et flexibilité, un cadre stratégique global mis en œuvre grâce à un opportunisme forcené. En quelques jours, Vladimir Poutine a permis au régime syrien de se réinstaller dans un territoire qu'il ne contrôlait plus depuis des années, il a favorisé la réintégration des Kurdes de Syrie et, même s'il n'y est pas pour grand-chose, il a offert au président turc Recep Tayyip Erdogan ce qu'il convoitait depuis longtemps : une zone tampon en Syrie débarrassée de ses ennemis kurdes¹⁶ qui va lui permettre de renvoyer les réfugiés syriens dans leur pays à défaut

de chez eux. Le 22 octobre 2019, les présidents turc et russe se retrouvent à Sotchi pour conclure un accord de coopération (après six heures de négociation) sur le contrôle de la frontière nord-est de la Syrie, prenant le contrôle commun de cette zone après le retrait des forces kurdes¹⁷. Ils ont décidé de déployer des patrouilles militaires russe et turques dans cette bande frontalière. Ces patrouilles auront pour objectif de « faciliter » le retrait des forces kurdes YPG et leur désarmement dans une zone « profonde de 30 km » le long de la frontière syro-turque. Puis, « 150 heures » plus tard, des patrouilles communes, cette fois russo-turques, évolueront dans la zone. La Turquie gardera néanmoins la haute main sur la zone située entre la ville de Tal Abyad, qu'elle a prise au début de l'offensive, et celle de Ras al-Aïn, dont les derniers combattants kurdes se sont retirés dimanche. Soit une zone de sécurité d'une longueur de 120 kilomètres sous son contrôle direct, sur les 440 qu'elle réclamait à l'origine. Quel bel exercice de diplomatie conduit dans la plus grande discrétion ! Les deux présidents n'intervenant que pour conclure l'accord au grand jour et à la face d'un Occident médusé. Une fois encore ! Une belle leçon de diplomatie. Discrétion et efficacité. De la transparence du soldat Sénémaud. Où se trouve l'excellent François Sénémaud, représentant personnel du président de la République française, Emmanuel Macron pour la Syrie ? Il suit vraisemblablement les développements de cette affaire sur son smartphone, comme vous et moi. Bravo, une fois encore, à la diplomatie de l'esbrouffe et de la culotte baissée de Jupiter dans la zone. Continuons à ne pas vouloir rouvrir notre ambassade à Damas pour continuer à rester sourd et aveugle à ce qui se passe dans le pays et nous continuerons à nous enfermer dans une impasse, sans parler de nos contradictions dans notre diplomatie proche-orientale¹⁸ ! Une débandade américaine. Plus généralement, Vladimir Poutine a eu l'immense satisfaction de voir les forces spéciales américaines débarrasser le plancher, penaudes et sans tirer le moindre coup de feu, remplacées dans leurs bases par des fantassins et mercenaires russes, « une victoire telle que la Russie n'en avait pas connu depuis le départ des GI's du Vietnam en 1975 », s'est réjouie la presse russe. Quelle revanche inespérée ! Qui aurait-cru possible un tel retournement à la faveur des développements de la crise syrienne ? On ne pourra l'ignorer encore longtemps sous réserve d'un réveil particulièrement douloureux dans les mois, les années à venir. Mais, les somnambules sont un grand classique de l'Histoire surtout en Europe depuis la Première Guerre mondiale.

Un interlocuteur incontournable dans la région

N'en déplaise aux antisoviétiques primaires et il n'en manque pas dans les allées du pouvoir¹⁹, même le cessez-le-feu temporaire, officiellement proposé par et signé sous l'égide du vice-président américain Mike Pence le jeudi 17 octobre 2019, porte la marque de Vladimir Poutine. Les négociations définitives visant à régler le partage des territoires et les lignes de démarcation entre les belligérants seront d'ailleurs conduites à Sotchi, en Russie, à compter du 22 octobre, et leur issue dépendra de deux personnes : Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine. Il est difficile de savoir si en 2015, lorsque le chef du Kremlin décide de voler au secours du dictateur de Damas qui voit son pays lui échapper, il décèle déjà l'occasion considérable qui s'offre à lui. Ce qui est sûr, par contre, c'est que Vladimir Poutine est mû par sa volonté constante de regagner l'influence et le prestige que l'ex-URSS a perdus depuis la chute du mur de Berlin. C'est sa matrice, sa ligne directrice. L'ancien agent du KGB n'en a jamais fait mystère et c'est aussi la raison pour laquelle les Russes continuent de lui faire majoritairement confiance, près de vingt ans après son accession au pouvoir. Vladimir Poutine entend redonner à la Russie le rôle de grande puissance qu'elle avait sous l'ère soviétique. Sa décision de s'impliquer dans le conflit syrien est donc stratégique : il souhaite reprendre pied dans une région où Moscou ne pèse plus beaucoup depuis deux décennies. Qui plus est, il entend faire ravalier leurs commentaires humiliants aux États-Unis, qui, par la voix de Barack Obama, ont parlé de la

Russie comme d'une « *puissance régionale* », qui allait au-devant de « *l'enlèvement dans un bourbier* ».

Un ami de tous les Etats de la région

En caricaturant à peine, on pourrait presque dire que la Russie est l'amie de tout le monde dans la région, ce qui n'est pas d'un Occident qui joue les Sunnites (Arabie saoudite) contre les Chiites (Iran). Lors des révolutions arabes de 2011, Moscou avait pris le parti des pouvoirs en place, contrairement aux Américains et Européens, qui avaient lâché Moubarak et Kadhafi, et n'a jamais donné de leçons de morale aux tyrans moyen-orientaux – il aurait été bien en peine. « *La politique étrangère de Poutine est peut-être brutale et impopulaire vue d'Occident, mais elle est parfaitement réaliste et cohérente. On connaît ses intentions et il n'hésite pas à les appuyer par la force si nécessaire, juge un diplomate européen. Surtout, Poutine se saisit de la moindre opportunité pour la transformer à son avantage, en particulier les hésitations et les tergiversations occidentales* ». La Grande-Bretagne a très tôt abandonné le dossier syrien, la France n'a jamais voulu y aller seule, et les États-Unis ont progressivement réduit leurs ambitions et leur empreinte dans la région, jusqu'à la décision radicale de Donald Trump de laisser tomber d'un seul coup ses alliés kurdes, mais également ses partenaires de la coalition antidaech sans même les informer au préalable²⁰. Ils ont l'immense plaisir de découvrir la décision américaine dans un tweet de l'homme à la mèche blonde. Dans le même temps, Moscou, qui avait déjà facilité le traitement du dossier nucléaire iranien, s'est rapproché de Téhéran en refusant d'appliquer les sanctions américaines. L'inimitié qui existait entre les nations arabes du golfe Persique et la Russie est également en voie de se dissiper au nom d'un intérêt commun : un prix du pétrole plus élevé. Cela s'appelle la géopolitique, discipline que nos élites autoproclamées ont trop tendance à négliger superbement. Emmanuel Macron l'aurait confessé à des proches : « *La Turquie, la Russie et l'Iran en sortent gagnants* ». Confession terrible, s'il en est pour un narcissique qui pensait avoir tout compris d'un Orient de plus en plus compliqué. Bravo à Jupiter et à toute sa cellule diplomatique (quatorze brillants sujets qui n'ont rien compris ni aux fondamentaux de la diplomatie, ni aux véritables rapports de force au Proche et au Moyen-Orient.

Un nouvel ami particulier dans la zone

L'Arabie saoudite et ses voisins ont toujours eu besoin d'un « protecteur » qui, depuis 70 ans, s'avère être Washington. Or, le choc de voir Donald Trump hausser les épaules après l'attaque iranienne sur ses installations pétrolières, puis la trahison des Kurdes de Syrie ont ébranlé Riyad : les Américains ne sont plus fiables. Par conséquent, la récente visite de Vladimir Poutine en Arabie saoudite (l'hymne russe y a été massacrée par quelques musiciens de pacotille) et aux Émirats arabes unis à la mi-octobre s'apparente à la fois à un démarchage commercial et à une tournée de victoire. L'ambassadeur saoudien au Royaume-Uni, qui n'est autre que le prince Khalid ben Bandar ben Sultan de la famille régnante, a confirmé cette nouvelle donne récemment, lors d'une discussion publique : « *La Russie devient un acteur important de la région – qu'on apprécie cela ou pas, c'est la réalité. D'une certaine manière, les Russes comprennent mieux l'Orient que les occidentaux.* » Il est évident que Moscou n'a aucune intention de donner des leçons de démocratie ou de défense des droits humains aux pays du Moyen-Orient, et que cela est apprécié. Par contre, étant donné les bonnes relations que Moscou entretient avec l'Iran, il semble clair que Vladimir Poutine pourrait/devoir servir de médiateur entre Riyad et Téhéran. « *Quel que soit l'avenir de la Russie au Moyen-Orient, et il faut rester très prudent avant de proclamer que Poutine est le nouveau maître de la région, étant donné les soubresauts perpétuels qui agitent ces pays et le nombre d'acteurs régionaux aux intérêts divergents, mais il est évident qu'il est parvenu à ses fins* », estime un autre

diplomate européen, qui a servi en Russie et en Iran²¹. L'esprit du Pacte du Quincy semble bien lointain. Un air du vieux monde qui n'a plus cours en ce début de XXI^e siècle où la grammaire des relations internationales est en pleine réécriture. Saurons-nous tenir la plume (être « *penholder* » comme on le dit à New York au Conseil de sécurité de l'ONU) ou bien laisserons-nous à d'autre le soin de la tenir à notre place ? Là est la question cardinale que pose le réveil de la Russie au Proche et au Moyen-Orient.

LE DÉCLIN DE L'OCCIDENT

« *Les hommes parlent de la victoire comme d'une chance. C'est le travail qui fait la victoire* » (Ralph Waldo Emerson). Et, la Russie a travaillé à sa victoire par une diplomatie discrète, efficace basée sur une stratégie de long terme mise en œuvre par le meilleur diplomate du circuit, Sergueï Lavrov. Contrairement aux Occidentaux, elle n'a jamais joué la carte de la communication, de l'émotion, du rêve. Aujourd'hui, Vladimir Poutine peut se réjouir de l'évolution du rapport de forces dans la région. Il est parvenu à replacer la Russie au centre du jeu géopolitique international. Il a déstabilisé son vieil ennemi l'OTAN²², une sorte de désalliance atlantique²³. Il a mis en évidence l'inertie de l'Union européenne, une sorte de roi nu. Il questionne la crédibilité de la France²⁴, une sorte de leader en carton-pâte. Il a tissé de nouvelles alliances avec la Turquie, l'Iran et l'Arabie saoudite, et même avec Israël, ce qui n'est pas peu dire. Et, au passage, il retire le bénéfice de son investissement de 2016 sur le candidat Donald Trump. En Syrie, l'abandon des forces kurdes et le départ des troupes américaines décidé par le président américain signe la défaite de l'Occident dans la région, et cela pour un long moment. La Russie est ainsi redevenue une « *puissance mondiale* »²⁵. Après les perdants, les gagnants. En effet, dans le même temps, ce dernier épisode du feuilleton syrien signe la victoire de la Russie grâce à une constance et une volonté dans l'adversité qui méritent louange, au nom du réalisme le plus cynique. Les clairvoyants observateurs du quotidien de référence *Le Monde* en sont contraints à dresser, aujourd'hui, ce constat implacable ! Le clairvoyant ex-ambassadeur de France à Damas, Michel Duclos incite nos dirigeants à traiter avec ceux qu'il vomissait hier (« *Il faut tenter de faire avec la Turquie ce que nous tentons par ailleurs avec la Russie, d'autant que nos différends sont moindres* »). Ces commentateurs de l'actualité diplomatique nous rappellent ceux qu'Honoré de Balzac qualifie de « *rienologues* » en 1843 : « *La page a l'air pleine, elle a l'air de contenir des idées ; mais, quand l'homme instruit y met le nez, il sent l'odeur des caves vides. C'est profond, et il n'y a rien : l'intelligence s'y éteint comme une chandelle dans un caveau sans air* ». Tout change pour que rien ne change.

En cette fin d'année 2019, Vladimir Poutine au Moyen-Orient, c'est un subtil cocktail de guerre et de paix, de Diplomator, de Terminator et d'Imperator !

1 Claire Bastier, *Nétanyahou renonce à former un gouvernement*, Le Monde, 23 octobre 2019, p. 3.

2 Benjamin Barthe/Laure Stéphan, *Liban : peuple dans la rue contre ses dirigeants*, Le Monde, 22 octobre 2019, p. 4.

3 Benjamin Barthe, *Au Liban, des annonces ambitieuses, mais qui ne convainquent pas*, Le Monde, 23 octobre 2019, p. 3.

4 Guillaume Berlat, *74^{ème} Assemblée générale de l'ONU : minilatéralisme !*, www.prochetmoyen-orient.ch, 30 septembre 2019.

5 Adam Baczkó/Gilles Dorronsoro, *En Afghanistan, les dommages d'une politique étrangère américaine chaotique*, Le Monde, 24 octobre 2019, p. 28.

6 D.F., *Donald se Trumpe de combat...*, Le Canard enchaîné, 23 octobre 2019, p. 8.

7 Nathalie Guibert, *Trump ouvre une nouvelle ère entre politiques et militaires*, Le Monde, 25 octobre 2019, p. 26.

- 8 Marc Semo, *La déroute turque de Paris et Bruxelles*, Le Monde, 22 septembre 2019, p. 27.
- 9 Guillaume Berlat, *Que restera-t-il du sommet franco-russe de Brégançon*, www.prochetmoyen-orient.ch, 26 août 2019.
- 10 Guillaume Berlat, *Notre nouvel ami Poutine : c'est pas gagné !*, www.prochetmoyen-orient.ch, 16 septembre 2019.
- 11 Agence Reuters, *Poutine et Macron ont parlé de l'Ukraine et de la Russie*, 21 octobre 2019.
- 12 Jack Dion, *Plutôt que la Turquie, c'est la France qui doit quitter l'OTAN*, Marianne, 25-31 octobre 2019, p. 58.
- 13 Benoît Vitkine, *Poutine met en scène le retour russe en Afrique*, Le Monde, 23 octobre 2019, p. 5.
- 14 Benoît Vitkine, *Prigoutine, homme des bases œuvres russes sur le continent*, Le Monde, 23 octobre 2019, p. 5.
- 15 Vladimir Poutine réunit pour la première fois, les 23 et 24 octobre 2019, un sommet Russie-Afrique à Sotchi en la présence de 40 chefs d'Etat et de gouvernement africains pour définir les grandes lignes d'action entre Moscou et le continent africain.
- 16 Allan Kaval, *Dans le désespoir et la peur, l'exil irakien des Kurdes de Syrie*, Le Monde, 24 octobre 2019, p. 5.
- 17 Marie Jégo/Benoît Vitkine, *À Sotchi, Poutine se porte garant du retrait des forces kurdes*, Le Monde, 24 octobre 2019, p. 5.
- 18 Voir le dossier de Mediapart intitulé : « *Proche-Orient : les contradictions françaises* », www.mediapart.fr, 24 octobre 2019.
- 19 Isabelle Mandraud, *Françoise Thom, la procureure de Poutine*, Le Monde, 22 octobre 2019, p. 27.
- 20 Claude Angeli, *Trump s'essuie encore les pieds sur ses alliés*, Le Canard enchaîné, 23 octobre 2019, p. 3.
- 21 Thomas Cantaloube, *La victoire de Poutine au Moyen-Orient*, www.mediapart.fr, 20 octobre 2019.
- 22 Stéphane Breton/Patrice Franceschi, *Il faut exclure la Turquie de l'OTAN*, Le Monde, 22 octobre 2019, p. 25.
- 23 Nathalie Guibert/Jean-Pierre Stroobants, *L'OTAN en crise face à Trump et Erdogan*, Le Monde, 26 octobre 2019, p. 2.
- 24 Nathalie Guibert (propos recueillis par), *Bernard Bajolet, « Le lâchage des Kurdes, une question pour la crédibilité de la France »*, Le Monde, 22 octobre 2019, p. 25.
- 25 Alexis Feertchak (propos recueillis par), *Jean de Gliniasty : Comment la Russie est redevenue une « puissance mondiale »*, www.lefigaro.fr, 23 octobre 2019.

□ □ THEME 2 - 2 : [Moyen-Orient : l'Iran s'invite dans les crises libanaise et irakienne](#)

Source, journal ou site Internet : El Watan

Date : 31 octobre 2019

Auteur : Anis Zineddine

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Pour le guide iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, « *l'ennemi veut perturber le cadre légal* » des pays de la région. La population en Irak et au Liban a des demandes « *justes* » à faire valoir, mais elle doit les formuler « *dans le cadre de la loi* », a déclaré hier le guide suprême iranien, dont le pays exerce une grande influence dans ces deux autres. En Irak et au Liban, « *le peuple aussi a des exigences. Ces exigences sont justes mais elles ne peuvent être réalisées que dans le cadre de la loi* », a déclaré l'ayatollah Ali Khamenei dans un discours retransmis en partie par la télévision d'Etat. « *En cas de perturbation du cadre légal d'un pays, quand c'est le*

vide (...), aucune action positive ne peut plus être entreprise», a ajouté M. Khamenei. Il s'exprimait alors que la contestation populaire au Liban a fait chuter le gouvernement du Premier ministre, Saad Hariri, et qu'en Irak, les manifestants espèrent bien faire chuter celui de Adel Abdel Mahdi, rappelle l'AFP qui rapporte l'information. Pour le guide iranien, «l'ennemi veut perturber le cadre légal» des pays de la région. «Les Etats-Unis, les services de renseignement occidentaux soutenus par les fonds de quelques pays réactionnaires de la région sont en train de causer des troubles dans nos pays voisins, dans des pays dont nous sommes proches (...), en vue de détruire la sécurité» régionale, a accusé M. Khamenei. «Je voudrais dire ici à ceux qui se sentent concernés par le sort de ces pays, comme l'Irak ou le Liban, empêtrés dans les problèmes, que leur priorité doit être de répondre à l'insécurité», a-t-il ajouté. Accusé par les Occidentaux de visées «hégémoniques» au Proche et au Moyen-Orient, l'Iran soutient plusieurs groupes armés chiites en Irak — dont certains sont associés de près ou de loin à la fragile coalition gouvernementale — et a aidé le pouvoir irakien dans sa guerre contre le groupe terroriste Daech. Au Liban, Téhéran entretient des liens étroits avec le Hezbollah, puissant mouvement chiite, membre de la majorité au sein de la coalition gouvernementale démissionnaire. Il paraît évident qu'un changement de régime au Liban et en Irak pourrait se traduire par une perte d'influence pour l'Iran. Ce dont le guide suprême iranien l'ayatollah Ali Khamenei ne veut pas entendre parler. Au Liban, pays secoué par une révolte populaire depuis 14 jours, le président Michel Aoun a chargé hier le Premier ministre démissionnaire, Saad Hariri, d'expédier les affaires courantes du pays jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement, a annoncé le palais présidentiel dans un communiqué. Sa démission n'était souhaitée ni par M. Aoun ni par le mouvement Hezbollah, dont le leader Hassan Nasrallah a mis en garde contre le risque de chaos.

□ □ THEME 2 - 3 : Après la mort d'Al-Baghdadi, quel futur pour l'Etat islamique ?

Source, journal ou site Internet : IRIS

Date : 31 octobre 2019

Auteur : Interview de Didier Billon

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

La mort d'Al-Baghdadi, chef de Daech, a été annoncée par Donald Trump. Personnage mystérieux aux apparitions erratiques, comment sa mort va-t-elle impacter l'organisation terroriste ? Le point de vue de Didier Billon, directeur adjoint de l'IRIS.

Que représente la mort d'Al-Baghdadi pour l'organisation État islamique ? Avait-il un poids conséquent sur l'organisation ? Sera-t-il facilement remplacé ?

Tout ne se réduit pas à la mort d'Al-Baghdadi. L'État islamique, sous sa forme actuelle, ou sous d'autres qu'il pourrait prendre, continuera à agir et à organiser attentats et actions militaires, mais il serait évidemment erroné de sous-estimer cette séquence très particulière que constitue l'élimination d'un chef de premier plan d'une organisation terroriste. Le fait que cet homme, qui était recherché par de nombreux services de renseignement internationaux, ait été débusqué dans sa cachette et éliminé n'est pas simplement un accident de parcours, même si les logiques et processus militaires à l'œuvre sont beaucoup plus importants que la destinée d'un homme seul. Mais c'était le chef et, dans ce type d'organisation, le culte du chef constitue un paramètre essentiel. La disparition de la figure charismatique qu'il avait réussi à construire aura donc un impact négatif pour ses affidés. Il faut comprendre qu'au sein de Daech, Al-Baghdadi avait acquis un rôle de fédérateur entre les différentes composantes, non seulement en Irak et en

Syrie, mais aussi à travers le monde. Nous savons qu'il y a des franchises de Daech dans de nombreux pays et que les logiques à l'œuvre dans chacun d'entre eux sont stato-centrées et éventuellement contradictoires. La présence d'un homme comme Al-Baghdadi était donc essentielle par ce qu'il représentait, en tant que fédérateur de ces différents groupes. Il avait, en d'autres termes, une fonction de maintien de la cohésion de l'organisation. La question qui se pose est celle du nom de son successeur, dont on peut aisément supposer qu'il l'avait désigné de son vivant. Celui-ci aura la difficile tâche d'imposer sa légitimité dans les semaines et les mois à venir. Qui sera-t-il et sera-t-il en mesure de prendre, de manière efficace, le relais d'Al-Baghdadi ? La question n'est pas tranchée. Dernier élément, le mode de fonctionnement de Daech est marqué du sceau de la clandestinité et donc très compartimenté. Il était ainsi remarquable qu'Al-Baghdadi ait eu aussi peu d'apparitions publiques : il y eut le fameux discours en juillet 2014 après la prise de Mossoul et depuis on ne l'avait pas revu en vidéo, à l'exception du printemps 2019 au moment de la chute de Baghouz, dernier centre urbain tenu par Daech. Il se contentait de diffuser des enregistrements audios à un rythme annuel. Ce mode de fonctionnement est assez singulier, étant totalement différent de celui d'Al-Qaïda : on se souvient en effet que Ben Laden prononçait de nombreux commentaires et les médiatisait. En ce sens, sa disparition aura des conséquences plus diffuses que celles de Ben Laden. Ainsi, Al-Baghdadi possédait une importance centrale dans la cohésion interne de Daech, mais, si sa perte est en tant que telle un coup réel porté à l'organisation, elle ne met pas en péril sa pérennité.

Quelle est à ce jour la capacité de recomposition de l'organisation, aussi bien au Levant que dans le reste du monde ?

Le terme « recomposition » est approprié. De rudes coups militaires ont été portés contre Daech. Ses places fortes, c'est-à-dire les deux « capitales » — Mossoul en Irak et Raqqa en Syrie — ont été reconquises par la coalition sous égide étatsunienne avec le concours actif des milices kurdes. L'organisation a-t-elle pour autant été significativement désorganisée ? Je ne le pense pas, même si elle l'a été partiellement. On a beaucoup parlé des cellules dormantes, qui sont une réalité. La plupart des combattants de Daech sont disciplinés et, au vu du bilan qu'ils ont tiré de leurs défaites militaires, ils ont préféré rentrer dans la clandestinité afin de préserver le noyau de l'appareil, de façon à pouvoir le réactiver le jour où ils jugeront nécessaire de le faire. La mort d'Al-Baghdadi n'affecte pas en tant que telle la capacité de l'organisation à survivre dans la clandestinité, ni au Levant ni à travers le monde. Dans les autres parties du monde, où existent des organisations « labellisées » Daech, il y a des dynamiques nationales qui alimentent la pérennité de ces groupes et leur capacité de recrutement. Que ce soit au Sahel, en Libye, en Égypte, dans le Caucase ou en Asie centrale, ce n'est pas la mort d'Al-Baghdadi qui va modifier radicalement les modes de recrutement et de fonctionnement. Ce qui pourrait éventuellement changer, ce sont les dénominations des groupes, mais sans pour autant modifier les dynamiques de fond. Au Levant par exemple, les causes profondes qui ont prévalu à l'émergence de Daech – le fait que les membres des communautés sunnites en Irak et en Syrie soient exclus des cercles du pouvoir et même considérés comme des individus de seconde zone dans les milieux économiques et politiques – ont permis à Daech de massivement recruter des militants, qui se voyaient sans avenir et marginalisés dans leur propre société. Ces causes n'ont aucunement été réglées ni en Irak ni en Syrie et, les mêmes causes produisant souvent les mêmes effets, il n'y a pas de raison que ces situations sociales inégalitaires ne se résolvent à court terme et donc que Daech, sous cette forme ou sous une autre, ne cesse d'exister.

Comment interpréter une telle opération de la part des États-Unis tandis que Donald Trump annonçait un retrait de Syrie il y a quelques semaines ?

Il y a plusieurs hypothèses qui sont émises çà et là, mais il faut se garder de procéder à des constructions a posteriori, qui pourraient relever du complotisme, en considérant sans preuve que telle ou telle structure ou puissance aurait donné Al-Baghdadi. Certains émettent ainsi l'hypothèse que la Turquie aurait pu dénoncer Al-Baghdadi, car il a été localisé dans la région d'Idlib où les Turcs, dans le cadre du processus d'Astana, sont théoriquement en charge d'assurer la sécurité. D'autres considèrent que ce sont des milices kurdes qui auraient pu le dénoncer, pour se venger de la défaite militaire et politique qu'ils ont subie en Syrie ces derniers jours. Mais ces suppositions relèvent plus de supputations fantasmagoriques que d'éléments avérés. Il y a cependant une autre hypothèse à évoquer, avec toutes les précautions d'usage. Nous savons que dans la région d'Idlib, Daech est très minoritaire et que c'est le groupe Hayat Tahrir al-Cham qui est majoritaire et la dirige. Ce groupe djihadiste concurrent pouvait ainsi probablement connaître la présence d'Al-Baghdadi, or nous savons que désormais, après la défaite des milices kurdes liées au PYD, Idlib est la dernière poche qui résiste à la reconquête par l'armée loyaliste de Bachar al-Assad. Hayat Tahrir al-Cham, comprenant parfaitement que le rapport de force lui est désormais totalement défavorable, peut donc avoir dénoncé Al-Baghdadi en échange d'une baisse de l'intensité des bombardements qui le frappent depuis des semaines. Ce scénario n'est pas aberrant, mais ce n'est à ce stade qu'une hypothèse. Du point de vue de Donald Trump, il n'y a pas de contradiction entre sa décision de rapatrier les forces spéciales américaines et de donner un gage à son opinion publique, et quel meilleur gage que d'éliminer le chef des terroristes. Il prend désormais ses décisions de politique étrangère uniquement en fonction de son agenda de politique intérieure entièrement tendu vers l'élection présidentielle. Sa conférence de presse pour annoncer officiellement la nouvelle de l'élimination d'Al-Baghdadi a été pitoyable et dangereuse. Il l'a fait dans des termes inutilement humiliants en le traitant de « chien », ce qui a une signification résonnante et particulièrement méprisante dans le monde musulman. Tout cela ne concourt pas à la baisse des tensions et l'esprit de vengeance, qui anime bon nombre des partisans d'Al-Baghdadi, n'en sera que renforcé par les éléments de langage totalement inadaptes de Donald Trump.

3/ ARMEMENTS - INDUSTRIES – ECONOMIE

□ □ THEME 3 - 1 : L'Allemagne s'oppose à une « politique monétaire verte » souhaitée par Lagarde

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 30 octobre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Christine Lagarde, qui va prendre la tête de la Banque centrale européenne, estime que le changement climatique doit être intégré au sein des objectifs de l'institution monétaire. Le président de la Bundesbank a estimé mardi que la politique monétaire ne devait pas être utilisée pour lutter contre le réchauffement climatique, alors que la nouvelle présidente de la BCE, Christine Lagarde, entend en faire un des objectifs de l'institution. Une "politique monétaire verte", par exemple sous la forme d'un programme d'achats d'obligations vertes, est perçue de manière "très critique" par le patron de la Banque fédérale allemande, Jens Weidmann, qui s'exprimait lors d'une conférence sur la finance durable à Francfort. Une telle évolution serait "contraire aux règles prévues par le Traité européen", selon lesquelles les interventions des banques centrales dans le cadre de la politique monétaire doivent rester "neutres", c'est-à-dire refléter la composition des titres disponibles sur le marché. La

banque centrale pourrait aussi se retrouver en "*conflit potentiel*", quand elle voudrait mettre le frein sur les achats d'obligations alors que des militants pour le climat réclameraient une action plus vigoureuse.

Objectifs de la BCE

Cette prise de position intervient à trois jours de la prise de fonction de Christine Lagarde à la tête de la Banque centrale européenne, en remplacement du président sortant Mario Draghi. Auditionnée par le Parlement européen début septembre, la Française avait estimé que le changement climatique devait être intégré au sein des objectifs de la BCE. Il s'agissait notamment de concilier la règle de neutralité sur le marché avec la future nomenclature très attendue des actifs "verts", quand cette classification aura été adoptée par les Etats membres. En matière de supervision, elle avait appuyé l'idée que les actifs verts soient pris en compte pour évaluer les risques et donc le niveau de capitaux propres des banques. Là encore, Jens Weidmann s'est distancié de la Française: il serait "*erroné*" d'utiliser la réglementation bancaire "*pour fournir des incitations en matière de politique climatique*". Cette tâche devrait revenir au politique, selon le banquier allemand. La Bundesbank n'est pas inactive pour autant sur le climat. Elle songe à verdir son portefeuille de titres détenus en propre, lourd de 12 milliards d'euros, et investit déjà dans des titres verts une partie des fonds que lui confient les collectivités publiques dans le cadre de plans de retraite.

□ □ THEME 3 - 2 : Naval Group et Fincantieri révèlent le nom de leur joint-venture : « NAVIRIS »

Source, journal ou site Internet : Naval group et Fiancantieri

Date : 30 octobre 2019

Auteur : communiqué de presse

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Lors de l'annonce faite le 14 juin 2019, les termes opérationnels de la mise en place d'une jointventure détenue à parts égales entre Naval Group et Fincantieri ont été définis. Aujourd'hui, les deux groupes annoncent le nom de cette nouvelle entreprise : NAVIRIS ! Il traduit la solidité du partenariat des deux groupes et du renforcement de leurs savoir-faire. Il se veut la garantie d'une ambition internationale. Ce nom a d'abord été révélé lors du dernier Steering Committee à Gênes, le 23 octobre 2019 et constitue une nouvelle étape de la coopération établie entre Fincantieri et Naval Group. Le Steering Committee se réunit tous les trimestres, alternativement en France et en Italie. L'Alliance entre Fincantieri et Naval Group représente une opportunité pour les deux groupes et leurs écosystèmes d'accroître leur capacité à mieux servir les Marines française et italienne, de remporter de nouveaux contrats à l'international, de développer de nouvelles technologies et, enfin, de renforcer la compétitivité des secteurs navals des deux pays. La mise en place de la JV est toujours prévue pour la fin de l'année.

□ □ THEME 3 - 3 : PSA – Fiat : la fusion des constructeurs se fera « sans fermeture d'usine »

Source, journal ou site Internet : Le Point

Date : 31 octobre 2019

Auteur : AFP

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Les deux constructeurs automobiles PSA et Fiat-Chrysler ont trouvé un accord. Le principe d'une « fusion à 50/50 des activités des deux groupes » a été validé à l'unanimité. De plus, les constructeurs assurent qu'elle se fera sans fermeture d'usine. « Les actionnaires des deux groupes détiendraient respectivement 50 % du capital de la nouvelle entité et partageraient donc à parts égales les fruits de ce rapprochement », précise un communiqué commun. Le nouveau conseil d'administration serait composé de onze membres : cinq nommés par Fiat-Chrysler, cinq par PSA, le onzième étant Carlos Tavares, actuel patron du constructeur français, qui deviendrait directeur général du nouveau groupe combiné. Avec 8,7 millions de véhicules vendus, cette nouvelle entité, qui serait basée aux Pays-Bas, rejoindrait les mastodontes des constructeurs automobiles en devenant le numéro quatre mondial. « L'importante création de valeur générée par cette opération est estimée à près de 3,7 milliards d'euros de synergies annuelles et progressives », précisent les deux groupes. Avant cette fusion, si elle aboutit, PSA a par ailleurs indiqué qu'il se séparerait de ses 46 % du capital de l'équipementier Faurecia.

Une fusion saluée par l'État français

Les équipes des deux constructeurs ont reçu le mandat de finaliser les discussions pour conclure un accord « dans les prochaines semaines ». L'État français, actionnaire à 12 % de PSA, a accueilli « favorablement » ce projet de fusion, tout en indiquant que le gouvernement « sera particulièrement vigilant sur l'empreinte industrielle en France, la localisation des centres de décision et la confirmation de l'engagement du nouveau groupe sur la création d'une filière industrielle européenne de batteries électriques », a indiqué le ministère de l'Économie.

□ □ THEME 3 - 4 : « L'Amérique désindustrialisée préfère l'espoir d'un nouveau économique à la promesse de nouvelles aides sociales »

Source, journal ou site Internet : Figarovox

Date : 31 octobre 2019

Auteur : Lauric Henneton

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Si la réélection de Donald Trump est loin d'être assurée, estime Lauric Henneton, le président américain a mieux compris que le camp démocrate le besoin de reconnaissance des Américains déclassés.

Lauric Henneton est maître de conférences à l'Université de Versailles Saint-Quentin, auteur de *La fin du rêve américain?* (Odile Jacob, 2017) et de *L'Atlas historique des États-Unis* (avec Pierre Gay, Autrement, 2019).

FIGAROVOX.- Le retrait de Syrie était une promesse de campagne de Trump mais sa fermeté sur ce dossier lui vaut d'être critiqué très largement, y compris dans son propre camp. Quoi qu'il en soit, le débat politique se focalise sur les questions étrangères et la présidentielle américaine pourrait accorder plus d'importance à ces questions qu'elles n'en ont d'habitude. Au préjudice de Donald Trump?

Lauric HENNETON.- Trump a au moins un point commun avec Obama: ce ne sont pas des interventionnistes. Ils sont l'un et l'autre en faveur d'un retrait des forces américaines de certains théâtres. Pour Obama, la question centrale était de savoir si les intérêts directs et vitaux des États-Unis étaient menacés. Le retrait promis par Trump pendant sa campagne n'est pas

une surprise. La résistance des interventionnistes démocrates (au nom de questions humanitaires) et républicains (pour des questions davantage stratégiques, la volonté de s'imposer comme arbitre international) non plus. Pour Trump comme pour Obama l'idée est au contraire d'impulser un rééquilibrage de l'engagement au sein des alliances: Obama méprisait les «passagers clandestins» qui se réfugiaient sous le parapluie américain sans contribuer leurs 2 % de PIB. Parmi les soutiens de Trump, près des deux tiers déclarent être susceptibles de ne plus le soutenir dans certaines circonstances. Obama veut se désengager, ou ne pas intervenir, les Républicains crient généralement à la faiblesse, à un déclin volontaire. On pourrait presque dire que c'est de bonne guerre. Quand c'est Trump, les Républicains sont plus gênés: critiquer Trump, c'est risquer de s'aliéner la base ultra-loyale et compromettre sa réélection si on est en lice en 2020 (seul un tiers des sénateurs est renouvelé tous les deux ans). Au contraire, suivre Trump envers et contre tout, c'est risquer de s'aliéner les centristes et indépendants qui seront décisifs dans les scrutins serrés. Parmi les soutiens de Trump, près des deux tiers déclarent être susceptibles de ne plus le soutenir dans certaines circonstances. Et c'est vrai également chez les évangéliques, ce qui peut paraître plus surprenant. Donc quand un certain nombre de pasteurs évangéliques très médiatiques critiquent le retrait américain comme étant contraire aux engagements de l'administration Trump en faveur de la «liberté religieuse» en général et des Chrétiens d'Orient en particulier, ce sont des voix et des thématiques qui sont tout sauf anodines chez les évangéliques. Et cela s'ajoute aux critiques des Républicains qui déplorent le recul de la puissance américaine, notamment au profit de Poutine. Au final, dans un scrutin qui pourrait se jouer dans un ou deux États et à une marge infime, perdre même quelques milliers d'évangéliques peut coûter l'élection. Surtout dans un contexte où Trump est de plus en plus fragilisé par l'affaire ukrainienne - chez les Indépendants, qui seront cruciaux. C'est vrai que d'habitude, ce sont plutôt les questions intérieures et économiques qui font la différence, et la bonne santé économique sert Trump, mais les sondages montrent que les affaires étrangères (la Syrie) pèsent. Reste à savoir si ce sera toujours le cas dans un an (une éternité!) et si les évangéliques auront la dent dure contre Trump sur ce sujet en particulier. Ce n'est pas impossible mais au final ça ne sera pas forcément décisif, même si aujourd'hui cela peut sembler inquiétant.

Le président pourra en revanche compter sur un basculement de plus en plus net du vote populaire sur sa candidature? Les démocrates semblent avoir définitivement perdu l'Amérique ouvrière blanche?

Trump n'a pas besoin de gagner le vote populaire, en réalité. Il l'a largement perdu en 2016, de près de 3 millions de voix. Le mode de scrutin fait que, quand les Démocrates gagnent la Californie avec 1 voix d'avance ou avec 12 millions de voix d'avance, ils auront les 55 grands électeurs. Ce qui explique le nombre de «votes perdus». De même, il n'a pas obtenu la majorité absolue à cause du scrutin à un seul tour. Le défi du Parti démocrate est à la fois de mobiliser sa base actuelle tout en essayant de reconquérir une partie de l'électorat de « working-class whites ». En 2020, il est face à un double défi: conserver des États jadis «rouges» (républicains) mais de plus en plus tangents et conserver les bastions «bleus» conquis en 2016, notamment les trois États de la Rust Belt (Wisconsin, Pennsylvanie, Michigan), qui n'avaient pas penché du côté républicain depuis les années 1980. Et comme il y a gagné pour moins de 100 000 voix au total, sur près de 16 millions de suffrages, ce sera d'autant plus délicat pour lui de réitérer cet exploit dans la mesure où, en face, on a bien compris qu'on ne pouvait plus se payer le luxe d'aller à la pêche. Les midterms de 2018 ont montré que Trump était en réalité le meilleur recruteur d'électeurs démocrates depuis bien longtemps. Et cela implique surtout des électeurs qui votaient peu (jeunes, minorités). Du côté des ouvriers blancs (en réalité, on appelle «ouvriers» les blancs non diplômés du supérieur, ce qui dépasse largement le secteur

manufacturier), on constate deux phénomènes: le plus récent est ce qu'on appelle les Trump Democrats, qui ont voté pour Obama au moins en 2008 et ne sont donc pas particulièrement racistes. Certains ne reviendront pas, d'autres regrettent leur vote, mais ne revoteront démocrate qu'en fonction du candidat (ou de la candidate) désigné(e) par le Parti démocrate. L'autre phénomène est plus ancien: en réalité, les Blancs sans diplôme ont commencé à migrer du côté républicain depuis bien longtemps. Certes, c'était un élément essentiel de la «coalition rooseveltienne» mais celle-ci s'effrite depuis les années 1970 et les campagnes de Nixon puis Reagan. Le défi du Parti démocrate est à la fois de mobiliser sa base actuelle (minorités, urbains, CSP+) tout en essayant de reconquérir une partie de cet électorat de «working-class whites», qui se sent déclassé, abandonné par les Démocrates et qui ne se reconnaît pas dans l'agenda «progressiste» sur le plan sociétal, qui est pour lui une diversion. C'est ce sentiment de déclassement et le dénigrement des élites urbaines (Hillary Clinton qui les traite de «déplorables») qui les pousse dans les bras des Républicains. C'est un électorat qui peut faire la différence localement, mais pour les Démocrates, il faut trouver des thématiques (et des candidats) qui permettent de faire le grand écart entre deux groupes essentiels.

L'analyse politique sur les États-Unis se concentre de plus en plus sur la Rust Belt, cette région industrielle au nord-est du pays: en quoi le déclin industriel du pays est-il un sujet majeur pour comprendre le vote des Américains?

Le déclin industriel a des conséquences qui dépassent largement les questions strictement économiques. En réalité, les emplois industriels étaient globalement bien payés et stables. On n'avait pas besoin d'un diplôme de l'université pour accéder à une vie matériellement confortable (un lifestyle de la classe moyenne, mais une identification et une loyauté à la working class). Les Démocrates ne comprennent pas que les électeurs puissent voter contre leurs intérêts économiques immédiats alors qu'ils aspirent surtout à l'autonomie par le travail. Mais au-delà, la question centrale est celle de la reconnaissance, de l'estime de soi. Du jour au lendemain, on dit à ces gens «on n'a plus besoin de vous, on a trouvé des gens pour faire la même chose pour moins cher, peu importe si c'est moins bien» et les Démocrates ajoutent «au fait, on a les minorités, on n'a plus besoin de vous» - je schématise, bien sûr. Cette double relégation a un impact psychologique désastreux qui crée du ressentiment et des rivalités. Les politiques d'aide aux minorités sont alors très mal perçues, peu importe qu'elles puissent être justifiées. Quand on vous dit que vous n'êtes rien, que vous êtes jetable, vous n'avez pas forcément envie d'être empathique. Par ailleurs, la désindustrialisation a eu un impact sanitaire lui aussi désastreux avec la crise des opioïdes (qui concerne aussi les zones rurales) et les «deaths of despair», l'incroyable hausse de mortalité chez les Blancs, qui a fait reculer l'espérance de vie aux États-Unis trois années de suite. On remarque par ailleurs que la désindustrialisation, dans les autres «rust belts», s'accompagne d'un vote populiste (bassin minier du Pas-de-Calais, Lorraine, Ruhr, certaines zones en Angleterre) même si ça n'est pas systématique. Dans la Rust Belt américaine, ce n'est pas non plus systématique. Mais le ressentiment est profond. Et les Démocrates ne comprennent pas que les électeurs puissent voter contre leurs intérêts économiques immédiats (sous forme d'allocations de l'État) alors qu'ils aspirent surtout à l'autonomie (et à la dignité) par le travail. Un Trump qui leur vend le renouveau économique, ça va leur parler plus qu'un Démocrate qui leur promet un chèque.

En définitive, la réélection de Donald Trump dépendra donc largement des choix stratégiques que fera le camp démocrate?

Une élection, au fond, est toujours décidée par les électeurs qui font l'effort de se déplacer. Pour les deux camps, il faudra mobiliser le ban et l'arrière-ban, faire le plein dans son camp, mais

aussi (sinon surtout) réussir à convaincre au centre. Ni l'un ni l'autre ne gagnera seulement avec sa base, mais ni l'un ni l'autre ne gagnera sans sa base: les deux camps sont donc confrontés à un grand écart qui nécessite une certaine souplesse. Pour Trump, mobiliser sa base ne sera pas difficile: elle est d'une loyauté incroyable, mais elle est aussi très insuffisante. Il faudra donc convaincre les Républicains modérés et les Indépendants qu'ils ont davantage intérêt à voter pour lui que pour le ou la candidate démocrate. Elizabeth Warren semble donc s'imposer comme une candidate consensuelle au sein du camp démocrate. Et c'est là que les Démocrates sont eux aussi confrontés à un dilemme majeur: quelle ligne choisir? Une ligne «progressiste» (à gauche toute!) avec Bernie Sanders ou Elizabeth Warren, qui fait désormais office de favorite, ce qui aurait pour effet de flatter la base côtière, diplômée, mais pas forcément l'aile plus centriste et encore moins les Indépendants et les Républicains modérés qui n'aiment pas Trump, mais préféreront encore voter pour lui avec une pince à linge sur le nez que pour une candidate comme Warren qu'ils voient comme une idéologue irréaliste qui va faire exploser les impôts. Au contraire, les Démocrates pourraient être tentés de choisir un candidat plus modéré, centriste, plus apte à rallier les voix décisives du centre (Joe Biden, Pete Buttigieg, Amy Klobuchar). Mais que ferait la base la plus à gauche? Va-t-elle se rallier, à contrecœur et par anti-trumpisme? Ou se drapera-t-elle dans la superbe de sa pureté doctrinale et ne se commettra pas à voter pour un candidat considéré comme trop à droite? Un sondage récent montre que si Warren est en tête des intentions de vote, elle est aussi en tête des deuxièmes choix, y compris de candidats modérés comme Pete Buttigieg. Elle semble donc s'imposer, un peu contre ce que l'on pouvait imaginer, comme une candidate consensuelle au sein du camp démocrate. Mais ce ne sera pas forcément suffisant pour faire la différence parmi les Indépendants, même si ceux-ci semblent de plus en plus hostiles à Trump. Le choix du candidat (ou de la candidate) sera décisif mais pas seulement: à cela s'ajoute le choix du colistier, qui équilibre le «ticket», la thématique (fédératrice ou pas) des Démocrates, leur capacité à toucher les électeurs (Al Gore comme John Kerry manquaient du charisme qui aurait pu faire la différence) et peut-être surtout leur capacité à résister à une campagne de Trump qui ne leur fera aucun cadeau.

4/ Les forces armées- Air - Marine - Terre – Gendarmerie

□ □THEME 4 - 1 : L'armée de l'air veut former ses pilotes de chasse plus vite pour deux fois moins cher

Source, journal ou site Internet : OPEX 360

Date 29 octobre 2019

Auteur : Laurent Lagneau

Adressé par André Dulou

Jusqu'en avril dernier, il fallait quatre ans pour former un pilote de chasse. Ainsi, à Salon de Provence, un jeune élève entamait son cursus par une Formation militaire initiale [FMI], suivie par une Formation militaire générale de l'officier [FMGO]. À l'issue, c'est à dire au bout d'environ un trimestre, il était initié aux rudiments de l'aéronautique au sein de l'Escadron d'instruction de vol à voile, pour un stage pouvant durer de 3 à 6 mois. Puis, après un passage à l'Escadron d'instruction sol du personnel navigant [EISPN] pour acquérir les bases théoriques, l'élève pouvait commencer sa formation initiale en vol, à bord des Cirrus SR-20 des escadrons d'instruction en vol [EIV] 3/5 Comtat-Venaissin » et 2/93 « Cévennes ». Ensuite, l'élève-pilote rejoignait l'École de pilotage de l'armée de l'Air implantée sur la base aérienne 709 de Cognac pour effectuer 45 missions [dont deux en solo] aux commandes d'un Grob 120.

Cette phase permettait de déterminer son orientation, à savoir la chasse ou le transport. En fonction du verdict, il poursuivait son parcours sur TB-30 Epsilon pendant 6 à 7 mois, avant de rejoindre l'École de l'Aviation de Chasse [EAC] à Tours où, il allait apprendre les rudiments de son futur métier sur un biréacteur, l'Alphajet en l'occurrence. Enfin, une fois « macaroné », il prenait la direction de Cazaux pour intégrer l'Escadron de transition opérationnelle [ETO], soit la dernière marche avant de rejoindre une unité opérationnelle. Le projet FOMEDEC [Formation modernisée et entraînement différencié des équipages de chasse], pour lequel 17 turbopropulseurs de type Pilatus PC-21 ont été acquis, a revu ce cursus en fusionnant les phases de formation sur TB-30 Epsilon et Alphajet, l'objectif étant de gagner du temps [6 mois de formation] et de réaliser 100 millions d'euros d'économies par an. En outre, toute cette partie de l'instruction se fait une seule et même base, à savoir celle de Cognac. C'est donc désormais ce cursus qui est en vigueur. Toutefois, l'aspirant pilote de chasse a encore à faire ses preuves aux commandes d'un Alphajet puisque la transition opérationnelle se fait toujours à Cazaux. Lors de sa dernière audition à l'Assemblée nationale, le général Philippe Lavigne, le chef d'état-major de l'armée de l'Air [CEMAA] a rapidement évoqué le projet « MENTOR », dont l'objectif serait de réduire davantage le temps nécessaire pour former un pilote de chasse. Sans en donner le détail, il a indiqué aux députés que le cursus pourrait être réduit... d'un an. Dans son rapport pour avis sur les crédits de l'armée de l'Air pour 2020, le député Jean-Jacques Ferrara a livré quelques précisions sur ce projet « MENTOR ». Ainsi, l'École de transformation opérationnel de Cazaux s'effacerait au profit d'un renforcement de la base aérienne de Cognac. Et les Alphajet ne seraient pas remplacés. Ce projet « consisterait à substituer à la phase 4, qui se déroule actuellement sur Alphajet à Cazaux, une phase complémentaire à Cognac. Une telle évolution suppose l'acquisition de huit PC-21 supplémentaires, déployés à Cognac, celle d'un simulateur complet supplémentaire et l'affectation d'un quatrième [escadron?] instructeur », indique le député. Et d'ajouter : « Alors que la base aérienne de Cognac a déjà entrepris un vaste programme de travaux pour accompagner la montée en puissance de l'école de pilotage – le projet de loi de finances 2020 prévoit d'ailleurs les financements pour la construction d'un bâtiment supplémentaire – il sera essentiel de veiller à ce que les ressources suffisantes soient prévues pour poursuivre cette évolution. » Par ailleurs, la phase élémentaire, qui se déroule actuellement à Salon-de-Provence, serait également revue en l'orientant « autour de trois axes de formation au pilotage : l'acquisition des bases, la voltige, le vol en formation », indique M. Ferrara. Cela permettrait de réduire sa durée, qui passerait de 33 mois avec 315 heures de vol à 24 mois, avec 275 heures de vol. « Sa mise en œuvre passerait par le remplacement des Cirrus par un autre appareil plus moderne équipé d'un turbopropulseur », précise le député. « Lors de son déplacement à Salon-de-Provence, le rapporteur pour avis a constaté que la base aérienne 701 était déjà en 'ordre de bataille' pour MENTOR. Il a aussi pu mesurer l'ampleur des travaux à conduire : hébergement des futurs élèves ou encore rénovation de l'infrastructure aéroportuaire », lit-on également dans le rapport du député. Avec le projet « MENTOR », il n'y aura plus besoin que deux sites principaux pour la formation des pilotes de chasse : Salon-de-Provence pour la phase initiale et Cognac. « Cette formation rénovée permettra de réduire de près de moitié le coût de formation d'un pilote de chasse, celui-ci passant de près de 700.000 euros à environ 400.000 euros. Surtout, elle permettrait de réduire d'un an la formation à l'horizon 2025 et de mieux répondre aux besoins des forces, les jeunes équipages étant formés sur un équipement présentant une avionique proche de celle de l'avion d'arme qu'ils auront à mettre en œuvre », fait valoir le rapporteur pour avis. Une partie des économies viendrait du retrait des Alphajet, sachant que le coût d'une heure de vol effectuée avec cet appareil est de 7.800 euros... Soit 5 fois plus par rapport à un PC-21 [1.500 euros, ndlr].

□ □ THEME 4 - 2 : Jeux mondiaux militaires d'été 2019 : 4^{ème} place inédite pour la France

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 29 octobre 2019

Auteur : DICOD

Adressé par André Dulou

La 7^e édition des Jeux mondiaux militaires d'été s'est achevée le 27 octobre, à Wuhan, capitale de la province du Hubei (Chine). La France s'est illustrée avec un total de 57 médailles dont 13 d'or, 20 d'argent et 24 de bronze, se hissant ainsi à la 4^e place au classement des Nations. Les sportifs français, récompensés par le trophée du fair-play lors de la cérémonie de clôture, ont une fois de plus démontré toute la force de leur engagement.

Le Centre national des sports de la défense (CNSD) revient sur les performances des athlètes français : www.sports.defense.gouv.fr/content/jeux-mondiaux-militaires-vive-la-france

□ □ THEME 4 - 3 : CHAMMAL : 400^{ème} mission pour l'Atlantique 2 au Levant

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 25 octobre 2019

Auteur : marine nationale

Adressé par André Dulou

Début octobre, l'avion de patrouille maritime Atlantique 2 a réalisé sa 400^{ème} mission depuis la base aérienne projetée au Levant, dans le cadre de l'opération Chammal. Cet aéronef a également franchi le cap des 3000 heures de vol effectuées sur ce même théâtre. L'Atlantique 2, détourné de sa mission originelle de lutte anti sous-marine pour l'opération Chammal, a fait l'objet d'adaptations pour répondre aux besoins opérationnels. Il dispose de postes d'observations dédiés, de capteurs imagerie performants et de systèmes électroniques de pointe qui permettent de recueillir du renseignement ciblé et nécessaire à la conduite des opérations. Sa soute modulaire s'est aussi adaptée aux besoins de ce théâtre, en pouvant désormais embarquer plusieurs bombes guidées laser. Son équipage a la capacité de neutraliser un ennemi quelques minutes après sa détection initiale, après validation par la chaîne de commandement, lorsque la situation l'exige. Réactif, l'Atlantique 2 est en permanence connecté avec les plus hautes autorités grâce à sa liaison satellitaire et peut ainsi répondre à des besoins de renseignement en temps réel. Cet anniversaire est l'occasion de rappeler le panel des missions de cet aéronef qui contribue régulièrement à l'opération de la coalition *Inherent Resolve*, dans laquelle il joue un rôle essentiel en constituant des dossiers images, réalisant des interceptions électromagnétiques et conduisant des frappes, en autonome ou en coopération avec d'autres appareils de la coalition (aviation de chasse ou drone). *Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente le volet français de l'Opération Inherent Resolve (OIR) au sein d'une coalition de 80 pays et organisations. A la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal vise, à apporter un soutien militaire aux forces locales engagées dans le combat contre Daech sur leur territoire. L'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier " appui " destiné à appuyer les troupes engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires de Daech ; un pilier " formation " au profit des forces de sécurité irakiennes. A ce jour, le*

dispositif complet de l'opération Chammal compte près de 1 000 militaires. Il comprend également plus d'une centaine de militaires projetés à Bagdad pour la formation et le conseil des états-majors et unités irakiennes

□ □ THEME 4 - 4 : Journée portes ouvertes de l'ESA

Source, journal ou site Internet : defense.gouv.fr

Date : 31 octobre 2019

Auteur : DCSSA

Adressé par André Dulou

1500 personnes ont assisté aux portes ouvertes de l'École de santé des armées. Elles ont visité les lieux, assisté à un amphi d'information et à une démonstration de sauvetage au combat réalisée par les élèves médecins et infirmiers. Le médecin général Ausset, commandant des écoles, a détaillé la formation des élèves et sa spécificité. « *On attend d'un praticien militaire la même formation mais des compétences en plus ; c'est pourquoi nos élèves suivent un double cursus : universitaire, comme leurs camarades civils à la faculté de Lyon 1 et d'officier qui inclut du commandement, de la médecine du sport, tropicale et de guerre, de l'anglais et du sport. Cette formation spécifique représente 1800 heures, soit une année d'étude en plus à valider pendant les week-end et les vacances. C'est la condition pour former les futurs praticiens aptes à assurer le soutien médical des forces sur les zones de combat* ». Il a également rappelé le sens de l'engagement au sein du service de santé des armées mais aussi les contraintes du métier. « *Nos élèves signent un contrat d'engagement qui les lie au service pour un minimum de 21 ans. De plus, les praticiens militaires sont soumis à la mobilité géographique, aux opérations extérieures, il faut en être conscient avant de s'engager. Rentrer à l'ESA n'est pas s'orienter dans un panel de post bac, c'est faire un vrai choix qui va vous engager loin et longtemps au service de santé des armées, en tant que médecin des forces et c'est participer aux opérations extérieures* ». Les EMSLB comptent 930 élèves praticiens et infirmiers au total à Bron, dont 53% de filles, recrutés chaque année sur concours niveau baccalauréat. Les inscriptions démarreront en ligne le 05 novembre.

5/ ZONES DE CONFLITS

□ □ THEME 5 - 1 : Le trouble jeu de la Turquie dans la chute d'Al-Baghdadi

Source, journal ou site Internet : [Le Point](http://LePoint.fr)

Date : 30 octobre 2019

Auteur : AFP

Adressé par Jean-François Mazaleyrat et Jean-Claude Tourneur

Outre la mort d'Abou Bakr al-Baghdadi, l'opération menée samedi par les forces spéciales américaines contre une maison de Baricha, dans le nord-ouest de la Syrie, apporte une autre information d'importance. L'éphémère « calife » de Daech, que l'on pensait caché quelque part dans la zone désertique entre la Syrie et l'Irak, là même où a pris fin son « califat » en mars dernier, avait en réalité trouvé refuge dans un village de 7 000 âmes situé à Idleb, à moins de cinq kilomètres de la frontière turque. C'est dans le village de Baricha, à moins de cinq kilomètres de la frontière turque, que se cachait Abou Bakr al-Baghdadi depuis plus de trois mois, selon le *New York Times*. © Graphique AFP « La Turquie doit nous fournir des

explications », a réagi dimanche Brett McGurk, l'ancien envoyé de la Maison-Blanche pour la coalition anti-Daech en Irak et en Syrie, dans une tribune au *Washington Post*. « Baghdadi n'a pas été retrouvé dans ces régions traditionnelles dans l'est de la Syrie ou dans l'ouest de l'Irak – mais simplement à quelques miles de la frontière turque, et dans la province d'Idleb, qui a été protégée par une dizaine d'avant-postes militaires depuis le début de l'année 2018 », a rappelé l'ancien diplomate américain, qui a démissionné de son poste en décembre 2018 pour protester contre la décision de Donald Trump de retirer un premier contingent de soldats de Syrie.

Services de renseignements turcs

La résidence où a été retrouvé le « calife » djihadiste appartient à Abou Mohamad Salamé, un membre de Tanzim Hurras ad-Din, organisation issue de Hayat Tahrir al-Cham (HTS). Anciennement connu sous le nom de Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, HTS s'est allié à partir de 2015 à d'autres groupes islamistes et d'anciens membres de l'Armée syrienne libre pour former l'Armée de la conquête et s'emparer du nord-ouest de la Syrie aux dépens du régime syrien. « L'Armée de la conquête, dont faisait partie HTS, a été entraînée en Turquie et alimentée en armes et en combattants par Ankara », rappelle le géographe Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon-2 et spécialiste de la Syrie. Dernier bastion des opposants à Bachar el-Assad, la province d'Idleb a été épargnée par un retour du régime syrien grâce à un accord conclu en septembre 2018 entre la Russie et la Turquie. Celui-ci a abouti à la création d'une zone démilitarisée à Idleb, ainsi qu'à la mise en place à travers la province de douze postes d'observation contrôlés par l'armée turque pour la surveiller. Mais dans les faits, Hayat Tahrir al-Cham conserve toujours la mainmise sur ce territoire. Désormais considéré comme une « organisation terroriste » par Ankara, HTS a profité de la fin du « califat » de Daech pour récupérer un certain nombre de ses combattants. « Il existe aujourd'hui des liens établis entre HTS et les services de renseignements turcs du MIT et rien de ce qui se passe dans cette zone ultrasensible n'échappe à leurs oreilles », poursuit Fabrice Balanche. Selon le *New York Times*, Abou Bakr al-Baghdadi se trouvait à Baricha depuis plus de trois mois. « Il est donc difficile d'imaginer que HTS n'ait pas su qu'Al-Baghdadi se cachait dans la zone et que les Turcs n'en étaient pas informés », souligne le géographe.

Déconfliction

La Turquie a en tout cas été publiquement remerciée dimanche matin par Donald Trump, aux côtés de la Syrie, de l'Irak, de la Russie et des Kurdes de Syrie, lorsque le président américain a confirmé depuis la Maison-Blanche l'élimination du chef de Daech. Mais s'il apparaît que les services de sécurité irakiens et kurdes ont effectivement fourni des renseignements clés à Washington, obtenus de la part d'anciens compagnons de lutte d'Al-Baghdadi, pour permettre de localiser le chef de Daech, il n'en va pas de même pour Ankara, qui a été tenue écartée de l'opération, selon les révélations du magazine *Newsweek*, le premier à avoir annoncé le décès d'Abou Bakr al-Baghdadi. À en croire le ministère turc de la Défense, il y a bien eu « des échanges d'informations et une coordination entre les autorités militaires des deux pays » en préalable à l'opération américaine. Mais il apparaît clairement que ceux-ci ont uniquement porté sur un mécanisme de « déconfliction » entre les deux pays, c'est-à-dire une coordination entre leurs armées afin qu'elles ne se télescopent pas, ainsi que sur l'ouverture par la Turquie de son espace aérien aux hélicoptères américains de sorte qu'ils puissent pénétrer plus facilement dans le nord-ouest de la Syrie, sans passer par les zones sous le contrôle du régime syrien. Soit tout ce qu'il y a de plus normal pour deux alliés de l'Otan.

« Révélateur »

Plus étrange en revanche, le fait que les États-Unis n'aient pas utilisé pour leur opération la base aérienne d'Incirlik, pourtant principal site de l'organisation en Turquie, située à 200 kilomètres de la ville de Baricha, pour privilégier celle d'Erbil, dans le Kurdistan irakien, à 700 kilomètres

de là. « Il est révélateur que l'armée américaine ait choisi de lancer son opération à des centaines de miles en Irak, alors qu'elle disposait d'installations en Turquie, un allié de l'Otan, juste de l'autre côté de la frontière », pointe l'ex-diplomate américain Brett McGurk dans sa tribune au *Washington Post*. La Turquie a toujours joué un jeu trouble vis-à-vis des djihadistes dans la crise syrienne. Farouche opposant de Bachar el-Assad, le président turc Recep Tayyip Erdogan a longtemps ouvert sa frontière aux djihadistes d'al-Nosra et de Daech pour précipiter la chute du président syrien, avant d'être frappé à son tour par plusieurs attentats de l'État islamique sur le territoire turc à partir de 2015. Impuissant face à la reconquête de la Syrie par le régime syrien et ses alliés russes et iraniens, le rais turc a dès lors privilégié la lutte contre les forces kurdes syriennes du YPG (unités de protection du peuple, force armée kurde syrienne liée au Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré par Ankara comme terroriste, NDLR) plutôt que celle contre Daech, quitte à utiliser pour ce faire des forces arabes djihadistes (non liées à l'organisation État islamique, NDLR), qui se sont rendues coupables de nombreuses exactions. Au soir de l'annonce par Donald Trump de la mort d'Abou Bakr al-Baghdadi, Recep Tayyip Erdogan a en tout cas salué sur Twitter un « tournant » dans la lutte contre le terrorisme, non sans ajouter : « La Turquie continuera à soutenir les efforts antiterroristes, comme elle l'a fait par le passé. »

□ □ THEME 5 - 2 : Entre Moqtada al-Sadr et Hadi al-Ameri, une alliance à contre-cœur

Source, journal ou site Internet : L'Orient le Jour

Date 31 octobre 2019

Auteur : Elie Saïkali

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Les leaders des plus importants blocs politiques du pays ont deux stratégies

Ce sont les deux hommes qui décident de l'avenir de l'Irak. Le leader religieux chiite Moqtada al-Sadr et le chef de milice Hadi al-Ameri sont à la tête des deux plus grosses formations politiques du pays : « Sairoun », soit la « Marche pour les réformes », pour M. Sadr, et « Fatah », coalition de milices chiites pro-iraniennes pour M. Ameri. Après une semaine de manifestations populaires dans tout le pays, ayant déjà tué plus de 100 personnes et blessé 5 500 autres, les deux hommes se sont entendus mardi soir sur la nécessité de « travailler ensemble » à « retirer (leur) confiance » au chef du gouvernement irakien, Adel Abdel Mahdi. À l'heure de mettre sous presse, ce dernier n'avait toujours pas démissionné. M. Sadr avait exhorté mardi son grand rival politique à se joindre à lui contre le Premier ministre suite au refus de ce dernier d'organiser des élections législatives anticipées. M. Abdel Mahdi avait, dans la foulée, expliqué au clerc tribun que d'organiser de telles élections relevait directement du Parlement irakien et non de sa propre personne. « J'invite (...) Ameri à travailler avec moi pour vous retirer immédiatement notre soutien », a déclaré M. Sadr dans un communiqué, s'adressant directement au chef du gouvernement irakien. M. Ameri a de son côté fait savoir tard mardi soir qu'il était d'accord. « Nous allons travailler ensemble dans l'intérêt du peuple irakien et pour sauver le pays », a-t-il promis. Toujours mardi, dans une déclaration adressée à Sadr, Adel Abdel Mahdi a expliqué que si la solution à la crise irakienne était son éviction, il serait plus facile et plus rapide pour MM. Sadr et Ameri de retirer leur confiance et de prendre en charge un nouveau gouvernement. Malgré leurs profondes divergences, même leur animosité respective, les deux hommes forts du pays ont besoin l'un de l'autre. « S'ils ne travaillent pas ensemble, rien ne peut avancer et aucun changement n'est possible (...), presque aucune

décision ne peut être prise sans l'aval des deux parties », résume pour L'OLJ Abbas Kadhim, directeur du programme « Irak » au sein de l'Atlantic Council, expliquant que « Moqtada al-Sadr et Hadi el-Ameri cherchent à être vus comme les agents du changement avant que les plaintes des protestataires ne viennent entacher leurs deux images ». « Sairoun » et le « Fatah » s'étaient déjà, contre toute attente, alliés en juin 2018, un mois après les élections législatives, à l'issue desquelles ils étaient arrivés en première et deuxième place du scrutin. Ils ont œuvré, ensemble, à la formation du gouvernement irakien actuel ainsi qu'à la nomination de Adel Abdel Mahdi comme Premier ministre. Ils n'ont cessé depuis de se provoquer et d'essayer de prendre le dessus l'un sur l'autre.

Deux pouvoirs de mobilisation

En plus d'être à la tête du Hachd el-Chaabi au Parlement irakien, M. Ameri est le chef de l'organisation Badr – autre mouvement politique irakien soutenu par l'Iran – et de son bras armé, la brigade Badr. Il a également une longue relation avec l'Iran dont il a revêtu l'uniforme lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988). « Ameri est connu pour ses liens étroits avec Nouri al-Maliki (ancien Premier ministre irakien favorable à l'Iran) ou encore Abou Mahdi al-Mouhandis (chef adjoint du Hachd el-Chaabi) », note Renad Mansour, spécialiste de l'Irak au sein du Think Tank Chatham House, contacté par L'Orient-Le Jour. L'influence iranienne en Irak est fortement critiquée par les manifestants, ce qui complique la position de M. Ameri, dont la marge de manœuvre dépend surtout du bon vouloir de Téhéran. De l'autre côté, M. Sadr, connu pour sa versatilité et entretenant des liens étroits avec les dirigeants politiques et religieux iraniens – comme l'a montré sa dernière visite en Iran à l'occasion de la cérémonie religieuse chiite de la Achoura – milite pour une indépendance de l'Irak et base son discours sur une certaine hostilité vis-à-vis de l'ingérence étrangère en terre irakienne. Cela vise surtout les États-Unis mais aussi, même si dans une moindre mesure, la République islamique. Le trublion chiite a axé une grande partie de sa popularité sur la défense des classes populaires face aux élites corrompues. Alors que les manifestations sont nées de façon spontanée, il essaye aujourd'hui de récupérer le mouvement. Il est descendu mardi dans les rues de Najaf, l'une des villes saintes du chiisme, au volant de sa voiture, vêtu de son turban noir, signifiant sa descendance du Prophète, et d'un drapeau irakien sur les épaules. Il ne veut pas assumer l'échec du gouvernement qu'il attribue à la coalition Fatah. « Moqtada al-Sadr dispose d'un large soutien de la population, principalement chiite, irakienne prête à se déployer et à faire des sit-in et des manifestations dès qu'il le demande », résume pour L'OLJ Randa Slim, chercheuse spécialiste de la région au Middle East Institute, expliquant que de son côté « M. Ameri dispose aussi d'un pouvoir de mobilisation, mais surtout armé ». Les milices chiites iraniennes sont à l'origine des tirs de snipers contre les manifestants. « M. Ameri a du pouvoir au Parlement en tant que leader du deuxième bloc, mais son pouvoir dans la rue est largement moindre, compte tenu des forces qu'il contrôle et de l'image qu'il renvoie aux manifestants », poursuit Randa Slim. Moqtada al-Sadr et Hadi al-Ameri représentent deux visions du chiisme irakien et de sa relation avec l'Iran. Mais la domination iranienne, et les limites de celle-ci dans un pays comme l'Irak, oblige les deux hommes à collaborer. « Sadr aimerait utiliser la rue, les manifestations et tous les types de groupes qui sont las ou qui se soulèvent contre l'influence de l'Iran pour former une sorte de coalition », poursuit Renad Mansour, ajoutant que « Ameri aimerait également aller au-delà de la contestation pour protéger le système politique et faire participer Sadr contribuerait à calmer les manifestations ». Même en s'alliant, les deux formations n'ont pas la majorité au Parlement irakien pour forcer une éventuelle destitution du chef du gouvernement. La majorité est à 165 sièges, alors que les deux principaux blocs n'atteignent, ensemble, que 101 sièges. « Ils auraient pas exemple besoin des Kurdes, mais ces derniers ne vont jamais voter pour une motion de défiance vis-à-vis de M. Abdel Mahdi qu'ils considèrent comme le meilleur à ce poste », note Randa Slim.

□ □ THEME 5 - 3 : Le régime appelle les forces kurdes à intégrer l'armée

Source, journal ou site Internet : l'Orient le Jour

Date : 31 octobre 2019

Auteur : AFP

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Des représentants du gouvernement syrien et de l'opposition se sont réunis hier à Genève. Le régime syrien a appelé hier les forces kurdes à intégrer les rangs de l'armée déployée dans le nord-est de la Syrie, où une offensive turque a été interrompue par deux accords de trêve, ont annoncé les médias officiels à Damas. Cet appel intervient après le plus important déploiement depuis 2012 de troupes de Bachar el-Assad dans cette partie du pays dont elles s'étaient retirées après le début de la guerre en Syrie. Les forces kurdes ont, plus tôt en octobre, appelé le régime Assad à l'aide pour les aider à contrer l'offensive d'Ankara lancée le 9 octobre, après avoir été lâchées par les États-Unis qui ont donné un feu vert de facto à cet assaut. « Le commandement général des forces armées est prêt à accueillir les membres des unités des Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les combattants kurdes, NDLR) qui souhaitent rejoindre ses rangs », a indiqué le ministère syrien de la Défense dans un communiqué relayé par l'agence étatique SANA. Tous les Syriens, y compris la minorité kurde, sont confrontés à « un seul ennemi », ajoute le texte dans une allusion à la Turquie. Le ministère syrien de l'Intérieur a pour sa part appelé les membres de la police kurde des Assayech à rejoindre les rangs de la police syrienne, selon SANA. La télévision publique syrienne a pour sa part rapporté hier que de violents affrontements ont éclaté entre l'armée syrienne et les forces turques près de la ville frontière de Ras el-Aïn. La chaîne n'a fourni aucun détail, mais selon des rebelles soutenus par la Turquie, des accrochages intermittents se sont produits ces derniers jours dans ce secteur situé dans la « zone de sécurité » qu'Ankara a établie en territoire syrien. Des patrouilles conjointes entre les armées turque et russe doivent débuter demain dans la « zone de sécurité ».

« Un nouveau chapitre pour la Syrie » ?

Sur le plan diplomatique, des représentants du gouvernement syrien et de l'opposition se sont assis hier face à face pour le lancement à Genève du comité chargé de réviser la Constitution de la Syrie, une réunion censée ouvrir, selon l'ONU, « un nouveau chapitre » pour mettre fin à un conflit de plus de huit ans. Le Comité constitutionnel, placé sous l'égide des Nations unies, est composé de 150 membres, répartis à égalité entre le gouvernement du président Bachar el-Assad, les différentes factions de l'opposition et des représentants de la société civile. Il y a toutefois peu d'espoir de voir cette réunion déboucher sur une solution politique au conflit syrien, qui a fait plus de 370 000 morts depuis 2011. Mais l'émissaire spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, s'est voulu résolument optimiste dans son discours d'ouverture, parlant de « moment historique » et de « nouveau chapitre pour la Syrie ». « Je sais que ce n'est pas facile pour vous tous d'être ici ensemble », a-t-il dit en reconnaissant que « le chemin devant nous ne sera pas facile ». Les experts soulignent que le président Assad – dont les forces armées ont remporté des victoires majeures contre l'opposition sur le terrain – n'a pas grand-chose à perdre lors de ces pourparlers dont il pourra se désengager à tout moment. Son négociateur en chef, Ahmad Kuzbari, a fait l'éloge de la Constitution actuelle de la Syrie qu'il a qualifiée de « moderne ». « Mais cela ne nous empêchera pas d'envisager de possibles amendements à la Constitution existante ou de procéder à des changements pour mettre en place une nouvelle Constitution (...) qui sera bénéfique à notre peuple », a-t-il ajouté. M. Kuzbari a toutefois souligné dans son discours que les forces armées syriennes continueront de lutter contre les

ennemis du président Assad. « Nous avons combattu le terrorisme avant cette réunion et nous poursuivrons cette bataille pendant et après la rencontre jusqu'à ce que nous libérions chaque pouce de notre territoire. » Le chef de la délégation de l'opposition, Hadi Albahra, a qualifié la réunion de « première étape sur le long chemin vers la guérison ». « Nous savons tous que les 150 personnes réunies aujourd'hui dans cette salle ont des opinions divergentes, a-t-il dit. Mais après huit années de souffrances, nous sommes venus ici pour chercher des points de convergence. » Les 150 membres du Comité vont discuter aujourd'hui et demain au Palais des Nations, siège de l'ONU. Seuls 45 d'entre eux entameront l'examen de la Constitution la semaine prochaine. Aucune date limite n'a été fixée pour ces discussions. Selon M. Pedersen, l'objectif est de parvenir à un consensus sur toutes les questions soulevées, et tout changement devra être adopté par au moins 75 % des voix. La révision de la Constitution figure en bonne place dans la résolution 2254, adoptée en décembre 2015 par le Conseil de sécurité qui prévoit également l'organisation d'élections sous la supervision de l'ONU.

□ □ THEME 5 - 4 : **Moyen-Orient : les gagnants et les perdants des nouvelles alliances**

Source, journal ou site Internet : Slate

Date : 31 octobre 2019

Auteur : Cyrille Bret

Adressé par Elie Billaudaz

Provisoirement cimentés et stabilisés par la lutte contre l'organisation État islamique (EI), les réseaux d'alliance au Moyen-Orient se reconfigurent aujourd'hui très rapidement. L'offensive turque en Syrie, déclenchée le 8 octobre, accélère encore ce grand jeu des ligues et des ententes: d'anciens ennemis se rapprochent (les Kurdes et les forces syriennes gouvernementales, Israël et l'Arabie Saoudite), des alliés historiques s'opposent (Turquie et États-Unis)... Dans cette compétition pour l'influence et les relais d'action, les États-Unis perdent du terrain et du crédit alors que la Russie acquiert une position arbitrale comme l'a montré le sommet Poutine-Erdogan à Sotchi mardi 22 octobre. Le président russe ne s'est-il pas érigé en modérateur entre son allié syrien el-Assad et son ami turc Erdogan? Largement discréditée, la présidence Trump perd ses relais dans la région même parmi ses alliés historiques en Turquie et en Arabie. Si les gagnants sont encore à confirmer, les perdants sont d'ores et déjà les Occidentaux.

Les alliances historiques en lambeaux

Le réseau des alliances historiques des États-Unis se dégrade sensiblement. Avec l'Arabie Saoudite, la mésentente est forte depuis l'administration Obama. Elle se prolonge sous l'ère Mohammed ben Salmane (MBS) avec le blocus du Qatar et la guerre au Yémen. Quant aux Européens, ils sont échaudés par l'évolution du royaume à l'intérieur et à l'extérieur.

Avec la Turquie, la tension est à son comble alors même que le pays est un pilier historique de l'OTAN depuis 1952. La présidence Erdogan préfère un cavalier seul guidé par les solidarités sunnites (au Pakistan) et néo-ottomanes (en Asie centrale). La solidarité avec l'Alliance atlantique n'est que de façade au point que des voix s'élèvent pour demander l'exclusion de la Turquie de l'OTAN. Ankara brave même Washington en acquérant des batteries anti-aériennes russes S-400 malgré les menaces de rétorsion de l'administration Trump. Dans toute la région, la présidence américaine a démonétisé la parole des États-Unis par son revirement envers les Kurdes. Quant aux Européens, ils continuent à subir les crises et le chantage aux réfugiés de la Turquie. Leurs alliés traditionnels toujours accueillants pour les fonds européens recherchent d'autres appuis quand les questions stratégiques deviennent brûlantes. Le temps de la très précaire union sacrée anti-EI autour des États-Unis est révolu: il laisse place à un Moyen-Orient où les alliances occidentales sont fortement concurrencées voire évincées. Quant à la solidarité

transatlantique dans la région, elle est mise à mal par les critiques du président américain envers l'UE.

Des alliances historiques en reconstruction

En intervenant en Syrie en septembre 2015, la Russie a relancé une alliance scellée dans les années 1970 entre l'URSS et el-Assad père. Ses objectifs étaient clairs: préserver un allié et un client très ancien; disposer de points d'appui militaires en Méditerranée notamment à Tartous; contrer la présence américaine en Irak, Israël, Jordanie et Turquie; enfin, démontrer ses capacités opérationnelles loin de ses frontières plusieurs décennies après la fin de l'URSS. L'alliance inégale avec le régime el-Assad a restauré le crédit de la Russie dans la région en soulignant sa fidélité à ses alliés par contraste avec les États-Unis. La Russie a reconstruit un réseau d'alliés bien plus large. Avec un Iran actif en Syrie, au Liban et au Yémen, elle a dégagé des convergences: préserver l'accord sur le nucléaire iranien de juillet 2015, contrer l'influence américaine en Irak et lutter contre l'islamisme sunnite de la Mésopotamie au Caucase. L'alliance Iran-Russie n'est pas exempte de rivalités dans la Caspienne mais la présidence Rohani a largement axé sa diplomatie sur la solidarité avec Moscou notamment à l'ONU. Cet «axe Moscou-Damas-Téhéran» ne doit pas être surestimé. Mais il est devenu si attractif dans la région qu'il a créé un format de négociation sur la crise en Syrie. Il y a même associé la Turquie sunnite, pourtant rivale de Damas et de Téhéran. Ce rapprochement est précaire, comme le montre l'opposition de l'armée syrienne à l'offensive turque ces derniers jours. Mais ces puissances essaient de faire coexister, bon an mal an, leurs intérêts divergents sous les auspices de la Russie. Sans les Occidentaux. On n'ose dire contre eux et à leur détriment.

Des alliances improbables en essor

Le mouvement brownien des alliances régionales est si puissant qu'il aboutit même à des rapprochements qui auraient paru contre-nature. Parmi ces alliances improbables, le rapprochement discret entre Israël et l'Arabie Saoudite est désormais bien établi. Dans la fournaise syrienne, ces États que tout oppose ont cimenté une coopération discrète mais régulière pour contrer la stratégie régionale de l'Iran au Liban et en Syrie. Engagé dans une guerre froide et chaude au Yémen, méfiant à l'égard de Washington, moins fermement soutenu par les Émirats Arabes Unis, le royaume saoudien recherche les soutiens qu'il peut pour juguler l'activisme iranien dans la zone. Cela convient bien à un État d'Israël isolé dont les relations avec la Turquie sont incertaines. De même, l'Arabie Saoudite, liée aux Américains depuis la Seconde Guerre mondiale et le fameux Pacte du Quincy établi entre Roosevelt et le fondateur du royaume saoudien, a lancé toute une série d'initiatives envers la Russie: visites officielles croisées entre chefs d'État, exportations de \$400 vers l'Arabie, etc. Les réseaux saoudiens traditionnels à Washington et Abu Dhabi ne suffisent plus. MBS recherche désormais l'appui russe pour sa politique étrangère. Dans un Moyen-Orient en recomposition stratégique fondamentale, les alliances historiques des Occidentaux se délitent. En revanche, les anciens empires régionaux (Russie, Turquie et Iran) cherchent à les évincer en (re)construisant de nouveaux réseaux de solidarité précaires mais en développement. Quant à la Russie, elle réalise un retour massif dans la région et étend ses réseaux d'alliance jusqu'à des ennemis locaux. Toute la question est désormais de savoir si la Russie sera capable de tenir dans un même réseau des alliés aussi opposés que la Syrie et la Turquie, l'Iran et l'Arabie. Dans ce grand jeu contemporain, les Occidentaux sont d'ores et déjà les grands perdants.

6/ RENSEIGNEMENTS ET MENACES :

□ □THEME 6 - 1 : [Sous-marins : la Russie montre ses muscles en mer de Barents](#)

Source, journal ou site Internet : [Le Marin](#)

Date : 30 octobre 2019

Auteur : Kévin Storme

Adressé par François Jouannet

Il s'agit de « la plus vaste opération sous-marine menée par la Russie depuis la fin de la guerre froide », selon Brynjar Stordal, porte-parole de l'armée norvégienne. C'est le média norvégien NRK, qui, alerté par les renseignements norvégiens, a révélé lundi 29 octobre, la présence de dix sous-marins russes, dont huit à propulsion nucléaire, en mers de Barents et de Norvège. Il pourrait s'agir de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) appartenant à la classe Sierra II. Le 26 octobre, Sergueï Choïgou, le ministre de la Défense russe, avait en effet annoncé le départ de bâtiments de cette classe en mer de Norvège. La flotte aurait quitté une base de la péninsule de Kola, une zone située à quelques centaines de kilomètres de la frontière avec la Norvège, autour du 20 octobre. L'information a été confirmée à l'AFP par Brynjar Stordal. « Il y a actuellement une intense activité dans l'Atlantique nord, et la Norvège, ainsi que d'autres pays de l'Otan, effectuent des missions de surveillance étroite dans les airs et en surface. » L'opération « n'est pas un exercice », rapporte NRK. L'objectif serait de s'approcher au plus près des côtes américaines, sans se faire repérer, afin de montrer à Washington que les Russes peuvent menacer l'est des États-Unis. « Les Russes lancent deux messages : « c'est notre mer », et « nous sommes capables d'atteindre les États-Unis ». (...) Ils veulent tester la capacité de l'Occident à détecter et à gérer ce problème », a expliqué une source norvégienne à NRK. Pour Moscou, c'est aussi l'occasion de signifier à Oslo qu'elle voit d'un mauvais œil l'arrivée de nombreux marines ces dernières années dans la zone arctique du pays, ainsi que le projet d'aménagement d'une base de sous-marins près de Tromsø, au nord du cercle polaire. Une zone où les liens entre Norvégiens et Russes demeurent forts, 75 ans après la libération du territoire par l'Armée rouge.

□ □ THEME 6 - 2 : Au Liban, la démission en faux-semblant du premier ministre Saad Hariri

Source, journal ou site Internet : Le Temps

Date 31 octobre 2019

Auteur : Benjamin Barthe

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

La chute du cabinet plonge le pays dans l'incertitude, après treize jours de manifestations. Mais le manque de prétendants crédibles à son poste pourrait lui permettre de rester au pouvoir. Il aura fallu treize jours aux manifestants libanais pour faire tomber leur gouvernement. Mardi 29 octobre, en milieu d'après-midi, le premier ministre, Saad Hariri, a remis au président, Michel Aoun, la démission de son cabinet. Cette décision, prise contre l'avis de ses partenaires au sein de la coalition au pouvoir, sans accord sur la manière de répondre au mouvement de protestation, aggrave la crise politique dans laquelle le Pays du Cèdre est plongé depuis mi-octobre. Saad Hariri devrait toutefois rester au pouvoir pour gérer les affaires courantes, comme le veut la Constitution. Mais le bras de fer entre la rue, qui réclame désormais la mise en place d'un cabinet d'indépendants, et le pôle tripartite opposé à tout changement – composé du Hezbollah et d'Amal, deux mouvements chiites, et du Courant patriotique libre (CPL), une formation chrétienne – promet de s'intensifier, avec en toile de fond une dégradation continue de la situation financière du pays.

Incapacité à assurer des services de base

Dans son discours de démission, Saad Hariri, dont le gouvernement avait été investi fin janvier, a présenté son retrait comme «une réponse à la volonté de nombreux Libanais qui sont descendus dans la rue». Depuis le 17 octobre, ils sont en effet des centaines de milliers à avoir protesté, du nord au sud du pays, contre leur classe politique, jugée inepte et corrompue. A Beyrouth, la capitale, comme à Tripoli, la grande ville sunnite du Nord, ainsi qu'à Sour et à Nabatiyé – les localités du Sud à dominante chiite –, des rassemblements ont eu lieu tous les jours, dénonçant l'incapacité des partis de gouvernement à assurer le bon fonctionnement des services de base, comme la distribution de l'eau et de l'électricité, et à enrayer la dégradation des conditions de vie de la population. Surpris par l'ampleur de cette révolte, qui touche tous les milieux et toutes les confessions, le premier ministre a d'abord réagi en fixant à ses partenaires de gouvernement un ultimatum de 72 heures pour surmonter leurs divisions. Et accoucher d'une feuille de route économique et sociale à la mesure des attentes des Libanais.

Le peuple veut une nouvelle classe politique

Présenté le 21 octobre, ce programme de réformes comprenait une série de mesures qui se voulaient spectaculaires, comme la baisse de 50% du traitement des ministres, une hausse des impôts sur les intérêts bancaires et la création, avant la fin de l'année, d'un nouveau régime de retraite et de protection sociale. Mais, échaudés par des années de promesses non tenues et mus par une rage démagogique irrésistible, les manifestants ont rejeté cette offre et réaffirmé leur exigence de renouvellement intégral de la classe politique. Saad Hariri s'est alors tourné vers le trio Hezbollah-Amal-CPL, le principal pôle de pouvoir au sein de son cabinet, sans lequel aucune décision ne peut être prise. «Hariri a compris que la foule n'allait pas disparaître et qu'il fallait lui donner quelque chose qui aille au-delà de la feuille de route, explique un fin connaisseur de la scène politique libanaise, désireux de rester anonyme. Il a proposé aux membres de la coalition un remaniement qui excluait les ministres les plus contestés par les manifestants.»

Discours musclé du Hezbollah

La manœuvre s'est heurtée au veto du ministre des Affaires étrangères, Gebran Bassil, chef du CPL et gendre du président. Etant la figure la plus conspuée par les foules, il aurait été le premier perdant d'une telle opération. Selon le quotidien *L'Orient-Le Jour*, le chef de la diplomatie libanaise s'est aussi opposé à la formation d'un gouvernement de technocrates, dirigé par Saad Hariri. Le Hezbollah, par fidélité à son allié chrétien, a aussi rejeté les offres du premier ministre. Le chef du mouvement chiite, Hassan Nasrallah, a prononcé, vendredi, un discours très musclé, en soutien au système libanais, accusant les manifestants de semer le chaos et d'être à la solde des «ambassades étrangères». Un message bien compris par sa base: mardi, deux heures avant le discours de démission du premier ministre, une nuée de casseurs venus des quartiers chiites de Beyrouth ont saccagé les tentes érigées par les manifestants dans le centre de la ville. «Hariri aurait voulu partir avec un accord politique sur le jour d'après, mais ça n'a pas été possible», affirme la source politique citée plus haut. [Saad Hariri] a le sentiment d'avoir marqué des points, il n'est pas du tout dans l'idée de mettre un terme à sa carrière

Une source anonyme

La suite des événements est particulièrement incertaine. La Constitution veut que le chef de l'Etat consulte les groupes parlementaires les uns après les autres. Ceux-ci devront lui suggérer un nouveau nom en guise de premier ministre, la règle voulant qu'il s'agisse d'un sunnite. La personnalité disposant du plus large soutien au sein de la Chambre sera ensuite chargée par le président de constituer le nouveau gouvernement. Voilà pour la théorie. Dans la pratique, ce processus, qui peut prendre des mois, se conduit essentiellement en coulisses, dans des tractations entre partis. Et nul, à l'heure actuelle, ne peut préjuger du résultat. Selon plusieurs

sources bien informées, Saad Hariri espère être en mesure de se succéder à lui-même. Rien n'empêche en effet les députés de repropose son nom au président, Michel Aoun. «Il s'est remis en position de force, il va négocier son retour de l'extérieur, tout en observant la manière dont le mouvement de protestation évolue, avance un observateur averti des mœurs politiques libanaises. Dans ce pays, tout est possible.» «Il a le sentiment d'avoir marqué des points, il n'est pas du tout dans l'idée de mettre un terme à sa carrière. S'il est renommé, il formera un gouvernement à ses conditions», suggère une autre source.

Peu d'alternatives

La faiblesse des propositions alternatives à Saad Hariri sur la scène sunnite plaide en faveur de son retour. Les trois anciens titulaires du poste de premier ministre que sont Fouad Siniora, Najib Mikati et Tammam Salam ne semblent pas en mesure de récupérer ce siège. «Le premier est une option inacceptable pour le Hezbollah, leurs relations sont trop mauvaises, décrypte l'analyste politique Hilal Khashan. Le deuxième est hors jeu, car il vient d'être inculpé pour enrichissement illicite. Quant au troisième, c'est un homme politique de second rang que personne ne prendrait au sérieux dans la situation présente.» Le retour de Saad Hariri au poste de chef du gouvernement nécessiterait cependant un revirement de l'alliance Hezbollah-Amal-CPL. Il supposerait que, confrontés au risque d'un effondrement du pays, les trois partis lèvent leurs objections à la formation d'un cabinet de technocrates ou du moins d'un exécutif mixte, purgé des visages qui font polémique. Cette hypothèse semble pour l'instant peu probable.

Une «situation de quasi-faillite»

Le Hezbollah, relais de l'Iran au Proche-Orient, redoute que les Etats-Unis ne profitent d'une ouverture du champ politique libanais pour tenter de l'affaiblir. En l'absence d'accord avec Saad Hariri, le mouvement chiite pourrait chercher à imposer à la fonction de premier ministre une personnalité sunnite proche de ses vues ou tout du moins malléable. Mais dans ce cas de figure, il pourrait se réexposer au danger qu'il pensait neutraliser. Au motif que le nouveau gouvernement lui est inféodé, les bailleurs de fonds du Liban pourraient décider de réduire, voire de couper leur aide. Les Etats-Unis pourraient même choisir de placer le pays sous sanctions, ce qui rejaillirait négativement sur le Hezbollah. Faute de compromis réaliste, le gouvernement intérimaire dirigé par Saad Hariri risque de rester en place de longs mois. «La situation de quasi-faillite dans laquelle nous sommes exige de trouver une solution immédiate à la crise politique, dit Hilal Khashan. Mais le cartel de dirigeants communautaires qui nous gouvernent refuse de lâcher prise. Je crains que le blocage ne soit total.»

□ □ THEME 6 - 3 : Allemagne : CDU-die Linke, l'alliance de la carpe et du lapin ?

Source, journal ou site Internet : Le Point

Date : 30 octobre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Face à l'effondrement des sociaux-démocrates, la faiblesse de la CDU et le triomphe des populistes d'extrême droite, les deux ennemis d'hier pourraient s'unir. La CDU, vieux parti conservateur venu de l'ouest marié à Die Linke, la gauche radicale née à l'est, voilà une alliance qui, il y a quelque temps encore, aurait semblé tout droit sortie d'une série de science-fiction. Mais, depuis que les régionales de Thuringe ont chamboulé la donne politique dans cette région de l'ancienne RDA, une coopération rouge (Die Linke)-noire (CDU) n'est plus complètement improbable. L'effondrement des sociaux-démocrates, la faiblesse de la CDU et le triomphe des populistes d'extrême droite ont en effet réduit l'éventail des possibilités. Exit la coalition rouge-

rouge-vert qui gouvernait depuis 2014. Et, comme tous les partis refusent de pactiser d'aucune façon que ce soit avec l'AfD, l'option entre les deux partis ennemis de longue date est sur toutes les lèvres. Au sein de la CDU, les avis sont très partagés et le débat est houleux. Il y a, d'un côté, le clan outré de ceux qui refusent fermement de transgresser un tabou. Même si Bodo Ramelow, le ministre-président de Thuringe, est un modéré, Die Linke n'est-il pas l'héritier du SED, le parti communiste honni de feu la RDA ? Pendant des années, les leaders de la CDU ont diabolisé les membres de cette gauche à la gauche du SPD, leur collant le sobriquet de « chaussettes rouges » et les accusant de n'être que des communistes purs et durs déguisés en nouveaux démocrates. Mais, de l'autre côté, le clan des pragmatiques fait aussi entendre sa voix. N'est-il pas temps, trente ans après la chute du Mur, de faire la peau aux vieilles rancœurs et de regarder la réalité en face au lieu de s'agripper à un dogme ? Bodo Ramelow, qui, accessoirement, est un Allemand de l'Ouest, n'est-il pas au bout du compte plus proche de la social-démocratie bien tempérée que de la dictature du prolétariat ? Il dirige son Land avec succès. Les 31 % de suffrages récoltés par Die Linke ne sont-ils pas la preuve de ses compétences ? Surnommé « la voix de l'Est », le très populaire Bodo Ramelow est loin d'être un épouvantail pour ses administrés chrétiens-démocrates. 69 % des électeurs chrétiens-démocrates de Thuringe estiment en effet aujourd'hui qu'il faut cesser de se buter et envisager une ouverture vers Die Linke.

Manœuvre risquée

Pas facile pour Mike Mohring, la tête de liste de la CDU en Thuringe, de manœuvrer entre ces deux courants contraires. En annonçant qu'il était prêt à entamer des pourparlers avec Bodo Ramelow, Mike Mohring en a fait sourciller plus d'un à Berlin et dans les lointaines fédérations du fin fond de l'Allemagne de l'Ouest, où l'on a du mal à s'imaginer la situation à l'Est. La direction du parti à Berlin lui a donné son aval. Mais il est improbable, s'empresse-t-on de préciser à Berlin, que ce dialogue débouche sur une coalition rouge-noire. C'est plutôt le modèle d'un gouvernement minoritaire dirigé par Bodo Ramelow et toléré par la CDU qui est envisageable. Une telle manœuvre, aussi pragmatique soit-elle, n'est pourtant pas sans risque. Pour la CDU, déjà si mal en point, qui a laissé des plumes en Thuringe comme ailleurs, pas question d'agiter encore les esprits en concluant une alliance avec les rouges. La CDU du Brandebourg a fait les frais de cette idée. Elle n'enregistrait que 15 % des voix aux élections du 1er septembre et se faisait doubler par l'AfD. Un désastre. L'anticommunisme est inscrit dans les gènes de la CDU depuis la guerre froide. C'est un ciment qui unit les différentes tendances plus ou moins libérales au sein du parti. La CDU se définissait comme le parti de la Mitte, le parti du centre, pôle de stabilité entre les deux extrêmes à droite comme à gauche. Mais la percée de l'AfD et l'effondrement de la RDA sont venus chahuter ces vieilles certitudes. Lors de leur congrès à Hambourg il y a un an, les chrétiens-démocrates répétaient : pas de coopération, ni avec Die Linke ni avec l'AfD. Une position qui est mise à rude épreuve après les élections de Thuringe. D'autant que le courant conservateur au sein de la CDU pourrait s'inspirer de ce modèle pour prôner l'alliance avec l'AfD. Si un tabou est brisé à gauche, pourquoi ne pas en transgresser un autre à droite ?

□ □ THEME 6 - 4 : Elections en Argentine : le tournant ?

Source, journal ou site Internet : IRIS

Date : 31 octobre 2019

Auteur : interview de Christophe Ventura

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

L'élection d'Alberto Fernandez face à Mauricio Macri marque, un an après l'élection d'Andrés

Manuel Lopez Obrador au Mexique, le retour d'un des pays les plus importants d'Amérique latine à gauche. Qu'attendre du mandat de Fernandez ? Le point de vue de Christophe Ventura, directeur de recherche à l'IRIS.

Dans quel contexte politique intervient la victoire de Fernandez ? Comment le péronisme a-t-il retrouvé le chemin du pouvoir ?

L'élection argentine, qui était une élection générale, est intervenue dans un contexte de grave crise économique et sociale installée depuis plusieurs années dans le pays. Tous les indicateurs économiques et sociaux ont plongé vers le bas depuis l'arrivée au pouvoir de Mauricio Macri en 2015, même si la crise dure depuis plus longtemps. La troisième puissance latino-américaine est à nouveau traversée par une pauvreté structurelle, de fortes inégalités sociales, ainsi que par une détérioration et une réduction des services publics, en particulier dans les villes. Déclassement et paupérisation ont frappé de manière croissante les classes populaires et les classes moyennes tout au long du mandat du président de droite. Le péronisme a remporté une victoire qui n'était pas évidente il y a quelques mois à peine. C'est sa réunification, à travers le « couple » formé par Alberto Fernandez, le nouveau président, et Cristina Kirchner, la vice-présidente, qui a déjà fait deux mandats à la tête du pays, qui a permis de donner une traduction politique et électorale à la contestation sociale et de conduire à cette victoire. Derrière ces deux personnalités, c'est pratiquement l'ensemble des secteurs du péronisme – mouvements, organisations syndicales, partis politiques, associations... allant de sa gauche à sa droite – qui s'unit. Le pôle de gauche, incarné par le kirchnerisme, a trouvé avec Alberto Fernandez une alliance qui lui a permis de rassembler jusqu'aux franges plus libérales et modérées de ce mouvement. Et de conserver en son sein l'hégémonie politique et programmatique. C'est cette réunification qui a permis la victoire face à un Mauricio Macri sur la défensive, fragilisé par sa politique économique et sociale et sa gestion du pouvoir. Ce dernier apparaît cependant, avec sa coalition « Cambiemos », comme le véritable adversaire du péronisme. L'élection a montré une hyperpolarisation politique entre deux camps en Argentine : les péronistes et la droite non-péroniste de Macri, qui a réalisé une « remontada » électorale significative en fin de campagne. D'ailleurs, en dehors de ces deux acteurs, il n'existe quasiment plus de forces politiques en Argentine.

Quels sont les principaux défis auxquels Fernandez va devoir faire face durant son mandat ?

Il y aura deux grands défis. Le premier, c'est l'agenda économique qui est au cœur de la situation en Argentine. Il s'agit de savoir comment ce nouveau gouvernement va réussir à inverser les dynamiques en cours. On pense notamment à la dette abyssale du pays contractée auprès du FMI et des marchés financiers et à la spirale inflationniste due à la dollarisation de fait de l'économie. Dans des conditions objectivement difficiles, coincé entre la « surdépendance » de l'économie argentine aux marchés internationaux, l'endettement de l'État, la polarisation politique et les attentes sociales internes, le gouvernement de Alberto Fernandez devra trouver des ressources qui lui permettront de mieux redistribuer les richesses créées dans le pays. Et ce, le plus rapidement possible. Son projet est de favoriser la diversification de l'économie argentine tout en continuant de s'appuyer, en attendant, sur les richesses produites par le secteur de l'agroalimentaire et des matières premières. La voie est étroite et la question d'une mise à contribution fiscale plus forte de la rente agricole se posera rapidement. Cette question risque de créer des tensions entre le gouvernement et ces secteurs, mais aussi au sein de la coalition péroniste. Le deuxième défi, qui découle du premier, va être de ne pas décevoir dans ce contexte. Alberto Fernandez a eu un discours très prudent lors de sa victoire, à l'opposé d'un discours triomphaliste, au cours duquel il a réaffirmé sa ligne « une Argentine plus

égalitaire ». Il n'a eu de cesse d'expliquer aux Argentins la situation difficile dans laquelle il récupère le pays et à quel point les marges de manœuvre dont il dispose sont limitées. Il doit faire attention à ne pas décevoir la population qui a voté pour lui et qui a de fortes attentes en matière de récupération de ses droits économiques et sociaux.

Comment envisager les relations avec le Brésil de Bolsonaro ? Plus largement, dans quel contexte régional s'inscrit cette élection ?

L'élection argentine constitue un nouvel épisode du scénario latino-américain, marqué depuis maintenant quelques années par des oscillations très fortes, vers la gauche ou vers la droite, sur fond de « dédagisme ». Les scénarios politiques sont très volatiles dans la région, l'épisode argentin fait partie de ce « moment » latino-américain, où on voit un nouveau rapport de force instable et évolutif se dessiner. Des gouvernements de droite néolibéraux et proaméricains, qui peinent face à une crise économique et sociale et à l'insaisissable Donald Trump, côtoient aujourd'hui sur le sous-continent des gouvernements résilients ou de retour issus de la vague des gauches progressistes des années 2000, dans des conditions beaucoup plus difficiles qu'auparavant. La réélection cette année d'Evo Morales a été l'objet de fortes tensions en Bolivie. De la même manière, au Chili, en Équateur et en Haïti, les rues s'embrasent sur des questions sociales qui deviennent politiques en fragilisant les gouvernements en place. Enfin, en Uruguay, le gouvernement sortant de centre gauche se retrouve en mauvaise posture pour le second tour. Tout cela dans un contexte où les alliances latino-américaines se cristallisent autour de la crise vénézuélienne. L'élection argentine intervient dans ce contexte à partir duquel on peut imaginer quelques pistes d'évolutions des équilibres géopolitiques régionaux. D'une part, la configuration des alliances autour de la question vénézuélienne va de nouveau évoluer, puisque Alberto Fernandez a d'ores et déjà déclaré que son pays ne prendrait plus part au groupe de Lima – qui réunit tous les pays qui ne reconnaissent pas Nicolas Maduro comme président du Venezuela et qui sont alliés aux États-Unis pour demander un changement de régime à Caracas. Alberto Fernandez rejoint donc le Mexique et l'Uruguay. Tout indique que des canaux de discussions vont se développer, de manière assez inédite, entre Buenos Aires et Mexico dans le futur. D'ores et déjà, les entourages des présidents mexicain et argentin se côtoient activement et étudient la manière dont les deux pays peuvent travailler ensemble sur l'avenir de la région : Venezuela, Cuba, mais également intégration régionale. Il s'agira aussi d'initier le retour d'un multilatéralisme minimalement fonctionnel dans la région pour faire face à ces multiples tensions et crises, et aux diverses embardées de Donald Trump. En tant que « président élu » – c'est son statut jusqu'à sa prise de fonction prévue le 10 décembre -, Alberto Fernandez a choisi de réserver son premier voyage extérieur non pas au Brésil, mais précisément au Mexique pour rencontrer Andres Manuel Lopez Obrador (« AMLO »). C'est un geste politique très fort, inédit, tandis que Jair Bolsonaro ne l'a pas félicité pour sa victoire – autre geste politique fort, d'hostilité cette fois, et tout à fait inhabituel entre les deux pays. Au contraire, le président du Brésil a dit que les Argentins avaient fait « le mauvais choix » et s'est offusqué que son nouvel homologue argentin remercie l'ancien président brésilien Lula – « *injustement emprisonné* » a-t-il précisé – pour son message de soutien et de félicitations envoyé depuis sa cellule. Beaucoup de choses sont en jeu désormais au niveau régional avec cette élection. Le Mercosur – et son accord avec l'UE – vont chanceler. Jair Bolsonaro a menacé de s'éloigner du bloc si Alberto Fernandez était élu. Nous y sommes. Et le nouveau président de l'Argentine a déjà prévenu pour sa part que l'accord avec l'UE ne le satisfaisait pas en ce qu'il était trop asymétrique et minait les perspectives d'industrialisation de son pays. L'élection de Alberto Fernandez ne se traduira pas par une politique visant des ruptures franches ou des initiatives trop offensives ou tonitruantes sur le terrain régional. Le nouveau président privilégiera certainement un travail de diplomatie quotidienne équilibrée qui essaiera de contribuer à ce que les pays progressistes dans la région puissent avant toute chose se maintenir

et survivre dans un contexte régional, mondial et économique déprimé. Mais les actions d'autres gouvernements, comme celui du Brésil, influenceront sur ses propres choix. De tout cela, Mexico et Buenos Aires parleront beaucoup à l'avenir. Parallèlement à la rencontre des deux dirigeants prévue à Mexico, Buenos Aires accueillera une réunion du « Groupe de Puebla » en novembre. Ce groupe informel, fondé dans la ville mexicaine en 2019, rassemble nombre de dirigeants politiques des gauches latino-américaines qui tentent de reconstruire leur agenda commun face aux nouvelles configurations régionales.

7/ SECURITE INTERIEURE

□ □THEME 7 - 1 : Sécurité des parlementaires français : il faut reprendre le contrôle sur les smartphones

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 29 octobre 2019

Auteur : Louis Adam

Adressé par Elie Billaudaz

Depuis 2016, l'utilisation d'attaques informatiques pour déstabiliser politiquement un pays est sur le devant de la scène. C'est notamment un des sujets qui préoccupe l'Anssi et qui a marqué la précédente élection présidentielle. Rien de surprenant à ce que le parlement s'empare donc du sujet : dans un rapport rendu public le 24 octobre, le sénateur LR Jérôme Bascher s'est donc attelé à faire le point sur les risques auxquels les parlementaires sont exposés sur le plan de la cybersécurité. Le rapport tente de faire le tour des différents risques auxquels le parlement est exposé, en se penchant sur le Sénat, l'Assemblée nationale, mais aussi sur la chaîne Public Sénat et le Conseil constitutionnel. Le rapport émet 4 recommandations visant principalement à durcir la sécurité du parlement et du processus électoral. L'une des premières recommandations faites par le sénateur est de reprendre le contrôle des appareils et équipements utilisés par les sénateurs et députés : « votre rapporteur spécial observe que la possibilité laissée aux sénateurs de s'équiper librement, en choisissant pour eux-mêmes et pour leurs collaborateurs les modèles d'ordinateurs et de périphériques qu'ils souhaitent, rend la tâche des équipes du Sénat chargées de la sécurité informatique beaucoup plus complexe », écrit ainsi le sénateur. Les sénateurs et parlementaires disposent en effet d'une certaine liberté à l'égard des outils et applications qu'ils utilisent pour communiquer avec leurs équipes : les parlementaires du groupe LREM sont ainsi connus pour utiliser l'application de messagerie chiffrée Telegram pour s'organiser.

Heureusement, il y a l'Anssi

Le sénateur reconnaît également le rôle crucial de l'Anssi dans la sécurisation du parlement : c'est d'ailleurs l'objet de sa première recommandation, qui propose de « conforter le rôle de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) auprès des pouvoirs publics. »

Deux autres recommandations visent des aspects plus spécifiques du processus électoral : ainsi le sénateur souhaiterait « reporter l'entrée en vigueur de la disposition organique permettant la transmission par voie électronique des parrainages pour l'élection présidentielle. » La mise en place d'une collecte électronique des parrainages nécessiterait selon les auteurs du rapport « la mise en place d'une identité numérique de niveau élevé. » La mise en place d'un service fiable d'identité numérique est l'un des grands chantiers de la Dinsic, et le rapport concède que cela simplifierait la tâche des maires chargés de parrainer des candidats.

La grande question du coût

Mais le délai de mise en place de ce dispositif paraît trop court pour mettre en place « une solution fiable et présentant toutes les garanties de sécurité. » Plus pragmatique, le rapport suggère en dernière recommandation de « moderniser le système informatique robuste de remontée de résultats des élections dans les préfectures » : ce système informatique est utilisé depuis 2019 afin de centraliser dans un fichier informatique les différents décomptes de résultats remontés par les bureaux de vote. La grande inconnue du rapport reste la question du coût : le sénateur a tenté d'estimer la part du budget consacrée à la sécurité par les différents organes parlementaires, mais la complexité du système et les nombreux acteurs impliqués rendent la tâche délicate. « Au sein du budget alloué chaque année à la direction des systèmes d'information de chacune des structures concernées, il n'est pas possible d'isoler un ensemble de dépenses spécifiquement consacrées à la sécurité informatique », explique le rapport. À titre d'exemple, le rapport avance néanmoins que « les dépenses de sécurité à proprement parler représentaient sur la période 2016-2018 entre 150 000 et 300 000 euros, dont la moitié consacrée à la maintenance » pour la direction informatique du Sénat, mais le rapporteur précise que ce chiffre peut être soumis à d'importantes variations.

8/ ENERGIE - ENVIRONNEMENT – CLIMAT

□ □ THEME 8 - 1 : La COP 25 annulée au Chili, l'ONU

cherche un plan B

Source, journal ou site Internet : RFI

Date : 31 octobre 2019

Auteur : Carrie Nooten

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Après l'annonce du président chilien annulant la tenue de la COP25 à Santiago au mois de décembre, l'ONU est à la recherche d'un plan B. Le président chilien, Sebastien Pinera, a pris la décision d'annuler la COP25 à Santiago, qui devait se tenir du 2 au 13 décembre ainsi que l'Apec qui devait avoir lieu les 16 et 17 novembre, alors que la capitale est bloquée depuis plusieurs semaines par des manifestations populaires. Un contexte qui ne semble pas propice pour accueillir les 25 000 invités, chefs d'État, ministres et représentants de la société civile confondus. Il ne reste que quelques semaines pour tout réorganiser.

Trouver un nouveau pays d'accueil

Plusieurs options s'offrent à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, la CCNUCC, l'organisme qui encadre les COP. La première serait d'organiser la rencontre de décembre à Bonn, là où se trouve son siège. La deuxième, organiser la COP25 en juin prochain, en couplant la conférence avec des négociations sur le climat déjà prévues à Bonn. Enfin, la dernière solution serait de changer de pays organisateur, un choix moins probable après les mois de travail déjà fournis par le Chili pour donner une orientation forte sur le climat. Farhan Haq, porte-parole du secrétaire général de l'ONU.

Le Chili reste le président de la COP25

Pour Farhan Haq, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, le Chili reste le président de la 25e Conférence des parties et la direction que le pays a pu donner ces derniers mois va perdurer. « *La vraie question est de trouver un endroit convenable, et avec un peu de chance, on devrait en trouver un. Il y a eu des précédents où le pays organisateur n'est pas le même que le pays*

où se déroule la conférence. » En 2017-2018 déjà, un pays organisateur n'avait pu recevoir les participants à la COP23, c'était les Fidji. Le pays avait été jugé trop inaccessible par de nombreux invités, et la conférence principale avait été organisée à Bonn. « Notre gouvernement, avec un profond sentiment de douleur, parce que c'est douloureux pour le Chili, a décidé de ne pas organiser le sommet de l'Apec, prévu au mois de novembre, ni celui de la COP, prévu au mois de décembre. Nous déplorons et nous regrettons profondément les problèmes et les désagréments que cette décision induit, tant pour l'APEC que pour la COP. Mais en tant que président de tous les Chiliens, je me dois de toujours donner priorité aux problèmes et aux intérêts des Chiliens, à leurs besoins, à leurs aspirations et à leurs espoirs » Sebastian Pinera, président du Chili

□ □ THEME 8 - 2 : Inde : la centrale nucléaire de Kudankulam victime d'une attaque informatique

Source, journal ou site Internet : RFI

Date : 31 octobre 2019

Auteur : Côme Bastin

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

Située à l'extrême pointe sud, dans l'État du Tamil Nadu, la centrale de Kudankulam est la plus importante des centrales nucléaires du sous-continent. Plus d'un million d'habitants vivent dans un rayon de 30 kilomètres autour du site. Les autorités indiennes de sûreté nucléaire ont reconnu mercredi soir qu'un virus informatique avait été détecté à la centrale de Kudankulam, dans l'État de Tamil Nadu. L'émotion est d'autant plus vive que cela faisait plusieurs jours que la rumeur d'une attaque informatique sur la centrale tournait sur les réseaux. Tout a commencé le 28 octobre par un tweet de Pukhraj Singh, ancien membre des services de renseignement indiens. Dans ce message, l'expert en cyber-intelligence affirmait qu'un virus avait infecté les serveurs informatiques de la centrale et que les autorités indiennes en étaient informées depuis plusieurs jours. Retweeté 735 fois en quelques heures, ce tweet a poussé les responsables de la centrale à réagir en affirmant dans un premier temps qu'un tel piratage était absolument impossible. Le communiqué a été repris par *The Hindu*.

Une attaque qui a fait le tour des réseaux

Le 29 octobre a été une journée confuse. Beaucoup de médias ont relayé les dénégations des autorités. D'autres comme *The Quint* ont mis en doute la version officielle. Et la fièvre s'est bien sûr emparée des réseaux avec le hashtag #Kudankulam, l'expert Pukhraj Singh continuant à étayer ses accusations. L'opposition est aussi montée au créneau sur internet pour réclamer des explications au gouvernement. « *Si une puissance hostile est en mesure de mener une cyberattaque sur nos installations nucléaires, les implications pour la sécurité nationale de l'Inde sont inimaginables* » a tweeté Shashi Tharoor, membre du Congrès et président de la commission parlementaire sur les technologies de l'information. Un tweet qui a été repris un millier de fois.

Un virus sur les ordinateurs administratifs

Les autorités ont ensuite changé leur version, sûrement sous la pression des internautes et des médias. Mais elles ne parlent pas d'une « *attaque informatique* » à proprement parler. Dans un communiqué publié mercredi 30 octobre, elles reconnaissent qu'un virus a bien été détecté sur l'un des ordinateurs administratifs de la centrale en septembre dernier. Mais elles affirment que

celui-ci n'était pas en mesure d'infecter le reste de l'installation, qui fonctionne complètement indépendamment d'internet.

Cascades de rumeurs

La thèse officielle est celle d'un virus provenant d'un groupe de hackers nord-coréens appelé Lazarus. Mais les rumeurs vont évidemment bon train sur internet. Si les réacteurs de la centrale semblent être bien restés hors d'atteinte du programme, des informations confidentielles sur le personnel ou la technologie pourraient avoir été dérobées. La thèse circule aussi que ces hackers nord-coréens ne seraient qu'un écran qui cacherait des hackers chinois. Les tensions entre New Delhi et Pékin sont en effet importantes autour de la frontière de l'Arunachal Pradesh, dans l'Himalaya. Et puis, comme souvent en Inde, certains internautes voient la main de l'éternel ennemi pakistanais derrière cette attaque.

9/ GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE :

□ □ THEME 9 - 1 : Le Québec va tester les « valeurs démocratiques » des migrants

Source, journal ou site Internet : Le Point

Date : 31 octobre 2019

Auteur : AFP

Adressé par Jean-François Mazaleyrat

C'est une nouvelle étape dans la politique du gouvernement québécois visant à adopter une ligne plus dure sur l'immigration et la laïcité. Le gouvernement de la province a annoncé mercredi qu'il allait imposer un test de « valeurs démocratiques et québécoises ». Seront concernés par cette épreuve tous les immigrants économiques souhaitant s'établir dans cette province canadienne francophone dès le 1er janvier 2020. Pour obtenir cette « attestation d'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises », le candidat devra obtenir au moins 75 % de réussite à une vingtaine de questions sur l'égalité homme-femme, la laïcité, la francophonie, les droits de la personne ou la démocratie. Ce test ne sera pas une condition à l'obtention de la résidence permanente, qui relève du gouvernement fédéral.

La question de l'intégration

Le but de ce test est de s'assurer que les immigrants potentiels vont « s'intégrer en français à la société québécoise et adhérer aux valeurs québécoises », a déclaré le ministre provincial de l'Immigration, Simon Jolin-Barrette, lors d'une conférence de presse. Un immigrant souhaitant s'installer dans la province doit demander auprès du Québec un certificat de sélection lui permettant ensuite de postuler pour la résidence permanente auprès du gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral refuse de reconnaître le test comme une condition indispensable à la résidence permanente, un test de connaissances sur le Canada étant déjà imposé aux immigrants potentiels.

Des projets de loi controversés

Le parti de centre droit de François Legault a été porté au pouvoir il y a un an avec la promesse de réduire de plus de 20 % le nombre d'immigrants et de réfugiés que le Québec accueille chaque année. « En prendre moins, mais en prendre soin », avait-il répété. Mi-juin, l'Assemblée nationale du Québec avait adopté deux projets de loi controversés soutenus par le nouveau gouvernement centriste : l'un prévoyant l'interdiction des signes religieux pour certains fonctionnaires, l'autre engageant une refonte du système d'immigration. Simon Jolin-Barrette

souhaite notamment augmenter la part d'immigrants économiques au Québec pour mieux combler les besoins du marché du travail.

□ □ THEME 9 - 2 : Reconnaissance faciale dans les lycées : la CNIL dit non

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 30 octobre 2019

Auteur : Guillaume Serries

Adressé par Elie Billaudaz

La Commission nationale informatique et libertés (Cnil) vient d'indiquer s'opposer à la mise en place d'un système de reconnaissance faciale dans deux lycées situés à Nice et à Marseille. "Ce dispositif concernant des élèves, pour la plupart mineurs, dans le seul but de fluidifier et de sécuriser les accès n'apparaît ni nécessaire, ni proportionné pour atteindre ces finalités" explique la Cnil dans un communiqué. Les lycées des Eucalyptus et Ampère attendaient une décision de la Cnil pour mettre en place un dispositif de contrôle d'accès aux établissements par un système de reconnaissance faciale.

"Le dispositif projeté est contraire aux grands principes posés par le RGPD"

"Ce dispositif (...) devait permettre d'assister les agents en charge du contrôle d'accès aux lycées afin de prévenir les intrusions et les usurpations d'identité et de réduire la durée de ces contrôles" note la Cnil. "En présence de moyens alternatifs moins intrusifs, tel qu'un contrôle par badge, le recours à un dispositif de reconnaissance faciale pour contrôler les accès à un lycée apparaît disproportionné" ajoute la Cnil, qui précise en conséquence que la mise en place d'un dispositif de ce type est illégal. Après un examen attentif du projet, la CNIL a considéré que le dispositif projeté est contraire aux grands principes de proportionnalité et de minimisation des données posés par le RGPD (Règlement général sur la protection des données)" mentionne également la Commission. La Commission a également rappelé "que les traitements de données biométriques sont d'une sensibilité particulière, justifiant une protection renforcée des personnes. Notamment, les dispositifs de reconnaissance faciale sont particulièrement intrusifs et présentent des risques majeurs d'atteinte à la vie privée et aux libertés individuelles des personnes concernées. Ils sont par ailleurs de nature à créer un sentiment de surveillance renforcé".

"Ce n'est pas parce qu'on me dit non que je vais arrêter le match"

La CNIL avait été saisie par la région PACA, responsable des lycées, d'une demande de conseil portant sur l'expérimentation d'un « portique virtuel » de contrôle d'accès par reconnaissance faciale à l'entrée des deux établissements. Mais début septembre, le président LR de la région PACA Renaud Muselier avait annoncé qu'un avis contraire de la Cnil ne signifierait pas forcément la fin du projet mentionne l'AFP. "Ce n'est pas parce qu'on me dit non que je vais arrêter le match, ce n'est pas fini", soulignait-il.

Multiplication des initiatives en France

L'utilisation de la technologie de reconnaissance faciale est en plein développement en France. Un outil de reconnaissance faciale porté par les autorités françaises, Alicem, sera lancé prochainement, malgré les critiques de la Cnil et des associations de défense de la vie privée. Cet outil doit permettre d'accéder aux services publics sur la plateforme "France Connect" avec

un niveau de sécurité "élevé". Par ailleurs la société Aéroports de Paris (ADP) a lancé une expérimentation autour de la reconnaissance faciale. Avec l'objectif assumé de permettre l'essor d'un véritable "passeport biométrique" dans les aéroports de France. En février dernier, la ville de Nice avait également testé la reconnaissance faciale lors du carnaval organisé par la ville. Là aussi, la Cnil avait grincé des dents.

10/ GEOPOLITIQUE DE L'INFORMATION :

□ □THEME 10 - 1 : UE : une vulnérabilité majeure corrigée dans le système d'authentification eIDAS

Source, journal ou site Internet : ZDnet.com

Date : 30 octobre 2019

Auteur : Catalin Cimpanu

Adressé par Elie Billaudaz

Les autorités européennes ont publié aujourd'hui un correctif pour le système eIDAS. Le correctif corrige deux failles de sécurité qui auraient pu permettre à un attaquant de se faire passer pour n'importe quel citoyen ou entreprise de l'UE lors de transactions officielles. Le système eIDAS, pour electronic IDentification, Authentication and Trust Service, est un système électronique très complexe et sécurisé par chiffrement. Son but ? Gérer les transactions électroniques et les signatures numériques entre les États membres de l'UE, les citoyens et les entreprises. L'UE a créé l'eIDAS en 2014 pour permettre aux gouvernements, aux citoyens et aux entreprises des États membres d'effectuer des transactions électroniques transfrontalières qui peuvent être vérifiées dans les bases de données officielles de tous les pays, quel que soit le pays d'origine de la transaction. eIDAS-Node est le progiciel officiel que les organismes gouvernementaux exécutent sur leurs serveurs pour prendre en charge les transactions compatibles eIDAS dans leurs bases de données privées. En raison de ce rôle crucial, toute vulnérabilité du logiciel eIDAS-Node peut permettre aux pirates de falsifier les transactions numériques officielles de l'UE, telles que les paiements d'impôts, les virements bancaires, les envois de marchandises et autres.

Deux vulnérabilités trouvées dans eIDAS-Node

Dans un rapport repéré en exclusivité par ZDNet la semaine dernière, des chercheurs en sécurité de SEC Consult ont déclaré avoir trouvé deux vulnérabilités de ce type qui pourraient permettre à un attaquant de se faire passer pour tout citoyen ou entreprise de l'UE. Les chercheurs de SEC Consult ont déclaré avoir constaté que les versions actuelles du paquet eIDAS-Node ne parviennent pas à valider les certificats utilisés dans les opérations eIDAS, permettant aux pirates de falsifier le certificat de tout autre citoyen ou entreprise eIDAS. Pour réaliser l'attaque, un acteur de la menace n'a qu'à initier une connexion malveillante à un serveur eIDAS-Node de n'importe quel État membre et à fournir de faux certificats lors du processus d'authentification initial. "Nous avons démontré cette attaque dans notre installation en utilisant l'application fournie par la Commission européenne. Par conséquent, nous nous attendons généralement à ce que cette attaque soit faisable", a déclaré Wolfgang Ettliger, consultant principal en sécurité chez SEC Consult, à ZDNet dans un courriel reçu ce mardi. Cependant, nous ne disposons pas d'informations détaillées sur la configuration ou les mesures de sécurité supplémentaires des systèmes de production déployés", a ajouté M. Ettliger. "Nous ne sommes donc pas en mesure de donner des informations sur l'État membre qui a été affecté et dans quelle mesure." Interrogé par ZDNet, un porte-parole de la division CONNECT de la Commission européenne a refusé de commenter publiquement ces vulnérabilités. Une mise à jour du progiciel eIDAS-Node est

prévue aujourd'hui (v2.3.1), ainsi qu'un avis de sécurité invitant les États membres à mettre à jour eIDAS-Node. Les détails techniques sur les deux vulnérabilités sont disponibles dans l'avis de sécurité de SEC Consult qui doit être mis en service plus tard dans la journée.

□ □ THEME 10 - 2 : Pourquoi Twitter décide d'interdire la publicité politique, contrairement à Facebook et Instagram

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 31 octobre 2019

Auteur : avec Marketing et réseaux sociaux Benoit Darcy

Adressé par Elie Billaudaz

Alors qu'on a vu récemment Alexandria Ocasio-Cortez crucifier sur ce sujet Mark Zuckerberg lors d'une audition sous haute tension au Congrès américain, Jack Dorsey, PDG de Twitter, enfonce le clou. Alexandria Ocasio-Cortez, "AOC" pour les intimes et surtout star montante du parti démocrate américain avait en effet fustigé le dirigeant de Facebook sur le sujet de la publicité politique et de la manipulation de l'opinion rendue possible par Facebook. Cette séquence remarquée au Congrès avait suscité il y a quelques jours un commentaire tranché de Dorsey au sujet de la publicité politique : « *Pour nous ce n'est pas crédible de dire : "Nous travaillons dur pour empêcher les gens de contourner les règles de nos systèmes pour diffuser des informations fausses mais si quelqu'un nous paye pour forcer les gens à voir leur publicité politique... alors ils peuvent dire ce qu'ils veulent !"* », avait-il ainsi déclaré. Cette fois, il pousse la logique jusqu'au bout et Twitter annonce l'interdiction de la publicité à caractère politique sur son réseau. Le fondateur de Twitter explique également les raisons de cette décision dans un *thread* sur son compte. « *Nous pensons que la portée d'un message politique doit se mériter, pas s'acheter* » commence t-il. Et d'ajouter « *Payer pour avoir de l'audience impose aux gens des messages politiques parfaitement optimisés et ciblés (...) Nous estimons que cette décision [d'adhérer à une idéologie politique] ne doit pas être polluée par l'argent.* » L'ensemble des points juridiques encadrant cette décision sera publié le 15 novembre. L'interdiction prendra effet au 22 novembre. Il est historique de constater une telle décision dans le petit monde agité des réseaux sociaux. Eux, dont la principale source de revenus est la publicité, et dont les partis politiques sont littéralement friands tant ces plateformes leur proposent une capacité de ciblage fine et efficace. Il n'y a qu'à constater le nombre de publicités Facebook ou Instagram actives sur les comptes des personnalités politiques américaines pour s'en convaincre. Au hasard, et sans sélection ni ordre particulier : Donald Trump, Elisabeth Warren, Bernie Sanders... Pour le coup, Facebook a fait des efforts de transparence là dessus puisque son outil Ad Library permet de voir qui pubbe sur quoi en temps réel (et pas qu'en politique d'ailleurs). Reste que la décision de Twitter est majeure dans le sens où elle crée un précédent dans une industrie qui a décuplé les opportunités de manipulation. On ne peut pas reprocher aux réseaux sociaux de manipuler l'opinion puisque la presse politique ou certains programmes audiovisuels le font depuis bien plus longtemps... Par contre les réseaux sociaux ont amené un arsenal d'outils incroyablement efficaces pour travailler sur de l'idéologie. Jack Dorsey fait aujourd'hui passer Mark Zuckerberg pour un ringard en fin de cycle, luttant contre une Elisabeth Warren et ses menaces de démantèlement, agitant le drapeau de la libre expression tout en en avouant le naufrage sur sa plateforme en matière d'encadrement des contenus illicites. Après une telle décision, quel autre choix pour Facebook que celui de s'aligner ? C'est une pression supplémentaire sur la firme de Menlo Park, et qui ouvre une fois de plus le débat de la régulation. Pourquoi Jack en vient à bannir la publicité politique ? Par conviction, peut être. Par bienveillance, on l'espère. Mais surtout parce qu'il dirige le canal de communication favori du Président des Etats-Unis, loin devant tous les autres, et parfois au grand dam des communicants de la maison blanche. Dans un paysage digital post-Cambridge

Analytica, Jack Dorsey sait que la pub sur Twitter, avec un Trump *power-user* de la plateforme, est une bombe à retardement. Sa décision est sage, et permet de laisser le sujet épineux de la régulation à un Zuckerberg de plus en plus englué. A moins que ce soit les Etats, encore souverains en la matière, qui décident d'une réglementation spécifique ? Rappelons qu'en France, la législation régleme avec abondance et précision les conditions de diffusion de la publicité politique. Depuis la Loi « Rocard » du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques, le Code électoral l'interdit dans les six mois précédant un scrutin, mais uniquement sur les canaux *offline*. Le *online* n'est pas réellement concerné par cet encadrement législatif. Peut être serait-il opportun de s'y pencher ?

□ □ THEME 10 - 3 : Huawei et ZTE dans la ligne de mire du gendarme américain

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 30 octobre 2019

Auteur : Pierre Benhamou

Adressé par Elie Billaudaz

Voilà qui ne va pas arranger la situation des constructeurs chinois, au premier rang desquels Huawei et ZTE, sur le marché américain. Interrogé lors de la Conférence mondiale des radiocommunications, le président de la FCC Ajit Pai a sorti l'artillerie lourde pour faire table rase des deux constructeurs sur le marché américain. Ce dernier a ainsi indiqué être favorable à l'adoption d'une loi destinée à empêcher toute entreprise faisant affaire avec une société représentant une menace pour la sécurité nationale de profiter de subventions publiques. Une menace qui vise explicitement les partenaires commerciaux de Huawei et consorts sur le marché américain, alors que la firme de Shenzhen, comme ZTE avant elle, est régulièrement pointée du doigt par Washington, qui la considère comme le "cheval de Troie" de Pékin dans ses réseaux nationaux. Pour le patron du gendarme américain des télécoms, nommé à ce poste par l'administration Trump, "quand il s'agit de la 5G et de la sécurité des Etats-Unis, nous ne pouvons pas nous permettre de prendre un risque et d'espérer que tout se passera bien".

Exploiter les vulnérabilités des réseaux

"Alors que les États-Unis modernisent leurs réseaux pour passer à la prochaine génération de technologies sans fil-5G, nous ne pouvons ignorer le risque que le gouvernement chinois cherche à exploiter les vulnérabilités des réseaux afin de se livrer à l'espionnage, d'insérer des logiciels malveillants et des virus et de compromettre autrement nos réseaux de communications essentiels" a affirmé ce dernier. Il fonde son raisonnement sur une "loi chinoise qui exige que toutes les sociétés soumises à sa juridiction se conforment secrètement aux demandes des services de renseignement chinois".

La manière forte

"Compte tenu des risques pour la sécurité nationale, nous croyons qu'il est temps que le gouvernement fédéral prenne des mesures plus concertées. Cela signifie, entre autres, qu'il faut s'assurer que notre gouvernement n'aggrave pas le problème en dépensant l'argent du peuple américain pour acheter des produits et services de toute entreprise qui représente une menace pour la sécurité nationale de nos réseaux de communications", avait déjà indiqué auparavant le président de l'Autorité, à l'offensive face au problème posé par la participation de Huawei au déploiement des futurs réseaux 5G outre-Atlantique. Dans le détail, le gendarme américain proposera l'adoption d'un texte de loi en deux parties à compter du 19 novembre prochain.

Celui-ci proposera tout d'abord un projet de rapport et d'ordonnance pour interdire aux entreprises américaines d'avoir recours au Fonds américain pour le service universel de 8,5 milliards de dollars pour acheter de l'équipement ou des services à toute entreprise qui représente une menace pour la sécurité nationale.

Mise en place d'une évaluation

"Le projet de rapport et d'ordonnance désignerait initialement deux sociétés chinoises - Huawei et ZTE Corporation - comme sociétés présentant un risque pour la sécurité nationale et établirait un processus pour désigner d'autres sociétés couvertes dans l'avenir", a précisé la FCC qui ne s'embarrasse plus pour cibler explicitement les constructeurs chinois. En outre, le président du gendarme américain s'est également déclaré favorable à la mise en place d'une évaluation pour estimer le niveau d'implication de Huawei et ZTE dans les réseaux américains et chiffrer les coûts nécessaires à leur remplacement, ainsi qu'à l'adoption d'un fonds d'aide aux opérateurs américains pour les aider à accélérer leur transition vers des "fournisseurs plus fiables". De quoi douter encore davantage de l'implication future des deux constructeurs sur le marché américain.

[THEME 10 - 4 : La prochaine frontière de l'intelligence artificielle, comme l' imagine Yann LeCun, Prix Turing 2019](#)

Source, journal ou site Internet : ZDnet.com

Date : 30 octobre 2019

Auteur : Rayon Tiernan

Adressé par Elie Billaudaz

On dit que les ingénieurs - et certains scientifiques, mais surtout les ingénieurs - peuvent visualiser dans leur esprit ce qui n'existe pas encore et ce longtemps avant de construire quelque chose. Le responsable de l'intelligence artificielle de Facebook, Yann LeCun, semble correspondre à ce profil. "Je travaille surtout par intuition" écrit-il dans *Quand la machine apprend*, un nouveau livre qui intègre biographie, conférence scientifique et histoire de l'IA. "Je projette dans ma tête les cas limites, ce qu'Einstein appelle les "expériences de pensée", écrit LeCun. Cette capacité d'imaginer quelque chose qui n'existe pas, peut-être à la limite de ce que l'on croit généralement faisable. Mais c'est la marque des ingénieurs et des innovateurs. Yann LeCun est une rareté dans le monde de l'IA. C'est un scientifique qui est à l'aise dans la conception d'algorithmes, mais qui a aussi un pied dans l'ingénierie informatique.

Une intuition bien étoffée Yann LeCun à remporté cette année le prix Turing de l'ACM - Association for Computing Machinery - (comme la Médaille Fields est considérée comme le Nobel des maths., le prix Turing a rang de Nobel pour l'informatique), et il est surtout connu pour avoir fait progresser et perfectionné le réseau neuronal convolutionnel, ou CNN, dans les années 1990. Il n'a pas inventé ceci à partir de zéro, mais il a rendu les CNNs pratiques et réalisables. Ces CNN ont constitué le fondement de la révolution de l'apprentissage machine (Machine learning) qui a permis à Yann LeCun de se faire connaître au cours de la dernière décennie aux côtés de ses compatriotes, Geoffrey Hinton et Yoshua Bengio, les autres lauréats. Yann LeCun était sur scène mercredi dernier à l'Institute for Advanced Study de Princeton, NJ, pour expliquer ce qui semblait être de l'intuition, mais une intuition bien étoffée. Il s'agissait d'un atelier de trois jours sur l'apprentissage profond, plus précisément sur la théorie de l'apprentissage profond.

Vers l'apprentissage non supervisé

Organisé par Sanjeev Arora, professeur de mathématiques à l'Institut, l'événement a attiré de nombreuses personnalités de l'intelligence artificielle, dont Anima Anandkumar, responsable de la recherche de Nvidia, et Léon Bottou, chercheur chez Facebook. La présentation de Yann

LeCun portait sur comment aller au-delà des exemples de formation labellisées d'apprentissage profond conventionnel. "Nous n'obtiendrons pas une intelligence aussi générale que celle des humains avec la supervision ou l'apprentissage multitâche" a-t-il déclaré à l'auditoire. "Il va nous falloir autre chose." Selon Yann LeCun, cette autre chose, c'est de l'apprentissage non supervisé. Et pour rendre possible l'apprentissage non supervisé, il faut travailler davantage sur une approche connue sous le nom d'apprentissage basé sur l'énergie.

Réseau Hopfield et Machine de Boltzmann

Les fonctions énergétiques existent dans l'IA depuis des décennies. Le biologiste John Hopfield a popularisé cette approche pour la première fois dans les années 1980 avec ce qui a été connu sous le nom de "Réseau Hopfield". C'était à l'époque une percée dans le domaine de l'apprentissage machine, et elle a conduit à d'autres types d'algorithmes d'apprentissage qui traitent des notions d'un champ énergétique à optimiser, comme la "Machine de Boltzmann" poursuivie par Hinton. "L'apprentissage basé sur l'énergie existe depuis un certain temps, observe Yann LeCun, et il m'est revenu récemment à l'esprit en raison de la nécessité de faire moins de supervision". Les détails deviennent rapidement abscons à mesure que la présentation a lieu. Reconnaissons le. Mais l'idée de base est qu'au lieu de créer des tonnes d'ensembles de données étiquetées, comme des images de chats et de chiens, ou de passer des milliers d'heures à jouer aux échecs comme AlphaZero de DeepMind, prenez juste quelques données brutes très abondantes, comme de nombreux clips YouTube, et envoyez-les sur une machine.

"Regarder YouTube ou Facebook Live toute la journée"

"Il s'agit de faire une machine vraiment grande et de la faire regarder YouTube ou Facebook Live toute la journée" a déclaré Yann LeCun. La machine peut être entraînée à prédire ce qui va suivre après chaque vidéo. La compatibilité entre une prédiction et la réalité est ce qu'on appelle un niveau d'énergie. Une énergie inférieure est meilleure, plus compatible, c'est-à-dire plus précise, donc un réseau neuronal essaie d'atteindre un état de basse énergie idéal. Le message de LeCun est assez radical dans le contexte de l'apprentissage machine. Les fonctions énergétiques suppriment la prédiction probabiliste dans la vision de Yann LeCun. "Je pense que le bon cadre pour cela est de jeter le cadre probabiliste." Le réseau neuronal typique devrait avoir des "poids infinis" a-t-il dit, ce qui est "inutile".

□ □ THEME 10 - 5 : De la DINSIC à la DINUM : la DSI de l'État ne change pas que de nom

Source, journal ou site Internet : silicon

Date : 29 octobre 2019

Auteur : Clément Bohic

Adressé par Elie Billaudaz

Changement de nom pour la DSI de l'État, qui voit évoluer le périmètre de ses missions.

Ne dites plus DINSIC, mais DINUM*.

La nouvelle identité de la DSI de l'État est établie dans un décret entré en application ce 28 octobre 2019. Le texte abroge un autre décret. En l'occurrence, celui qui avait porté, le 21 septembre 2015, création de la DINSIC. Cette dernière avait succédé à la DISIC, officiellement constituée le 21 février 2011. Certaines des missions qui lui étaient alors attribuées le restent sous l'ère DINUM. Notamment :

- Élaborer des cadres communs pour le développement des SI des administrations de l'État et la gestion de leur performance.
Orienter, animer et coordonner les actions visant à améliorer la qualité, l'efficacité, l'efficience et la fiabilité du service rendu par ces SI.

- Organiser et animer la concertation pour l'évolution de référentiels généraux (interopérabilité et accessibilité, sécurité...).
- Définir des règles et des procédures d'externalisation, de sous-traitance et d'achat de matériels, logiciels et prestations de services.
- Piloter ou copiloter certaines opérations de mutualisation entre administrations.

Un chef d'orchestre plus affirmé

Les missions inscrites au décret tout juste entré en vigueur dépassent cette dimension de mutualisation.

La DINUM est désignée comme chargée d'élaborer et de piloter la mise en œuvre de la stratégie numérique de l'État. À ce titre, elle assure, entre autres :

- le développement et le soutien de produits, services et programmes innovants en vue de leur intégration dans les ministères ;
- l'élaboration et la mise à disposition de ressources numériques partagées ainsi que de méthodes et outils d'usage commun.

De nouveaux axes de travail lui sont confiés dans ce cadre. Parmi eux :

- Promouvoir les méthodes de travail « ouvertes, agiles et itératives ».
- Délivrer des labels aux solutions et services qui respectent les principes et les règles d'urbanisation et de construction des SI publics.
- Sur le volet *open data*, accorder une attention particulière à la question des codes sources.

Des « mini-DINUM » dans les ministères

Autre décret abrogé : celui – de septembre 2014 – qui créait la fonction d'AGD (administrateur général des données). Ce rôle, assimilable à celui d'un CDO, consiste à « [coordonner] l'action des administrations en matière d'inventaire, de gouvernance, de production de circulation et d'exploitation des données ». Il est dorénavant assuré par le directeur de la DINUM, à savoir Nadi Bou Hanna. L'organe demeure sous la responsabilité du Premier ministre (actuellement Édouard Philippe). Lequel peut la déléguer aux membres du gouvernement, sauf en ce qui concerne :

- les infrastructures
- les réseaux de communication
- les échanges de données entre administrations
- les services numériques d'usage partagé
- les SI relatifs à des fonctions transversales des administrations de l'État

La gouvernance instaurée avec le rattachement de Mounir Mahjoubi à Bercy reste d'actualité :

– Le ministre de l'Action et des Comptes publics (Gérald Darmanin) a autorité sur la DINUM.
 – Le ministre de l'Économie et des Finances (Bruno Le Maire) et le secrétaire d'État chargé du numérique (Cédric O) en disposent.

La création de la DINUM s'assortit de la mise en place de « satellites » qui répliqueront ses principales missions au sein de chaque ministère.

* *DISIC* : Direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'État

DINSIC : Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État

DINUM : Direction interministérielle du numérique

11/ JOUR Par JOUR ... le 31 octobre 2019

□ □ THEME 11 - 1 : Evénements dont c'est aujourd'hui l'anniversaire

Source, journal ou site Internet : l'internaute histoire

Date : 31 octobre 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

1411

31 octobre

Traité de ségovie : le Portugal reconnu par la Castille

Par le traité de paix d'Ayton-Ségovie, la Castille reconnaît le Portugal, mettant un terme à la crise dynastique de 1383-1385. La mort de Ferdinand Ier du Portugal, en 1383, laisse planer les tentatives d'annexion du royaume par la Couronne de Castille, représentée par le successeur nominal, Jean Ier (1358-1390). Prétentions réfutées par le demi-frère de Ferdinand le Beau et futur Jean Ier le Bon (1358-1433), Grand-maître de l'Ordre d'Aviz, qui s'empare du trône après sa victoire écrasante sur les armées castillanes à Aljubarrota (14 août 1385).

1512

31 octobre

Inauguration de la fresque de la Chapelle Sixtine

L'œuvre gigantesque de Michel Ange est inaugurée à Rome. La critique est en admiration devant une telle grandeur. La fresque qui décore la voûte de la chapelle Sixtine mesure 40 mètre de long sur 13 mètres de large. Elle fut commandée à Michel-Ange par le pape Jules II.

1517

31 octobre

Les 95 thèses de Martin Luther

Sur la porte de l'église de Wittenberg en Saxe, le prêtre Martin Luther affiche ses 95 thèses. Il dénonce la pratique des "indulgences" qui promettent aux fidèles d'accéder plus rapidement au paradis contre le paiement d'un tribut au clergé. Il affirme aussi que les prêtres peuvent être mariés et il condamne la fonction cléricale. Les bases du protestantisme sont jetées. Les thèses de Luther seront diffusées à travers l'Allemagne sans son accord. Elles finiront brûlées par le pape Léon X en juin 1520.

1632

31 octobre

Naissance du peintre baroque hollandais Johannes Vermeer

Johannes Vermeer est né à Delft, en Hollande, le 31 octobre 1632. C'est l'un des peintres néerlandais les plus célèbres de l'époque baroque. Spécialisé dans la peinture de genre, son œuvre comprend quelques 45 tableaux représentant des scènes de la vie domestique et des sujets religieux, dont 35 seulement lui sont attribuées avec certitude. On lui doit notamment les toiles célèbres de "La Laitière", "L'Astronome" et "La jeune fille à la perle". Vermeer est réputé pour son art de la perspective, ses couleurs inimitables et son traitement de la lumière, laquelle entre souvent dans les intérieurs intimes par une fenêtre à gauche du sujet. Contemporain de Rembrandt, il mourra en 1675 à Delft.

1661

31 octobre

Début du règne de Fâzil Ahmet Pacha Köprülü

Le 31 octobre 1661, Fâzil Ahmet Pacha Köprülü succède à son père, Mehmet, et devient le plus jeune grand vizir de toute l'histoire de la Turquie. Né en 1635, Fâzil se montre moins brutal que son père, mais tout aussi implacable. Durant son règne, le royaume atteint son apogée et remporte de nombreuses campagnes militaires, comme l'invasion de la Hongrie en 1663. Il meurt le 6 novembre 1676 après plusieurs campagnes en Pologne.

1705

31 octobre

Naissance du futur pape Clément XIV

Giovanni Vincenzo Ganganelli naît le 31 octobre 1705, près de Rimini. Il est fait cardinal en 1759. Sous le nom de Clément XIV, il succède à Clément XIII en 1769, après un conclave de trois mois. A cette époque, l'Eglise est affaiblie par le jansénisme et les idées philosophiques qui attaquent la religion. Malgré lui, il doit supprimer la Compagnie de Jésus, le 21 juillet 1773. Il reste un pape très populaire, en particulier parmi les juifs, dont il était le protecteur.

1731

31 octobre

Expulsion des Luthériens de Salzbourg en Autriche par le prince-archevêque de la ville

Le 31 octobre 1731, la ville catholique de Salzbourg fixe un édit d'expulsion de la communauté protestante luthérienne qui sera publié le 11 novembre. Démarre alors une vague d'émigration appelée "La Grande émigration ". Les protestants quittent la ville en masse. On en comptera 22 000 soit un cinquième de la population de la ville. Ils seront accueillis en Prusse orientale à Berlin et Leipzig par Frédéric-Guillaume Ier (1688-1740). Ils s'installeront comme paysans sur ces terres.

1784

31 octobre

Révolte paysanne en Transylvanie

Entre le 31 octobre et le 2 novembre 1784 eut lieu la révolte des paysans roumains contre le système de servage. Cette révolte paysanne fut dirigée de Transylvanie par Vasile Niclas Horea, Ion Cloșca et Crisan. A l'époque, cette région roumaine est sous le joug de l'Empire autrichien des Habsbourg. Les principales revendications portent sur l'abolition de la servitude et sur les inégalités citoyennes trop fortes entre les Roumains et les autres ethnies de Transylvanie (Magyars, Saxons, Sicules).

1887

31 octobre

Naissance de Tchang Kai-shek

Le 31 octobre 1887 marque la naissance de Tchang Kai-shek, célèbre militaire et homme politique chinois. Il rejoint dès 1906, l'alliance révolutionnaire de Sun Yat-sen, son prédécesseur au Kuomintang. Allié aux communistes, il impulse l'Expédition du Nord pour soumettre les seigneurs de la guerre à son autorité, installée à Canton. Chef de gouvernement en alternance et président de la première République chinoise à Taïwan, il lutte contre les communistes de Mao jusqu'à sa mort le 5 avril 1975.

1916

31 octobre

Neuvième bataille de l'Isonzo

Pour la cinquième fois cette année, l'armée italienne lance une offensive contre les positions austro-hongroises dans la vallée de l'Isonzo. Les combats se tiennent du 31 octobre au 4 novembre, date à laquelle l'armée italienne, gênée par les conditions climatiques et de fortes pertes, mettra fin à l'opération. La neuvième tentative ne permettra pas d'effectuer une percée dans la forteresse naturelle que constitue la région montagneuse. Après une longue pause hivernale, les Italiens lanceront de nouveau un assaut en mai 1917.

1917

31 octobre

Troisième bataille de Gaza

Après deux échecs successifs, en mars et en avril, Les forces britanniques ainsi que celles du Commonwealth lancent une troisième offensive dans la bande de Gaza afin de chasser l'armée turque. 88 000 hommes dirigés par le général sir Edmund Allenby sont mobilisés pour l'occasion contre seulement 35 000 défenseurs du côté turc. Feignant d'attaquer Gaza, les forces du Commonwealth se dirigent massivement vers Beersheba. Après une journée de bataille, l'armée turque doit entamer un repli de Beersheba.

1929

31 octobre

Avènement du cinéma parlant en France

Le premier film parlant de l'histoire du cinéma français sort à Paris. "Les trois masques" avec Marcel Vibert et Renée Heribel, est l'œuvre du réalisateur André Hugon. Il a été tourné à Londres en quinze jours.

1951

31 octobre

Les volontaires Chinois interviennent en Corée

Alors que les troupes de l'ONU pénètrent au cœur du territoire nord-coréen, la Chine intervient officieusement par l'intermédiaire de ses volontaires. Aguerris par 20 ans de guerre civile et sino-japonaise, ceux-ci mettent en déroute les troupes occidentales jusqu'à la reprise de Séoul. Les Etats-Unis répliqueront par des bombardements massifs et par la proposition de MacArthur d'attaquer la Chine. Finalement, ce dernier sera relevé de ses fonctions et la guerre s'enlisera autour du 38ème parallèle.

1956

31 octobre

Intervention Franco-britannique contre l'Egypte

Les Anglais et les français occupent la zone du canal du Suez mécontents de la décision du chef d'état égyptien, Gamal Abdel Nasser de nationaliser le canal (26 juillet 1956). La Grande-Bretagne et la France attaquent donc l'Égypte pour assurer le libre passage à travers le canal de Suez. Déjà Israël avait envahi le Sinaï dès le 29 octobre. Le conflit prendra fin le 6 novembre sous la pression des Etats-Unis et de l'URSS.

1956

31 octobre

Le premier avion atterrit au pôle sud

Le "Que sera, sera" un LC-47 piloté par l'Amiral George J. Dufek est le premier avion à se poser sur le pôle nord. Dufek devient le premier américain à fouler le sol de l'Antarctique.

1959

31 octobre

Prix de l'humour noir décerné à "Zazie dans le métro"

Le roman qui consacrera la carrière littéraire de Raymond Queneau est édité et récompensé par le prix de l'Humour noir. L'œuvre remporte un succès immédiat auprès du grand public et des critiques. Il met en scène une jeune fille du peuple, qui, désireuse de prendre le métro parisien, se voit contrainte à traverser la ville à pied. Elle rencontre alors de nombreux personnages farfelus. Ce roman apparaît ainsi comme une quête initiatique burlesque. Le personnage de Zazie sera repris au cinéma par Louis Malle l'année suivante.

1984

31 octobre

Assassinat d'Indira Gandhi

Le Premier ministre Indien est assassinée par deux extrémistes sikhs de sa garde personnelle. Avec ce geste, les Sikhs veulent venger leur peuple fortement réprimé par l'armée indienne lors de "la révolte des sikhs" en 1983. Immédiatement après le décès d'Indira Gandhi, son fils Rajiv est nommé successeur provisoire.

1988

31 octobre

Le duel Prost / Senna tourne à l'avantage du Brésilien

Au terme d'une lutte effrénée des deux concurrents de McLaren, Senna parvient à faire une course exceptionnelle au Japon qui lui permet de devenir champion du monde. Alors que suite à des difficultés au départ, il se retrouvait 14ème au premier virage, il dépassait alors tous ses adversaires avant de fondre sur Prost. Ce-dernier empochera le dernier grand prix mais l'avance de Senna était déjà suffisamment importante. C'est le début de trois années d'âpre compétition entre les deux concurrents.

1992

31 octobre

Le Vatican réhabilite Galilée

Le Vatican décide de réhabiliter le physicien et astronome italien Galileo Galilée qui avait démontré au début du dix-septième siècle que la terre tourne autour du soleil et non le contraire. 359 ans après avoir été contraint d'abjurer devant le Tribunal de l'Inquisition, le grand savant est reconnu par l'église. Rome admet son erreur.

1993

31 octobre

Premier départ de la transat Jacques Vabre

Treize voiliers, multicoques et monocoques, s'élancent dans la première édition de cette course atlantique en solitaire. Son parcours suit la route commerciale du café entre le Havre et Carthagène, en Colombie. La course s'organise dans la continuation d'une transat française courue en double en 1979, 1983 et 1989. Elle aura lieu tous les deux ans. Paul Vatine remportera cette nouvelle édition mais disparaîtra en mer lors de la transat de 1999. Dès 1995, l'épreuve sponsorisée

connaîtra des modifications : elle se courra désormais en double. En 2001, la ligne d'arrivée ne sera pas Carthagène mais Salvador de Bahia, au Brésil.

1999

31 octobre

Lomu ne suffit plus

La France crée la surprise en terrassant les All-Blacks en demi-finale, 43-31. Menée 24-10 à la 45ème minute, la France enchaîne deux pénalités et deux drops grâce au pied de Lamaison. Suivent trois essais de Christophe Dominici, Richard Dourthe puis Philippe Bernat-Salles. En un quart d'heure, les Bleus inscrivent 26 points aux Blacks sans en encaisser un. Après s'être débarrassée des Australiens pour échouer en finale contre les Blacks en 1987, la France s'offre sa deuxième finale de la coupe du monde grâce à cette extraordinaire deuxième mi-temps. Malheureusement, c'est alors contre les Australiens qu'elle se casse les dents.

12/ REVUE de PRESSE INTERNATIONALE en langue étrangère

□ □ THEME 12 - 1 : A news era for NATO intelligence

Source, journal ou site Internet : NATO Review

Date : 31 octobre 2019

Auteur : *Arndt Freytag von Loringhoven*

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Today, NATO faces the most complex and unpredictable security situation since the end of the Cold War – a more assertive Russia, cyber and hybrid threats, crisis and instability across the Middle East and North Africa, and a continued terrorist threat. In response to this dynamic threat environment, Allies are fundamentally adapting how NATO produces and delivers intelligence in support of decision-making. The most significant reform came in 2017, when the Alliance established a new Joint Intelligence and Security Division (JISD) at NATO Headquarters. As the very first Assistant Secretary General for this new division and the overall strategic leader for intelligence, my task was to develop the vision, establish a professional workforce, and initiate a broad series of reforms to improve the quality and utility of intelligence provided to NATO's most senior political and military leaders. This effort included working closely with other NATO intelligence leaders, most notably SHAPE J2 (the intelligence directorate at Supreme Headquarters Allied Powers Europe, or Allied Command Operations). [https://www.nato.int/docu/review/images/d330d1_1_loringhoven_ags_nato_northrop-grumman_article.jpg]https://www.nato.int/docu/review/images/d330d1_1_loringhoven_ags_nato_northrop-grumman.jpg> One of NATO's new capabilities, the Alliance Ground Surveillancehttps://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_48892.htm> system – consisting of air, ground and support segments – will provide all-weather, persistent wide-area terrestrial and maritime surveillance in near real-time, improving in-theatre situational awareness. Photo by Northrop Grumman The overarching goal was to make intelligence as relevant as possible for our customers. Our intelligence needed to be high quality, focused on leadership priorities, and delivered at the right time to the right audience. The Secretary General has been consistently clear that intelligence support at NATO Headquarters must enhance situational awareness and inform policy making. To achieve this, assessments needed to be brought as close as possible to the North Atlantic Council, the Military Committee and the Alliance's senior leadership. The

establishment of the JISD<<https://www.nato.int/docu/review/2017/Also-in-2017/adapting-nato-intelligence-in-support-of-one-nato-security-military-terrorism/EN/index.htm>> also marked the creation of NATO's first-ever joint civilian and military division at the Headquarters. Bringing together the previously separate civilian and military intelligence staffs was no small task. At the time, some people worried that the professional cultures and approaches to intelligence would clash. In fact, nothing could be further from the truth. Fusing the separate intelligence units allowed us to deliver coherent intelligence assessments, increase efficiency, avoid duplication of effort, and draw upon the strengths that both civilian and military organisations brought to the table, while fostering a new culture of cooperation. More importantly, it positioned the JISD to contend effectively with the hybrid, cyber and terrorist threats increasingly confronting NATO Allies, boosting our capabilities to analyse these cross-cutting issues. To ensure that the JISD helps to prepare the ground for Allied decision-making, we have worked to better align our focus areas and timing with leadership schedules, meetings, and missions. The true power of Allied intelligence is that it provides a common frame of reference for decision-making, thus underpinning Allied solidarity. Difficult as this may sound, in my experience there are far fewer fundamental disagreements than might be expected. Indeed, some very important North Atlantic Council decisions could only have been taken on the basis of an intelligence picture shared by all Allies. This is true for NATO's response<https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_166100.htm> to Russia's breach of the Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty as well as for the expulsion<https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_153223.htm?selectedLocale=en> by Allies of over 150 undeclared Russian intelligence officers, following Moscow's attempt to kill former Russian agent Sergei Skripal with a nerve agent in the United Kingdom in March 2018 (a British citizen, Dawn Sturgess, later died after exposure to the substance). We also supplemented longer-term strategic assessments with more current situational awareness. Based on the deep knowledge and expertise of our analysts, we are now able to provide rapid initial assessments to customers. New internal formats for intelligence sharing at NATO Headquarters, such as the senior stakeholders meetings, have dramatically increased the frequency and responsiveness of intelligence support to senior leaders. Never before has intelligence been more present and relevant to NATO decision-making. As the strategic leader for intelligence, my responsibilities involve looking beyond the JISD. The "NATO intelligence enterprise" goes far beyond NATO Headquarters and encompasses a multiplicity of critical functions across the two Strategic Commands. Due to the "organic" growth of many such functions without a common masterplan, overall coherence is an issue. Allies agreed that a common approach would improve intelligence sharing, coordinate production, enhance indications and warning, and improve management and governance. In close cooperation with Allied Command Operations<https://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_52091.htm> (ACO) and Allied Command Transformation<<https://www.act.nato.int/>> (ACT), we began to jointly identify, prioritise and implement a set of key reform projects. Over the years, we have developed a trusted working relationship across institutional boundaries. In particular, close partnership with ACO enabled major progress on warning and alerting, where we made special efforts to develop a more efficient architecture, improving the coherence of mechanisms and addressing gaps. The new system is more effectively tailored to today's complex threat environment and we are currently working with Allies to ensure that it functions as intended in an actual crisis. A two-week trial, Unified Vision 18<https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_156098.htm?selectedLocale=en>, was held in June 2018 across NATO territories in Europe and North America to test the interoperability of multinational and collective Joint Intelligence, Surveillance and Reconnaissance capabilities. © NATO Production is now coordinated on a regular basis between Headquarters and the Strategic Commands. Again, we are cutting duplication, streamlining our efforts and providing

a more coherent intelligence picture for our leaders. Behind the scenes a host of enabling functions are critical to the managing, sharing and processing of intelligence. Only when the management of technical functions have been fully optimised and properly staffed will NATO intelligence reach its true potential. To prevent leaks and the exploitation of vulnerabilities by adversaries, security is indispensable for Allies. Security enables trust, and trust enables intelligence sharing. It was wise to include the NATO Office of Security (NOS) in the Joint Division. Having both the intelligence and the security functions under one roof allows for daily interaction between them. Among many other important functions performed by NOS, it now closely monitors, vets and contributes to all intelligence reforms. To maximise our potential, we are expanding our capabilities. Additional open source intelligence, using data collected from publicly available sources, will be employed to support accurate and timely analysis. We are currently boosting our existing capabilities to search the huge data reservoirs of the Web. To stay ahead of the curve, this will need to be aided by advanced analytics and artificial intelligence. Another new capability, the Alliance Ground Surveillance<https://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_48892.htm> system – consisting of remotely piloted aircraft, ground and support segments – will provide all-weather, persistent wide-area terrestrial and maritime surveillance in near real-time, improving in-theatre situational awareness. To better share and process intelligence at NATO, we are also fundamentally overhauling the technical base and interoperability of our IT systems and data management. Almost three years after standing up the Division, civilian-military intelligence cooperation across NATO is now standard practice. We are progressing towards a common work culture, and assessments are more coherent, and are provided faster. The demand for high-quality intelligence is higher than ever and has become more relevant in policy and decision-making. Nevertheless, some challenges remain. Reform efforts will need to be deepened. Cultures still differ. The military, with a focus on planning and operations, is typically more inclined to the “need to share”. Some civilian intelligence organisations adopt a much more restrictive approach to their information, emphasising the “need to know”. Such deeply ingrained traditions are hard to overcome. Security threats are a moving target. The Alliance will need to stay abreast of new developments and track these at the speed of relevance. Russia and China are both investing heavily in their conventional forces, while developing and showcasing advanced new nuclear weapons and missile systems. Both are heavily engaged in the pursuit of emerging and disruptive technologies that could have far-reaching implications for the Allies. Hybrid and cyber threats have become the new normal. Other countries and non-state actors are also developing new capabilities. The importance of intelligence at NATO will only increase in the years to come.

What is published in NATO Review does not necessarily represent the official position or policy of member governments, or of NATO.

[□ □ THEME 12 - 2 : Coast Guard Warns of Increased Drug Smuggling in the Pacific](#)

[Source, journal ou site Internet : Daily Collection of Maritime Press Clippings](#)

[Date : 30 octobre 2019](#)

[Auteur : Ian Henderson](#)

[Adressé par François Jouannet](#)

After the U.S. Coast Guard recently seized an estimated \$92 million worth of cocaine from boats in the Pacific Ocean and transported it to San Diego, the agency warned of an uptick in

drug smuggling in the area. The boats were carrying roughly 6,800 pounds worth of cocaine and were interdicted by the Coast Guard Cutters Alert, Robert Ward, and Seneca off the coast of Mexico, Central America, and South America between the months of July and October. While the 2019 data has yet to be compiled, the Coast Guard confirmed that since 2013, there has been an upward trend in drug seizures in the Pacific. “The last two years, 2017 and 2018, were both record setting years. If you look back [from 2013], you’ll see a very distinct trend going up,” Lt. Commander Matthew Kroll told The Epoch Times. While Kroll said 2019 is not likely not to break records, the numbers are still higher than the Coast Guard has seen in the past five years. The increases have largely been a result of cartels switching their primary smuggling routes away from the Caribbean after the U.S. increased its presence there. “A lot of energy was put into the Caribbean side over the last 10 to 15 years. After we started upping our presence in that area, the natural shift was to go the other way,” he said. Cocaine cultivation in Columbia has also seen an increase of 134 percent from 2013 to 2017. In 2017, Columbian farmers in Tapia produced over 400,000 acres of coca, the main ingredient of cocaine. Columbia has been the world’s largest producer of cocaine and the United States is its largest consumer, with over 40.6 million Americans having admitted to using the drug at least once in their lifetime as of 2017, up from 38.8 million in 2016, according to the latest statistics from the Substance Abuse and Mental Health Services Administration (SAMHSA). Cocaine related deaths were up 52.4 percent in 2016, according to the CDC’s latest study. Kroll said smugglers use a multitude of vessels to smuggle narcotics into the United States, from small fishing vessels and container ships to semi-submersible submarines, as seen in video footage released in July, in which a Coast Guard crewman leapt onto a surfaced vessel and banged on the hood before detaining the smugglers. “They are using almost any method they can to get these drugs into the United States,” said Kroll. The cocaine from the recent seizures was found to be in its purest form. Kroll explained that it’s important to seize the drug in this form, because once it hits the street, more ingredients are added and it’s sold in small doses, making the drug more dangerous and harder to track down. Typically, cartels smuggle cocaine out of the western part of Columbia or Ecuador into the Pacific, and they often travel around the Galapagos Islands to avoid U.S.-led coastal patrols in Central America before turning north towards the U.S. coast, especially California. The cartels’ operating area in the Pacific covers an area as large as the continental United States, which poses a challenge for the Coast Guard’s interception efforts. While Lt. Commander Kroll was unable to divulge the nationalities of the smugglers or who they were working for, since the Department of Justice handles those matters, he did specify that drug cartels will use anyone they can to carry out their smuggling activities. In cases where the smugglers are apprehended, they’re typically not hostile, and they often come willingly. This particular instance was no different than the norm. “A lot of times these are people who are put in a hard situation by cartels and forced into it. Once they realize they’ve been interdicted and we’re right on top of them, there’s really no place to go,” said Kroll. Despite this, Coast Guard crews go through intense combat training to prepare for any potential danger. In September, Coast Guard Cutter **SENECA** offloaded more than 12,000 pounds off the coast of Miami, while in August, Cutter **MIDGETT** discovered two different smuggling vessels within the same week carrying a total of 6,700 pounds worth of cocaine. The **ALERT** is now in its 50th year of service and the Coast Guard has said that it will continue to use the ship for the foreseeable future.

[□ □ THEME 12 - 3 : US NAVY’s nuclear run submarine comes in Bremerton for decommissioning](#)

Source, journal ou site Internet : [asumetech](#)

Date : 30 octobre 2019

Auteur :

Adressé par François Jouannet

The nuclear-run Los Angeles-course speedy-attack submarine **USS LOUISVILLE (SSN 724)** arrived at Naval Foundation Kitsap-Bremerton to start in the inactivation and decommissioning course of action. The U.S. Navy has introduced that Louisville executed its last transit from Pearl Harbor, Hawaii, to Bremerton, Washington, for its remaining underway and homeport change. Commissioned in 1986, Louisville created naval record by firing the first submarine-launched Tomahawk cruise missile in war throughout Operation Desert Protect/Desert Storm. Under the command of Cmdr. Robert Rose, from Garland, Utah, **USS LOUISVILLE** departed Joint Base Pearl Harbor-Hickam in Pearl Harbor, Hawaii, for a homeport change to Bremerton, Washington, Oct. 7. "Louisville Sailors, earlier and current, are some of the greatest in the globe," claimed Rose. "It has been an honor and a privilege to serve as a commanding officer on this good ship. The crew's ingenuity, really hard perform, and hard work has been remarkable by means of a Western Pacific deployment then shifting our concentrate to transferring our families and submarine to Bremerton for decommissioning. I am outside of very pleased of this crew." The Navy has a few courses of quick-attack submarines. Los Angeles-course submarines make up the greater part of the submarine pressure, with just about 40 in commission. As the Los Angeles-course reaches the close of their operational everyday living, the Navy is slowly and gradually decommissioning the submarines to make room for the following generation of submarines, the Virginia-course. At the moment, there are 16 lively Virginia-class submarines, armed with several innovations that have drastically enhanced its warfighting capabilities. The third course of rapidly-attack submarines is the Seawolf-course. These quicker and quieter submarines had been developed to the conclude of the Chilly War with 3 at the moment in services. "It was such an honor to be the very last Louisville Sailor to get his dolphins in Pearl Harbor," explained Yeoman (Submarines) Seaman Rodrigo Merino, from Corona, New York. "This is this kind of an amazing and capable submarine. She is aged and she has carried out so a great deal for our nation, it is time to let her relaxation and make room for the newest course of submarine. I sense so honored to be portion of the crew and this submarine's background." During the inactivation process, Puget Seem Naval Shipyard and Intermediate Upkeep Facility will defuel the submarine, with the hull retained in safe and sound storage until decommissioning. "It is surreal to be section of Louisville's final crew," reported Electrician's Mate (Nuclear) 1st Course Joshua Walters, from Gainesville, Florida. "I joined the Navy for more possibilities and to do something with my lifestyle, and Louisville has allowed me to do that." The submarine's capability to assist a multitude of missions, such as anti-submarine warfare, anti-surface ship warfare, strike warfare, surveillance and reconnaissance, built Louisville just one of the most able submarines in the entire world. Commissioned Nov. eight, 1986, **USS LOUISVILLE** is the fourth United States ship to bear the name in honor of the metropolis of Louisville, Kentucky. She is the 35th nuclear-driven rapidly-assault submarine of the Los Angeles-course style and design. She returned from her final deployment May two, where is executed operations essential to national safety in the 5th and 7th fleet's locations of operation.

[THEME 12 - 4 : Serbia, Russia to wrap up joint military exercise this week](#)

Source, journal ou site Internet : UPI

Date : 30 octobre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

As Serbia and Russia conduct joint military exercises in which the Russian S-400 missile system is deployed, NATO announced its respect for the union. The long-range S-400 and the short-range Pantsir-S battery systems are being used in the "Slavic Shield 2019" exercise, testing the Russian and Serbian militaries to defend against air attacks. Serbia said at the outset of the exercise that Slavic Shield "will become traditional, and in the coming time we will train and learn how to defend our sky's freedom together." In a statement on Monday, the Russian Defense Ministry said the Pantsir-S system, installed at the Batajnica military base near the Serbian capital of Belgrade, successfully destroyed two ground and two aerial targets. It is the first time that an S-400 battalion and a Pantsir-S battery have appeared in military drills outside Russia, the ministry said, adding that the S-400 will be dismantled and returned to Russia when the six-day exercise concludes on Tuesday. A previous stage of combat drills was held in September in Russia's nearby Astrakhan region. Additional exercises were held there this week. Serbia is a partner of NATO but not a member, and NATO has noted that Serbia has the right to make sovereign decisions about its self defense. Serbia maintains strong economic relations with Russia and has not joined sanctions against Russia by Western nations over Russia's involvement in Ukraine. A NATO statement in March noted that "Serbia is deepening its political dialogue and cooperation with NATO on issues of common interest, with an important focus on support for democratic, institutional and defense reforms. Unlike other Western Balkan partners, Serbia does not aspire to join the Alliance."

□ □ THEME 12 - 5 : Chinese ship leaves Vietnam's waters after disputed South China Sea surveys

Source, journal ou site Internet : Reuters

Date : 30 octobre 2019

Auteur : Khan Vu

Adressé par François Jouannet

A Chinese oil survey vessel that has been embroiled in a tense standoff with Vietnamese vessels in the South China Sea left Vietnamese-controlled waters on Thursday after more than three months, marine data showed. The Chinese vessel, the **HAIYANG DIZHI 8**, was speeding away from Vietnam's exclusive economic zone towards China on Thursday under the escort of at least two Chinese ships, according to data from Marine Traffic, a website that tracks vessels. China claims almost all the energy-rich waters of the South China Sea but neighbors Brunei, Malaysia, the Philippines, Taiwan and Vietnam also have claims. Tension between Hanoi and Beijing escalated when China sent the vessel to conduct seismic surveys in waters off Vietnam in early July. The foreign ministry in Hanoi has repeatedly accused the vessel and its escorts of violating Vietnam's sovereignty and has demanded China remove its ships from the area. The ministry did not immediately respond to a Reuters email seeking comment on Thursday. Police broke up a brief protest in August outside the Chinese embassy in Hanoi over the vessel. Asked about the Chinese ship, Chinese Foreign Ministry spokeswoman Hua Chunying said it had "started its scientific survey in Chinese-controlled waters in early July". "According to our understanding the work is presently complete," she told a daily news briefing in Beijing. The vice chairman of China's Central Military Commission, Xu Qiliang, called for dialogue this week at a meeting with Vietnam's Defense Minister Ngo Xuan Lich in Beijing to address the complex global and regional situation, the official Vietnamese News Agency reported on Wednesday. It quoted Lich as saying that the joint efforts of all countries could help to cope with common security challenges. Ha Hoang Hop at the International Institute for Strategic

Studies said China only withdrew the vessel shortly after the oil rig Hakuryu-5 completed drilling at Vietnam's Block 06.1, which is operated by Russian state oil firm Rosneft. "China doesn't want any non-ASEAN companies to drill for oil in the South China Sea," said Hop, who is also a visiting senior fellow at the ISEAS-Yusof Ishak Institute in Singapore. "China is determined to pressure Vietnam to end joint oil exploration and production with foreign partners in the area." Chinese coastguard ships have also been operating within the oil block since the standoff began, the Marine Traffic data showed. Rosneft did not immediately respond to an email requesting comment. PetroVietnam told Spanish energy firm Repsol last year to halt an offshore oil project under pressure from China, while a subsidiary of Rosneft expressed concern that its recent drilling could upset China. Vietnamese President and Communist Party chief Nguyen Phu Trong called last week for restraint in the South China Sea, saying Vietnam should "never compromise" on its sovereignty and territorial integrity. Chinese defense minister Wei Fenghe said on Monday the South China Sea is an inalienable part of China's territory. "We will not allow even an inch of territory that our ancestors have left to us to be taken away," Wei said. A U.S. think-tank said the Chinese vessel left Vietnam's waters in early August for Fiery Cross Reef, but it returned shortly after. Fiery Cross Reef is a man-made island controlled by China and built on a disputed South China Sea reef. Vietnam and the Philippines have competing claims on the reef. "It's very likely that China will send an oil rig to drill in the area where the Haiyang Dizhi 8 had conducted seismic surveys in Vietnam's exclusive economic zone," Hop said.

THEME 12 - 6 : WhatsApp sues Israeli firm NSO aver cyberespionage

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 30 octobre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

WhatsApp on Tuesday sued Israeli technology firm NSO Group, accusing it of using the Facebook-owned messaging service to conduct cyberespionage on journalists, human rights activists and others. The suit filed in a California federal court contended that NSO Group tried to infect approximately 1,400 "target devices" with malicious software to steal valuable information from those using the messaging app. WhatsApp head Will Cathcart said the lawsuit was filed after an investigation showed the Israeli firm's role in the cyberattack, despite its denials. "NSO Group claims they responsibly serve governments, but we found more than 100 human rights defenders and journalists targeted in an attack last May. This abuse must be stopped," Cathcart said on Twitter. The lawsuit said the software developed by NSO known as Pegasus was designed to be remotely installed to hijack devices using the Android, iOS, and BlackBerry operating systems. The complaint said the attackers "reverse-engineered the WhatsApp app and developed a program to enable them to emulate legitimate WhatsApp network traffic in order to transmit malicious code" to take over the devices. "While their attack was highly sophisticated, their attempts to cover their tracks were not entirely successful," Cathcart said in an opinion piece published in the Washington Post, noting that the investigation found internet-hosting services and accounts associated with NSO. The suit calls on court to order NSO Group to stop any such attacks and asks for unspecified damages. WhatsApp in May called on users to upgrade the application to plug a security hole that allowed for the injection of sophisticated malware that could be used for spying at the messaging app used by 1.5 billion people around the world. The malicious code was transmitted through WhatsApp servers from about April 29 to May 10, targeting devices of attorneys, journalists, human rights activists, political

dissidents, diplomats, and other senior foreign government officials, according to the complaint. "A user would receive what appeared to be a video call, but this was not a normal call," Cathcart said of the cyberattack. "After the phone rang, the attacker secretly transmitted malicious code in an effort to infect the victim's phone with spyware. The person did not even have to answer the call."

- Fighting 'crime and terror' -

The NSO Group came to prominence in 2016 when researchers accused it of helping spy on an activist in the United Arab Emirates. Its best-known product is Pegasus, a highly invasive tool that can reportedly switch on a target's phone camera and microphone, and access data on it. The firm has been adamant that it only licenses its software to governments for "fighting crime and terror" and that it investigates credible allegations of misuse, but activists argue the technology has been instead used for human rights abuses. Danna Ingleton of Amnesty International said the results of the WhatsApp investigation "underscore that NSO Group continues to profit from its spyware products being used to intimidate, track, and punish scores of human rights defenders across the globe, including the Kingdom of Bahrain, the United Arab Emirates and Mexico." Ingleton said Amnesty and other groups are seeking in the Israeli courts to block NSO for exporting the technology. "WhatsApp deserves credit for their tough stance against these malicious attacks, including their efforts to hold NSO to account in the courts," she said.

13/ Titres des articles pouvant être demandés à l'adresse adulou@numericable.fr, qui vous les adressera dans la journée de la demande.

Ces articles n'ont pu être insérés dans la revue de presse. Pour recevoir un ou plusieurs articles, il suffit d'adresser un message électronique à l'adresse :

adulou@numericable.fr;

1) Articles en langue française :

- L'Hebdoindépendant 731
- (Algérie) Le 37e vendredi coïncide avec le 65e anniversaire du déclenchement de la Révolution
- Niger Attaque meurtrière de Boko Haram contre une base militaire
- Affrontements entre les armées turque et syrienne
- Les islamistes d'Ennahdha appellent à la rescousse le président Saïed
- La situation des migrants sur les îles grecques est « explosive » s'inquiète le Conseil de l'Europe
- Jean-Yves Camus: «Ce que révèlent les propos de l'auteur de l'attaque de Bayonne»
- Vous avez aimé le Brexit, vous allez adorer le Scoxit- Didier Julienne
- Pas de Brexit le 31 octobre
- Informatique quantique : derrière la bataille Google-IBM, quelle place pour la France ?
- Cloud : avec JEDI, Microsoft devient le fournisseur clé du Pentagone
- La plus grande cyber-attaque de l'histoire de la Géorgie liée au piratage d'un FAI

- Sécurité : inquiétudes pour les données de santé des Français
- On en parle, on en parle, on en...Mais qu'est-ce donc que la blockchain ?
- Un gang se fait passer pour des pirates russes afin d'extorquer des entreprises du secteur financier.
- Internet par satellite : SpaceX en dit plus sur ses futures offres
- Qualcomm mise 200 millions de dollars sur la 5G dans l'industrie
- La police suédoise pourra déployer des malwares dans ses enquêtes
- Ecrans et capacités cognitives, une relation complexe
- Des Boeing immobilisés pour des « fissures »
- Après l'attaque à la Préfecture de police, sept policiers signalés pour radicalisation ont été désarmés
- Destitution : le Congrès vote pour donner une nouvelle ampleur à l'enquête contre Trump
- Washington dévoile les premières images du raid contre Baghadi
- À Hongkong, Halloween comme prétexte pour poursuivre la contestation pro-démocratie

2) Articles en langue étrangère :

- **Security experts warn of China's influence at US ports**
- **Piracy at Sea Decreasing Worldwide in 2019, Report Shows**
- **China slams US for 'economic bullying' of Huawei, ZTE**
- **US welcomes proposed intra-Afghan talks in China**
- **Syrian and Turkish armies in deadly border clash AFP)**
- **Ukraine, separatists launch troop withdrawal**
- **Pentagon, Lockheed reach \$34B deal for 478 F-35s as price per aircraft drops (UPI)**
- **Extensive Russian submarine operation in North Atlantic: Norway**
- **50 years after internet conception, dark side stirs fear**
- **US Air Force hosts hypersonics pitch day**

3) Liens intéressants à consulter :

https://www.journaldeleconomie.fr/Les-Theoriciens-de-l-Islam-Radical_a8003.html

<https://eclj.org/religious-freedom/un/perscution-des-chrtiens--actualites-et-actions-internationales?lng=fr>

https://www.lepoint.fr/societe/philippe-bilger-le-mur-des-cons-a-fracture-la-confiance-dans-la-justice-11-10-2019-2340687_23.php

<http://institut-thomas-more.org/2019/10/31/emmanuel-macron-au-piege-de-la-souverainete-europeenne/>

<https://www.flightglobal.com/news/articles/usa-approves-45bn-upgrade-package-for-98-japanese-461875/>

<https://www.defensenews.com/air/2019/10/29/in-newly-inked-deal-f-35-prices-fall-to-78-million-a-copy/> <https://www.defensenews.com/air/2019/10/29/in-newly-inked-deal-f-35-prices-fall-to-78-million-a-copy/>

<http://www.sfen.org/rgn/rapport-folz-tirer-lecons-epr-flamanville>

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/271429.pdf>



Union-ihedn.org

<http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>